# Mindanao

## Séparatisme, autonomie et vendetta

CARNET DE L'IRASEC

IRASEC

N°18

François-Xavier Bonnet
Préface de William Guéraiche

**IRASEC - Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine**
**IRASEC - Research Institute on Contemporary Southeast Asia**

29 Sathorn Tai Road, Bangkok 10120, Thailand
Tel (+66) 026 27 21 80 - Fax (+66) 026 27 21 85
www.irasec.com

ISBN 978-616-7571-05-8

# MINDANAO
## SÉPARATISME, AUTONOMIE ET VENDETTA

Cet ouvrage a bénéficié du soutien financier
de la société MELHUILLIER.

Relecture orthographique : Christine Grillo
Couverture, cartes et mise en page : Mikael Brodu
Photos : François-Xavier Bonnet

ISBN 978-616-7571-05-8

© IRASEC, décembre 2011
All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted, in any form or means, without prior permission of the author or the publisher. The opinions expressed in these papers are solely those of the author(s).

Une collection sous la direction de Benoît de Tréglodé

# Mindanao
## Séparatisme, autonomie et vendetta

**François-Xavier Bonnet**

Préface de William Guéraiche

Carnet de l'Irasec / Occasional Paper n° 18

IRASEC
INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA

L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (USR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MAEE) s'intéresse depuis 2001 aux évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les onze pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut fait appel à des chercheurs de tous horizons disciplinaires et académiques qu'il associe au gré des problématiques. Il privilégie autant que possible les démarches transversales.

*The Research Institute on Contemporary Southeast Asia (USR 3142 – UMIFRE 22), based in Bangkok, Thailand, calls on specialists from all academic fields to study the important social, political, economic and environmental developments that affect, together or separately, the eleven countries of the region (Brunei, Burma, Cambodia, Indonesia, Lao, Malaysia, The Philippines, Singapore, Thailand, Timor-Leste and Viet Nam).*


COMITÉ DE PILOTAGE

- Bénédicte BRAC de LA PERRIÈRE (Case-CNRS-EHESS)
- Stéphane DOVERT (MAEE)
- Guy FAURE (CNRS-IAO)
- Christophe JAFFRELOT (CNRS-Ceri)
- Christian LECHERVY (MAEE)
- Rémy MADINIER (CNRS)
- Jean-François SABOURET (CNRS)
- Benoît de TRÉGLODÉ (Irasec)
- Marie-Sybille de VIENNE (Inalco)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

- Jean BAFFIE (CNRS - Irsea)
- Romain BERTRAND (CNRS-Ceri)
- Sophie BOISSEAU du ROCHER (Asia Centre-Sc. Po)
- Nathalie FAU (Paris VII-Irasec)
- Alain FOREST (Paris VII)
- Yves GOUDINEAU (EFEO)
- William GUERAICHE (Dubai American University)
- Jacques IVANOFF (CNRS-Irasec)
- Vatthana PHOLSENA (CNRS-Irasec)
- Hugues TERTRAIS (Paris I)

# Sommaire

Préface de William Guéraiche
**Mindanao, c'est autre chose** ..... **7**

Première partie
**Mindanao : Terre promise, terre de violences** ..... **15**

**1 - La ruée vers la Terre promise** ..... **17**
Les sultanats de Mindanao et de Sulu ..... 17
Les colonies agricoles gouvernementales et les migrations spontanées ..... 19
Les impacts socioculturels des migrations ..... 24

**2 - De la renaissance de l'islam au séparatisme moro** ..... **31**
L'esprit de Bandung ..... 32
Le massacre de Jabidah : un tournant dans l'histoire des Moro ..... 35
Les *Ilagas* et l'internationalisation de la lutte moro ..... 40

**3 - Révolutions, schismes et cooptations** ..... **45**
Le MNLF prend le contrôle de la révolution ..... 45
La politique d'attraction ou comment coopter les commandants locaux ..... 49
Les schismes du MNLF : des mouvements de guérilla « traditionnels » ..... 53
Les nouveaux schismes du MNLF : mouvements radicaux ou banditisme ? ..... 54

**4 - L'autonomie de la Bangsamoro en question** ..... **65**
La Région autonome musulmane : une autonomie sous contrôle ..... 65
La région *Bangsamoro Juridical Entity* (BJE) ..... 70
Les Lumad : les grands oubliés ? ..... 74

**Conclusion** ..... **79**

Deuxième partie
**Clans et violences ..... 83**

Les *rido* en question ..... 84

**1 - Quelle est l'ampleur du phénomène ? ..... 85**
Géographie des *rido* ..... 86
Quelles sont les causes ? ..... 90

**2 - Du conflit foncier à la guerre généralisée : le cas de Midsayap en 2007 ..... 92**
Un fait divers presque banal ..... 92
L'armée et le *Moro Islamic Liberation Front* entrent dans la danse ..... 94
Quelles sont les causes profondes de ce conflit ? ..... 97

**3 - Prévenir les conflits locaux ..... 104**
Le comité sur le cessez-le-feu ..... 104
Résister à la tentation de la vengeance : le cas de *datu* Ibrahim Paglas ..... 107
La justice à la manière des anciens : le cas de la municipalité de Upi ..... 112
Les habitants prennent leur destin en main : l'exemple des zones de paix ..... 116

**Bibliographie sélective sur Mindanao ..... 121**

Note de l'éditeur : ces articles de François-Xavier Bonnet seront publiés dans la Monographie nationale *Philippines contemporaines* sous la direction de William Guéraiche aux Indes savantes (à paraître).

# Préface
## Mindanao, c'est autre chose

Aux yeux des Philippins, Mindanao est un continent noir, peuplé de musulmans qui incarnent la figure de l'autre pour ne pas dire du mal. Cette représentation n'a pas beaucoup changé depuis la colonisation. Les « événements » couverts par les médias depuis la guerre – appelons les choses par leur nom – sous Marcos ont renforcé la perception des musulmans comme des fauteurs de troubles. À bien des égards, le conflit autonomiste, séparatiste, ressemble à la guerre civile du Liban caricaturée par les journalistes occidentaux comme un combat manichéen entre les bons chrétiens et les méchants musulmans.

Pour se départir de cette impression, François-Xavier Bonnet a reconsidéré les préjugés qui ont formé le prêt-à-penser des observateurs extérieurs. Son travail fait date car aucun chercheur avant lui n'avait effectué une coupe géologique du conflit en examinant la stratification des tensions, comme autant de couches sédimentaires empilées, altérées par les lignes de faille provoquées par la guerre. Il fallait un géographe de formation pour combiner les différentes échelles d'analyse, souvent enchevêtrées. Il fallait un géopolitologue de conviction pour ne pas accabler une communauté et mettre en lumière la complexité des dynamiques politiques à l'œuvre sur le territoire. La géographie/géopolitique française invite aussi à réfléchir sur l'histoire. Or, la narration du conflit a été négligée au profit d'une étude originale des causes en amont – qui n'existait ni aux États-Unis ni aux Philippines – et des conséquences (avec les règlements de paix) en aval. Il a fallu plusieurs années d'enquête de terrain pour jeter une lumière nouvelle sur cette question.

À grande échelle, les communautés, organisées sur un mode tribal, échappent à l'emprise de l'État. Les interventions de ce dernier semblent intrusives et presque toujours inadéquates. Chaque communauté a son mode de fonctionnement, ses facteurs identitaires, ses valeurs. L'analyse des *rido* est essentielle pour comprendre les racines d'une instabilité

chronique qui n'a rien à voir avec des tensions religieuses. Chrétiens et musulmans cohabitaient dans ces territoires méridionaux, avec tous les cas de figure possibles, de la coexistence pacifique à l'affrontement. Les relations entre les communautés, quelles qu'elles soient, définissent une alchimie subtile remise en question par les migrations. Les Lumad, population non islamisée de Mindanao, ont été dépossédés de leurs terres par des nouveaux venus – des chrétiens des Visayas et de Luzon – qui s'installent sur leurs territoires ancestraux. Ils sont les laissés-pour-compte de l'évolution démographique du pays. Les antagonismes croissent dans ce terrain mouvant. François-Xavier Bonnet montre bien que les violences qui affectent le territoire depuis l'indépendance (voire sous la colonisation) entrent dans des logiques de guerres privées entre clans, à l'instar de n'importe quelle autre province de l'archipel. À cette aune, Mindanao présente une physionomie originale mais au demeurant guère différente du reste de l'archipel. L'État est le grand absent des rapports de force entre les acteurs locaux. Mindanao ressemble à une jungle où la loi du plus fort – du clan du plus fort ? – s'impose.

L'affirmation d'une identité musulmane altère les équilibres locaux. L'islam philippin évolue en vase clos jusqu'aux années 1960-1970. Comme dans le Liban d'avant 1830, l'identité religieuse est un facteur identitaire, mais guère plus. Les mariages entre chrétiens et musulmans, s'ils ne sont pas encouragés restent néanmoins possibles. L'appartenance clanique l'emporte donc sur l'affiliation religieuse. Les musulmans (Moro) qui participent aux équations gouvernementales sont d'abord des Filipinos. Comme au Liban, les interventions étrangères changent radicalement les données du problème.

Le travail de François-Xavier Bonnet ouvre un nouveau champ de recherches pour comprendre l'imbrication de ces influences[1]. L'impression

[1] Déterminer l'origine nationale de ces dernières est nécessaire mais non suffisant. Que des jeunes étudient en Arabie saoudite amène à se demander quelle forme d'islam ils véhiculent : wahhabisme ou salafisme ? Même question avec l'Égypte. Que retiennent les étudiants envoyés à Al-Azhar, un islam teinté de sécularisme « à la Nasser » ou la vision d'un Sayyed Qutb que l'on qualifia par la suite de père de l'islam radical ? Les ambiguïtés ne sont pas moins grandes avec les Libyens : soufisme (dont le Soudan donne aujourd'hui un exemple) ou lutte pour une *jamahiriyyah*, une « république du peuple » ? En outre, la Malaisie n'aurait-elle pas instrumentalisé le conflit pour en tirer profit ?

est forte que les Moro Filipinos sont un enjeu de pouvoir (phénomène qui les dépasse, à la manière des Palestiniens). Peut-être serait-il plus juste d'affirmer que les chefs de guerre n'ont pas hésité à s'allier au plus offrant pour conforter leur pouvoir personnel. 100 000 hommes l'ont payé de leur vie[2].

## Pour quels résultats ?

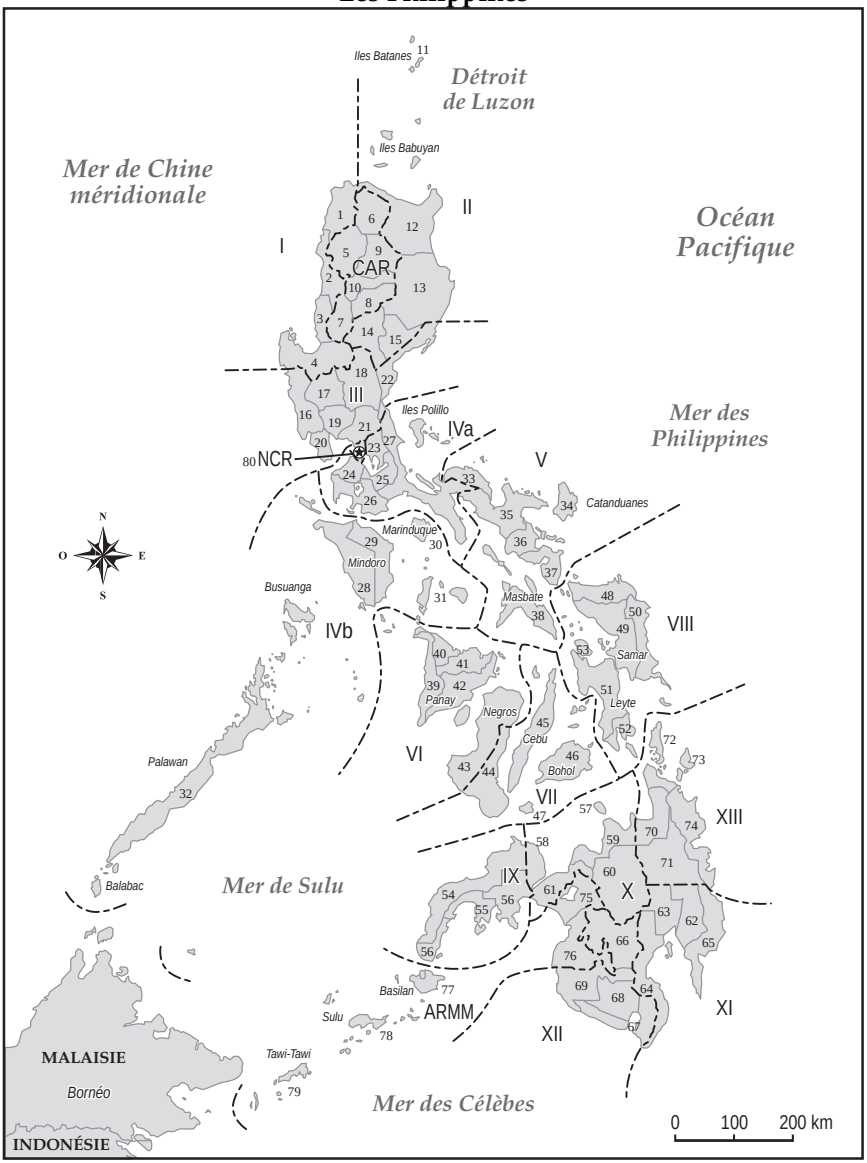
L'éclatement des organisations moro montre les tiraillements de forces contraires. La pacification de la région n'est pas réductible à un accord entre le gouvernement et une fiction de nation moro unifiée derrière un guide charismatique. Les négociations de paix semblent avoir ramené l'ordre – assurément pas un *statu quo ante*. Les structures sociopolitiques n'ont pas disparu. Les tendances de longue durée prévalent comme le rappellent les événements du 23 novembre 2009. Soixante personnes sont massacrées. Les médias ne peuvent pointer un doigt accusateur en direction des islamistes, ou à défaut des terroristes : le clan des Ampatuan est loyaliste, allié du gouvernement. L'un des grands mérites de François-Xavier Bonnet est de montrer que l'insaisissable terrorisme de Mindanao n'est pas ce que l'on croit. Certes, des groupes « terroristes » ont trouvé des appuis ponctuels aux Philippines mais les événements violents perpétrés dans la région peuvent plus sûrement s'interpréter comme un avatar des querelles de clans ou comme une forme banale de banditisme. Parler d'islamisme et de terrorisme n'est toutefois pas sans avantages pour le gouvernement philippin et son allié américain. Les médias y trouvent aussi leur compte.

Le statut de Mindanao-Sulu n'est pas près de changer dans la conscience nationale philippine.

William Guéraiche

[2] Bilan à mettre en perspective avec la guerre du Liban (1975-1990) dont le nombre de victimes est comparable (150 000) ; mais le conflit philippin n'a jamais eu la même faveur des médias.

## Les Philippines



## Régions et provinces

I Ilocos
1 Ilocos Norte
2 Ilocos Sur
3 La Union
4 Pangasinan

CAR (Cordillera Administrative Region)
5 Abra
6 Apayao
7 Benguet
8 Ifugao
9 Kalinga
10 Mountain Province

II Cagayan Valley
11 Batanes
12 Cagayan
13 Isabela
14 Nueva Vizcaya
15 Quirino

III Central Luzon
16 Zambales
17 Tarlac
18 Nueva Ecija
19 Pampanga
20 Bataan
21 Bulacan
22 Aurora

IVa CALABARZON
23 Rizal
24 Cavite
25 Laguna
26 Batangas
27 Quezon

IVb MIMAROPA28
Mindoro Occidental
29 Mindoro Oriental
30 Marinduque
31 Romblon
32 Palawan

V Bicol
33 Camarines Norte
34 Catanduanes
35 Camarines Sur
36 Albay
37 Sorsogon
38 Masbate

VI Western Visayas
39 Antique
40 Aklan
41 Capiz
42 Iloilo
43 Negros Occidental

VII Central Visayas
44 Oriental Negros
45 Cebu
46 Bohol
47 Siquijor

VIII Eastern Visayas
48 Northern Samar
49 Samar
50 Eastern Samar
51 Leyte
52 Southern Leyte
53 Biliran

IX Zamboanga Peninsula
54 Zamboanga del Norte
55 Zamboanga Sibugay
56 Zamboanga del Sur

X Northern Mindanao
57 Camiguin
58 Misamis Occidental
59 Misamis Oriental
60 Bukidnon
61 Lanao del Norte

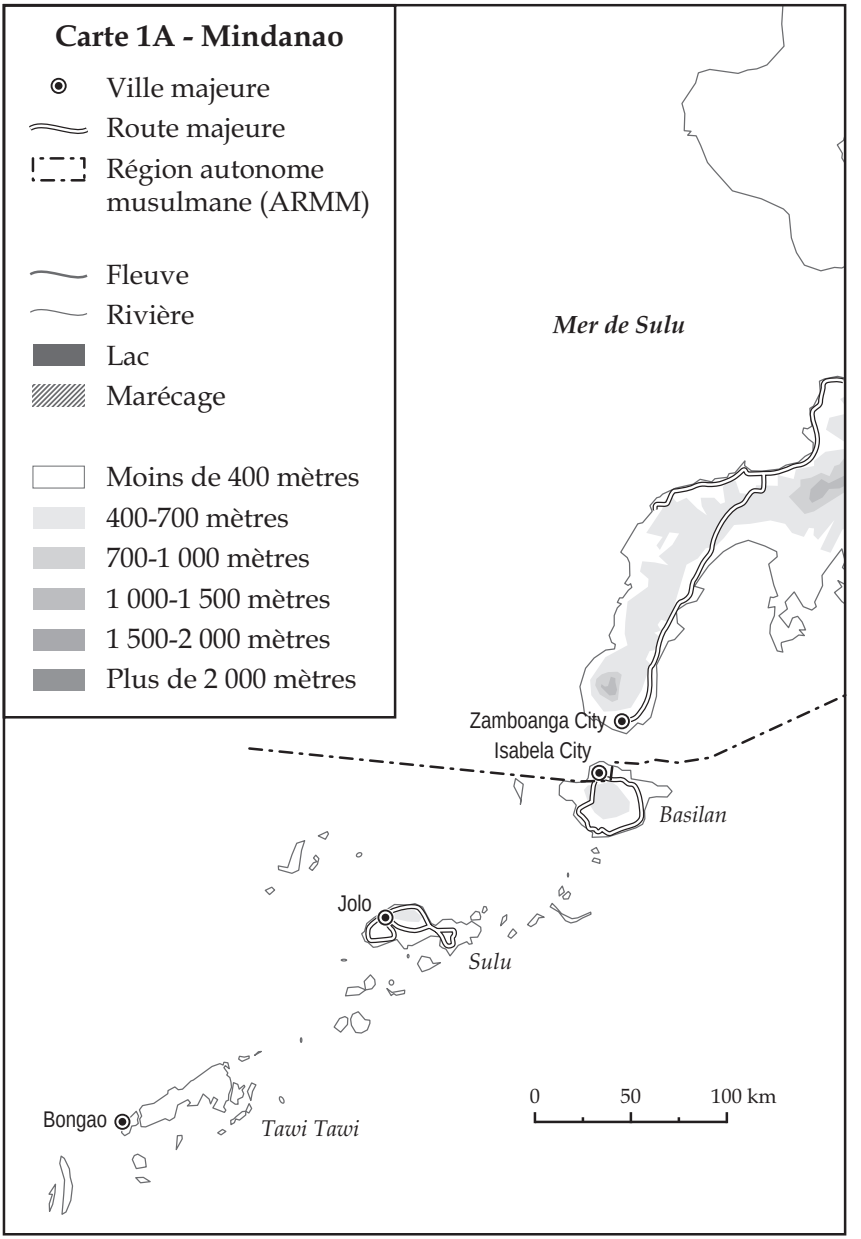
XI Davao
62 Compostela Valley
63 Davao del Norte
64 Davao del Sur
65 Davao Oriental

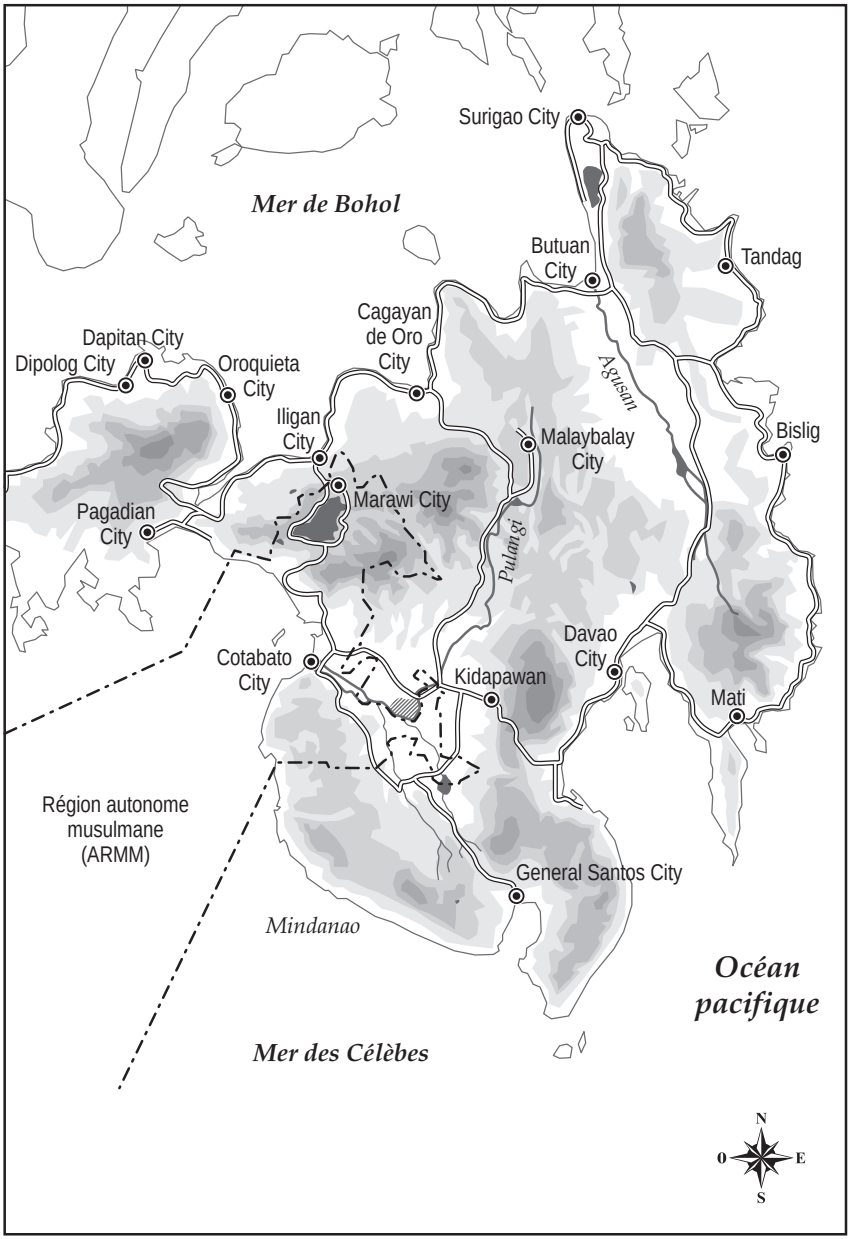
XII SOCCSKSARGEN
66 Cotabato
67 Sarangani
68 South Cotabato
69 Sultan Kudarat

XIII CARAGA
70 Agusan del Norte
71 Agusan del Sur
72 Dinagat Islands
73 Surigao del Norte
74 Surigao del Sur

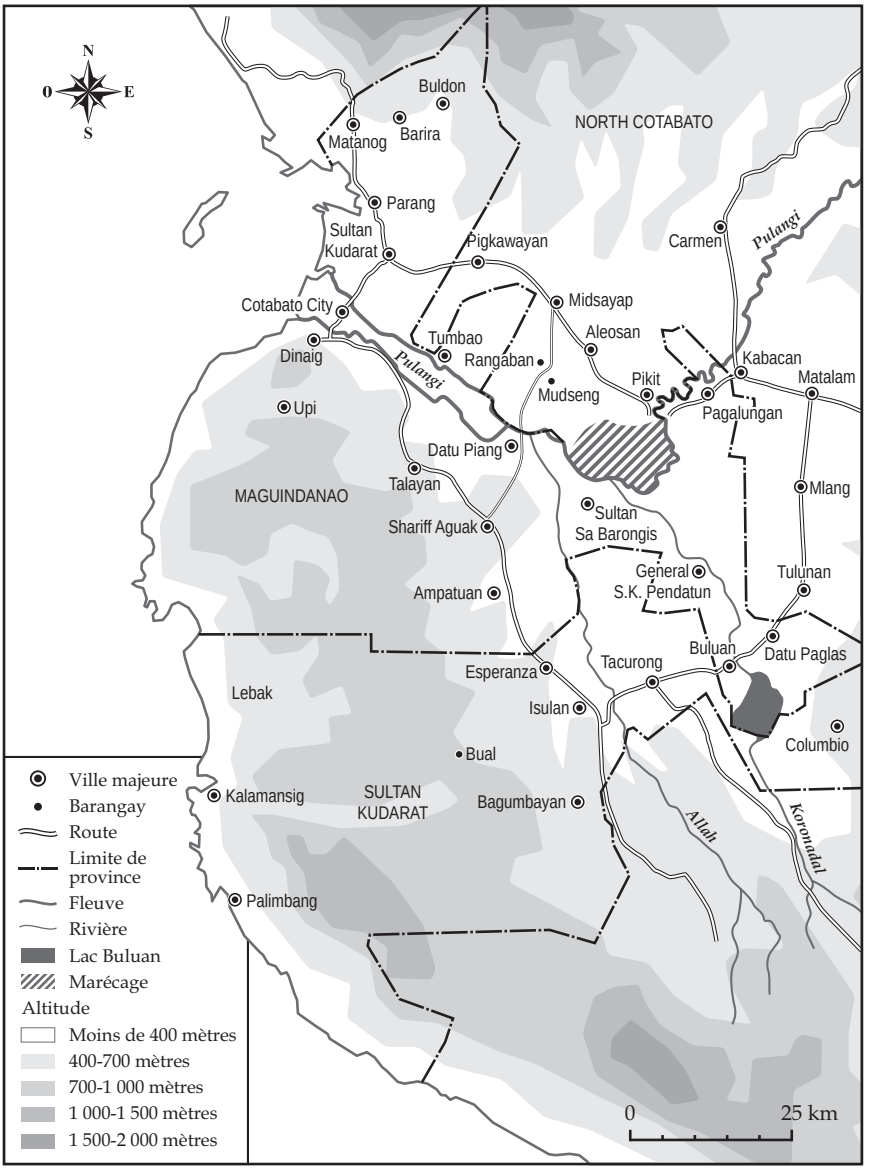
ARMM (Autonomous Region of Muslim Mindanao)
75 Lanao del Sur
76 Maguindanao
77 Basilan
78 Sulu
79 Tawi-Tawi

NCR (National Capital Region)
80 Metro Manila


Carte 1A - Mindanao
Ville majeure
Route majeure
Région autonome musulmane (ARMM)
Fleuve
Rivière
Lac
Marécage
Moins de 400 mètres
400-700 mètres
700-1 000 mètres
1 000-1 500 mètres
1 500-2 000 mètres
Plus de 2 000 mètres
Mer de Sulu
Zamboanga City
Isabela City
Basilan
Jolo
Sulu
Bongao
Tawi Tawi
0
50
100 km


Surigao City
Mer de Bohol
Butuan City
Tandag
Cagayan de Oro City
Dapitan City
Dipolog City
Oroquieta City
Agusan
Iligan City
Malaybalay City
Bislig
Marawi City
Pagadian City
Pulangi
Davao City
Cotabato City
Kidapawan
Mati
Région autonome musulmane (ARMM)
General Santos City
Mindanao
Océan pacifique
Mer des Célèbes
N
O
E
S

## Carte 1B - Le Mindanao central



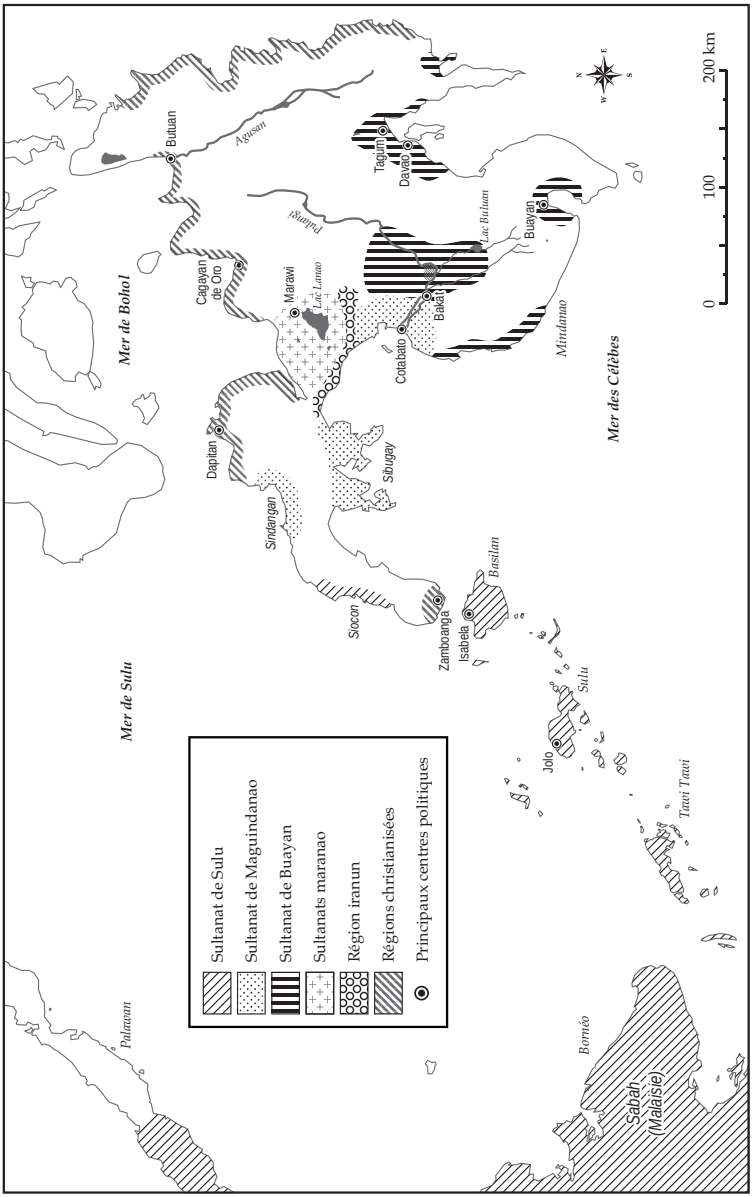
Première partie

# Mindanao : terre promise, terre de violences

Mindanao, deuxième île des Philippines (94 630 km²), évoque des sentiments contradictoires chez les Philippins. Pour les uns, cette terre est un véritable eldorado, qualifié de Terre promise par le président Manuel Quezon (1935-1941). De fait, dotée de sols très fertiles et d'abondantes ressources naturelles, l'île de Mindanao joue un rôle majeur dans l'économie nationale (100 % de la production du caoutchouc, 87 % des ananas, 78 % des bananes, 74 % du café et 76 % des réserves aurifères, 57 % du nickel et 44 % du cuivre). Cependant, ces richesses sont contrôlées par quelques firmes nationales, internationales et quelques grands propriétaires terriens. Pour d'autres, le nom de Mindanao est surtout synonyme de violence, d'insécurité, de guerre et plus récemment de terrorisme. Ces représentations négatives de l'île renvoient immanquablement aux populations autochtones musulmanes ou Moro.

L'islam, de rite sunnite, est la seconde religion des Philippines (5 % des Philippins, 4,4 millions d'individus, recensement 2007), très loin derrière le catholicisme mais majoritaire dans la Région autonome musulmane située dans la partie occidentale de Mindanao. Mobilisant une histoire de résistance aux colonisations espagnole et américaine et s'appuyant sur leur particularisme religieux, les Moro mènent, depuis le début des années 1970, une lutte armée contre le pouvoir central, pour la libération de leur territoire ancestral ou *Bangsamoro* (nation moro).

**Carte 2 - Les sultanats de Mindanao et Sulu au XIX^e siècle**



Quels sont les facteurs contemporains ayant favorisé l'émergence de ces mouvements armés ? Quelles sont les dynamiques internes de ces mouvements ? Quelles sont les réponses apportées par l'État philippin ?

# 1 - La ruée vers la Terre promise

## Les sultanats de Mindanao et de Sulu

Les populations musulmanes du Sud des Philippines se répartissent en treize groupes ethniques dont les trois principaux (90 % du total) développèrent de florissants sultanats. Les Tausug (ou « peuple des courants »), tout d'abord, habitent l'archipel de Sulu, un ensemble insulaire de plus de 300 îles et îlots dont l'île de Sulu (la capitale est Jolo), et l'île de Tawi Tawi (partie la plus méridionale des Philippines). Sur cet archipel s'était développé, à partir du milieu du XIVe siècle[3], le sultanat de Sulu dont l'influence s'étendait, au XVIIIe siècle, jusqu'à Palawan, au nord de Bornéo (actuel Sabah), à l'île de Basilan, et à certaines portions de la péninsule de Zamboanga (carte 2). Les Maguindanao (ou « peuple de la plaine inondée ») ensuite, sont localisés le long du fleuve Pulangi et de ses affluents dans la plaine de Cotabato (centre de Mindanao). Le long de ce fleuve, se développèrent, à partir du début du XVIe siècle, deux principaux sultanats[4] : le sultanat de Maguindanao dont le centre

[3] Le missionnaire arabe Abu Bakr fut le fondateur du sultanat de Sulu. Les sultans de Sulu descendraient de lui. Voir Cesar A. Majul, *Muslims in the Philippines*, University of the Philippines Press, Quezon City, 1999 [3e edition], p. 12.

[4] Un troisième sultanat mineur, le sultanat de Kabuntalan, apparut à la fin du XVIIIe siècle. Situé à Kabuntalan (actuelle ville de Tumbao), ce sultanat joua le rôle d'espace tampon entre les deux principaux sultanats souvent en conflit. Les familles aristocratiques de ces trois sultanats revendiquent, dans leurs *tarsila* (généalogie), un ancêtre commun : Sharif Muhammad Kabungsuwan. Ce dernier, issu de la dynastie royale de Johore, serait arrivé avec ses hommes vers 1515 à Malabang (actuelle municipalité de la province de Lanao del Sur) et introduisit à grande échelle l'islam dans l'ouest de Mindanao. En se mariant avec des filles de chefs locaux, Kabungsuwan obtenait la double légitimité religieuse et politique. Ainsi, les familles dirigeant le sultanat de Maguindanao seraient les descendants directs du Sharif et de sa femme Angintabo (fille d'un chef de Malabang). Du mariage de Potri Mahmor (fille de Kabungsuwan et de sa première épouse, Potri Tonina) naquit la

était situé à l'aval du fleuve sur le delta (capitale Cotabato) et s'étendait jusque dans la péninsule de Zamboanga et le sultanat de Buayan occupant l'amont du fleuve dont la capitale était Bakat (actuelle ville de Datu Piang). Dans son extension maximale, aux XVIIIe et XIXe siècles, le sultanat de Buayan contrôlait un vaste territoire s'étendant jusqu'à l'actuelle ville de General Santos et à la région côtière de Davao (carte 2). Enfin, les Maranao (« peuple du lac »), plus récemment islamisés (au cours du XVIIIe siècle), fondèrent, autour du lac de Lanao (actuelle province de Lanao del Sur), à 800 mètres d'altitude, une multitude de petits sultanats (le lac Lanao est souvent surnommé « le lac aux mille sultans »). Les Maranao contrôlaient non seulement la région du lac mais aussi la zone côtière de l'actuelle province de Lanao del Norte et certaines parties du golfe Moro (les Iranun ou Ilanun sont des Maranao habitant autour du golfe Moro).

L'histoire des relations entre les sultanats et les colonisateurs espagnols peut être brièvement résumée comme une alternance de raids moro sur les populations habitant les provinces des Visayas et de Luzon et d'expéditions punitives des Espagnols aboutissant à des traités de paix entre les deux parties. Ainsi, pour des raisons de logistique, les Espagnols rentraient sur Luzon et il s'ensuivait une période de paix fragile entre les protagonistes. Cette période de paix était généralement entrecoupée de conflits entre les sultanats ou au sein même de ces derniers (crises de succession des sultans souvent) et les Espagnols, appelés à l'aide par l'une des parties en conflit, tentaient de s'imposer, créant plus de tensions entre les Moro. Par ailleurs, à partir du XVIIIe siècle des groupes de navigateurs chevronnés, et indépendants des sultans, les Iranun et les Samal[5], se spécialisèrent dans les raids sur les communautés des Visayas, de Luzon mais aussi le long des côtes de la mer des Célèbes et de la mer de Chine méridionale. Bien que n'ayant aucun contrôle sur ces « pirates », les sultans étaient accusés par les

dynastie du sultanat de Buayan. Les familles régnantes des trois sultanats sont donc très liées et de nombreux conflits de succession ont eu lieu à travers l'histoire.

[5] Les Samal vivent dans l'archipel de Sulu, notamment sur l'île de Tawi-Tawi mais aussi le long des côtes de Zamboanga et de Sabah. Les Samal, de nos jours, pratiquent la pêche et la plongée (les Tausug sont des agriculteurs et des commerçants). L'un des groupes Samal, les Badjao, sont des nomades de la mer, vivant sur leurs navires.

Espagnols de ne pas respecter les accords de paix précédents et la guerre reprenait. L'introduction des navires à vapeur dans la mer de Sulu en 1840 bouleversa le rapport de force en faveur des Espagnols, et les raids moro cessèrent définitivement à partir des années 1860. À la fin du XIXe siècle, malgré leur suprématie technologique, les Espagnols ne contrôlaient que quelques garnisons à Jolo, à Tawi Tawi et le long du fleuve Pulangi. Les Maranao du lac Lanao, isolés, échappaient très largement au contrôle des Espagnols[6].

Ainsi, lorsque les Espagnols cédèrent aux Américains, les Philippines, par le traité de Paris du 10 décembre 1898, les régions des sultanats de Mindanao et de Sulu gardaient encore une certaine autonomie[7], voire une indépendance dans le cas des sultanats maranao. Mindanao et Sulu étaient alors considérés, par les populations colonisées des Visayas et de Luzon, comme des terres lointaines et dangereuses où vivaient des populations barbares pratiquant la piraterie et des razzias pour les esclaves. À la fin du XIXe siècle, les personnes indésirables pour le régime espagnol, comme les prisonniers politiques, les prostituées ou les prisonniers de droit commun étaient exilés sur Sulu et Mindanao.

## Les colonies agricoles gouvernementales et les migrations spontanées

La période d'administration américaine (1898-1946) fut marquée par de violentes campagnes dites de pacification dans les régions

[6] La garnison de Marawi fut érigée en 1895, trois ans avant le départ des Espagnols.

[7] Par le traité de juillet 1878, le sultan de Sulu Jamalul Alam (1862-1881) renonçait à sa souveraineté sur l'archipel et laissait la politique étrangère aux Espagnols, mais en échange, il gardait le contrôle de l'administration interne du sultanat (dont le combat contre la piraterie), et le gouvernement espagnol s'engageait à ne pas interférer dans les coutumes, lois et religion des Tausug. Le sultanat de Sulu était considéré comme un protectorat et non une colonie. Cet état de fait ne fut reconnu par les autres puissances coloniales, Grande-Bretagne et Allemagne qu'en 1885. Par le protocole de 1885, la Grande-Bretagne et l'Allemagne reconnaissaient la souveraineté des Espagnols sur Sulu. En échange, l'Espagne renonçait à toute revendication sur le Nord de Bornéo (Sabah). Ce dernier territoire avait été cédé (ou loué) par le sultan Jamalul Alam à la British North Borneo Company en janvier 1878.

musulmanes (l'armée américaine massacra 600 Tausug dont une majorité de femmes, d'enfants, de vieillards lors de la bataille de Bud Dajo en 1906 par exemple)[8] et par l'imposition de lois sur la propriété foncière, discriminatoires envers les populations autochtones. Ainsi, en 1902, la loi 718 considérait comme nulles et non avenues toutes les transactions foncières, non sanctionnées par le gouvernement, réalisées par les sultans et *datu*[9] moro ainsi que par les chefs des tribus non chrétiennes[10]. En 1919, la loi 926 autorisait les individus à acquérir 24 hectares sur le domaine public et les corporations 1024 hectares mais les populations non chrétiennes ne pouvaient accéder à plus de 10 hectares – une limite ramenée à 4 hectares sous le Commonwealth (1935-1946)[11]. Ces mesures discriminatoires, qui visaient à attirer des pionniers des régions des Visayas et de Luzon ainsi que des compagnies agro-industrielles pour le développement de Mindanao, s'accompagnèrent, dès 1912, de projets de colonies agricoles. Pourtant, les migrations chrétiennes vers Mindanao furent, durant cette période coloniale, quantitativement limitées par d'importants obstacles. Ces obstacles étaient d'ordre sanitaire (forte prévalence de la malaria), physique (infrastructures quasi inexistantes) ou psychologique (peur de se rendre sur une île aussi mystérieuse que terrifiante).

Cependant, après la Deuxième Guerre mondiale, le nouvel État indépendant, confronté à l'immense tâche de reconstruire l'économie du pays d'une part et à une révolution paysanne de grande ampleur dans le

[8] Les opérations militaires se poursuivirent jusqu'en 1913 sur Sulu et Cotabato et jusque dans les années 1930 chez les Maranao.

[9] Un individu reçoit le titre de *datu* (prince, dérivé du mot malais *datuk* ou *dato ; bai* ou princesse pour les femmes) soit par hérédité s'il appartient à l'une des familles aristocratiques des sultanats soit par acquisition, l'individu ayant montré des qualités personnelles exceptionnelles. Aujourd'hui, ce titre de noblesse peut être « acheté » par un individu qui a une ambition politique par exemple ou qui recherche simplement le prestige conféré par ce titre.

[10] Ces tribus non chrétiennes et non musulmanes mais autochtones au nombre d'environ 18 à Mindanao étaient appelées tribus païennes par les Américains et considérées comme encore plus archaïques que les Moro. De nos jours, ces groupes ethniques sont rassemblés sous le terme générique de Lumad.

[11] Rudy B. Rodil, « Ancestral Domain: a central issue in the Lumad struggle for self determination in Mindanao », in Turner, Mark *et alii*, *Mindanao: Land of Unfulfilled Promise*, New Day Publishers, Quezon City, 1992, p. 236-237.

centre de Luzon (mouvement Huk, 1946-1954)[12] d'autre part, considérait l'île de Mindanao comme une soupape de sécurité. Les migrations vers les vastes espaces peu peuplés de la Terre promise étaient alors perçues tout à la fois comme des outils de développement économique national, d'intégration des populations indigènes dites minoritaires (musulmanes ou non) dans la nation philippine, et de contre-insurrection pour les provinces en révolte de Luzon. En allégeant la pression démographique des campagnes des provinces des Visayas et de Luzon, l'État reculait l'échéance d'une profonde réforme agraire dont les politiciens nationaux, issus pour la plupart de la classe des grands propriétaires terriens, ne voulaient pas.

Les programmes gouvernementaux d'implantations de colonies agricoles, lancés en 1912, renforcés en 1939, furent alors poursuivis d'une manière intensive de 1946 à 1963. Entre février 1939 et octobre 1950, la *National Land Settlement Administration* (NLSA) implanta 8 300 familles de pionniers dans la vallée de Koronadal et ouvrit la vallée voisine d'Allah (Cotabato) à la colonisation. En 1950, la NLSA, criblée de dettes et en proie à la corruption, fut remplacée par la *Land Settlement Development Corporation* (LASEDECO). Cette dernière, en trois ans, installa 1 500 familles principalement dans la province de Cotabato. En 1954, le président Magsaysay fonda la *National Resettlement and Rehabilitation Administration* (NARRA) avec un triple objectif : 1) aider la colonisation des régions peu peuplées du pays, 2) transformer les paysans sans terre en petits et moyens propriétaires 3) permettre aux Huk qui se rendaient au gouvernement de démarrer une nouvelle vie dans le Sud du pays (projets de l'Economic Development Corporation, EDCOR). Entre 1954 et 1963, l'agence, dont les projets étaient, eux aussi, centrés principalement sur la province de Cotabato (Dulawan, Daguma,

[12] L'Armée du peuple contre les Japonais (*Hukbong Bayan Laban sa mga Hapon*, ou Huk) fut formée en 1942 dans la plaine centrale de Luzon (provinces de Tarlac, Pampanga, Nueva Ecija) pour lutter contre l'occupation japonaise. Bras armé du parti communiste philippin (obédience marxiste), les Huk, dirigés par Luis Taruc, entrent en dissidence contre l'État central de 1946 à 1954. À partir des années 1970, le nouveau parti communiste (obédience maoïste) dirigé par Jose Maria Sison, prend la succession des Huk.

Koronadal, Allah, Carmen, Tulunan et Columbio), relocalisa 11 000 familles[13]. Ainsi, au total, entre 1939 et 1963, plus de 20 000 familles de pionniers de Luzon et des Visayas furent transférées dans la province de Cotabato.

Ces projets de colonisation intérieure, subventionnés et encadrés par l'État, devinrent les noyaux durs sur lesquels se développa une multitude de villes, attirant des vagues massives de migrants indépendants (non aidés par l'État) à la recherche d'une vie meilleure. Ces migrations spontanées n'épargnaient que peu de provinces de Mindanao. Entre 1948 et 1960, les provinces de Bukidnon, Davao et Cotabato avaient les taux de croissance les plus élevés des Philippines, juste derrière la région de Manille (tableau 1).

**Tableau 1 - Croissance de la population de Mindanao et de Sulu (1948-1970)**

| Provinces | 1948 | 1960 | 1970 | 1948/1960 (%) | 1960/1970 (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| Agusan | 126 448 | 271 010 | 905 470 | 114 | 234 |
| Bukidnon | 63 470 | 194 368 | 414 762 | 206 | 113 |
| Cotabato | 439 669 | 1 029 119 | 1 602 117 | 134 | 55,6 |
| Davao | 364 854 | 893 023 | 1 475 936 | 144 | 65 |
| Lanao | 343 918 | 648 930 | 805 450 | 88,6 | 24,1 |
| Misamis occidental | 207 575 | 248 371 | 319 855 | 19 | 28,7 |
| Misamis oriental | 369 671 | 388 615 | 472 756 | 5 | 37, 4 |
| Sulu | 240 826 | 326 898 | 425 617 | 35,7 | 30,20 |
| Surigao | 264 952 | 359 997 | 497 394 | 35 | 138 |
| Zamboanga Norte | 167 700 | 281 429 | 409 379 | 67 | 45 |
| Zamboanga Sur | 354 241 | 742 404 | 1 034 018 | 109,6 | 39,28 |

Sources : recensements nationaux de 1948, 1960 et 1970.

[13] Frederick L. Wernstedt, Joseph Earle Spencer, *The Philippine Island World: a Physical, Cultural and Regional Geography*, University of California Press, Berkeley, 1967, p. 550.

Les migrations nettes sur l'île de Mindanao représentèrent plus d'1,2 million de personnes entre 1948 et 1960. Ces migrants s'établirent majoritairement dans les provinces de Cotabato et Davao (63 %).

**Tableau 2 - Destination des migrants sur Mindanao (1948-1960)**

| Provinces | Migration nette (1948-1960) | % total migration |
|---|---|---|
| Agusan | 92 971 | 7,4 |
| Bukidnon | 105 002 | 8,4 |
| Cotabato | 410 065 | 32,7 |
| Davao | 379 309 | 30,3 |
| Lanao | 164 694 | 13,2 |
| Misamis occidental | -43 895 | -3,5 |
| Misamis oriental | -131 882 | -10,5 |
| Surigao | -13 055 | -1 |
| Zamboanga Norte | 45 307 | 3,6 |
| Zamboanga Sur | 243 633 | 19,6 |
| Total | 1 252 149 | 100 |

Source : d'après Patricio Abinales, *Making Mindanao*, Ateneo de Manila University Press, Quezon City, 2000, p. 98

Ces flux migratoires s'accompagnèrent d'une ruée vers les terres disponibles. Entre 1947 et 1948, le département de l'agriculture reçut 9 737 demandes pour l'obtention de titres de propriété sur des terres situées à Mindanao et couvrant 76 438 hectares. Entre 1949 et 1950, ces demandes explosèrent, passant à 29 756 pour une superficie de 222 474 hectares. Dans le même temps, les titres de propriété approuvés passèrent de 1 245 (24 042 hectares) à 6 564 (70 872 hectares) en 1949-1950[14].

[14] Patricio N. Abinales, *Making Mindanao*, Ateneo de Manila University Press, Quezon City, 2000, p. 99.

## Les impacts socioculturels des migrations

L'une des conséquences majeures de cet afflux de migrants fut la transformation radicale de la composition ethnico-religieuse de l'île de Mindanao En 1939, la province de Cotabato, par exemple, pouvait être divisée en deux espaces distincts (carte 3). Au nord, les populations musulmanes (Maguindanao) dominaient la plaine du Pulangi, depuis Kabacan jusqu'à Cotabato City, ainsi que les régions autour du marécage de Ligawasan et du lac Buluan. Selon le recensement de 1939, 90 % des Maguindanao de Cotabato étaient concentrés dans cette région (130 894 personnes) et formaient le premier groupe ethnique de la province (49 %).

Aux Maguindanao, il convient d'ajouter les Iranum localisés dans la région côtière au nord de Parang mais aussi dans les régions intérieures, sur les pentes des volcans qui séparent Lanao de Cotabato (municipalités de Barira, Buldon et Banisilan). Au total, 54 % de la population de Cotabato se réclamaient de l'islam.

Au sud et à l'est de cette région islamique, les plaines, montagnes et régions côtières étaient habitées majoritairement par des populations semi-nomadiques, non islamisées comme les Blaan, Manobo, Teduray, et Bagobo (confondues de nos jours dans le terme général de Lumad ou « indigène non islamisé »).

Les Lumad formaient à cette époque 28 % de la population de Cotabato. À la veille du lancement des projets de la NLSA, les populations chrétiennes, venues de Luzon et des Visayas, restaient encore marginales sur l'ensemble de Cotabato à l'exception notable de sa capitale (Cotabato City), des sites de colonisation agricole ouverts entre 1916 et 1920 (Pikit et Midsayap) et de Kidapawan, bastion du protestantisme américain. Les chrétiens ne formaient alors que 16 % de la population (essentiellement Tagalog, Ilocano et Cebuano).

**Carte 3 - Religions majoritaires dans la province de Cotabato (recensement de 1939)**

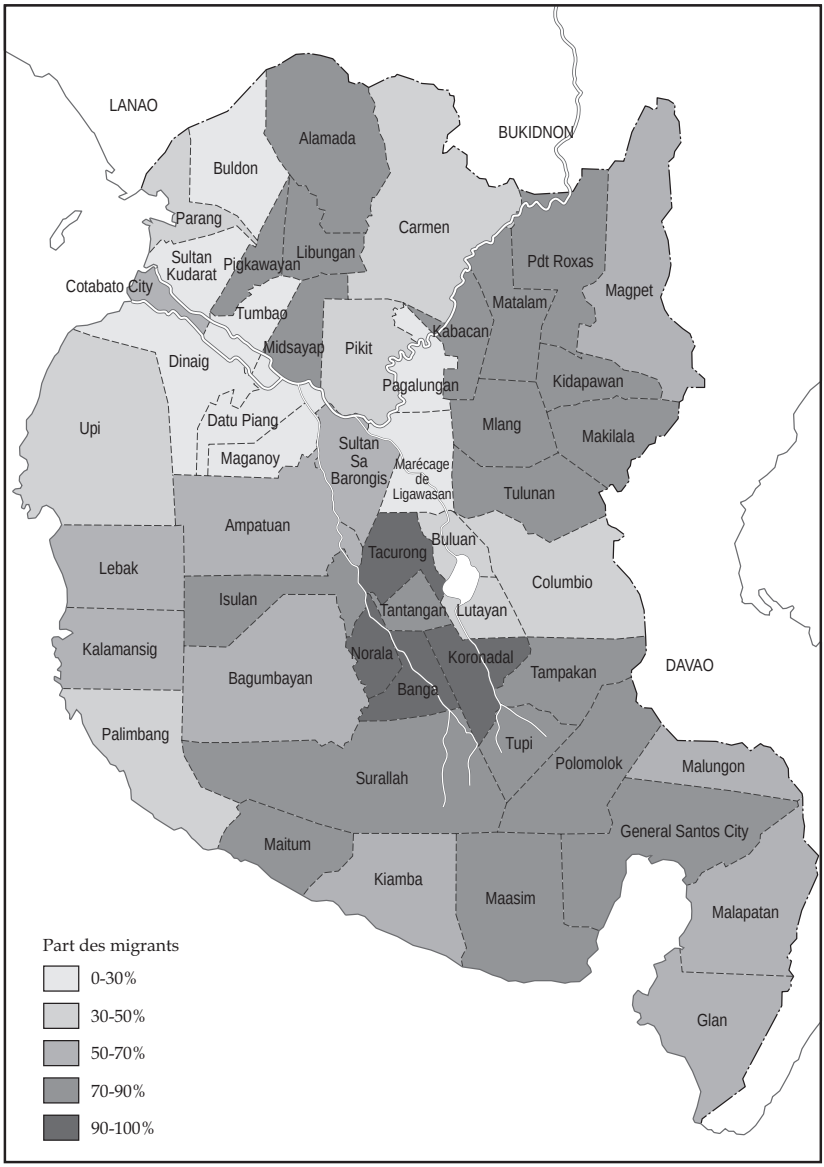
Les cartes suivantes présentent la situation en 1970 (cartes 4 et 5). Le contraste est saisissant. En l'espace de vingt ans (1950-1970), les territoires ancestraux des Lumad furent littéralement envahis par les vagues de migrants. Ces derniers devinrent majoritaires dans 35 municipalités sur 50.

La confiscation des terres ancestrales des Lumad, soit par le gouvernement (domaine public) soit par des agents privés (individus et compagnies), devint monnaie courante, et les Lumad se retrouvèrent dans la situation de squatteurs sur leurs propres terres. N'ayant pas la même conception de la terre (elle n'a pas de valeur monétaire) et ignorant les arcanes juridiques pour obtenir un titre de propriété, les groupes indigènes non islamisés cédaient leurs terres aux migrants pour une poignée de pesos. Ces territoires étaient d'autant plus convoités qu'ils étaient situés généralement en zone montagneuse et possédaient les principaux gisements miniers de Mindanao mais aussi la majeure partie des forêts à exploiter, un avantage (ou désavantage) que n'avaient pas les populations musulmanes vivant en plaine. Les compagnies minières et forestières, nationales et internationales rivalisaient pour l'obtention de concessions d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles. Après l'obtention de ces permis, ces compagnies expulsaient les populations habitant dans le périmètre de la concession avec l'aide, si besoin, de la *constabulary* (gendarmerie) et de milices privées. Elles développaient ensuite des systèmes de routes forestières permettant de transporter les ressources. Ces systèmes routiers rendaient ainsi accessibles des régions autrefois inaccessibles. Les migrants suivaient les compagnies et s'installaient le long des routes, défrichant les terres, et déplaçaient d'autres populations. Ce schéma se répétait à Mindanao[15].

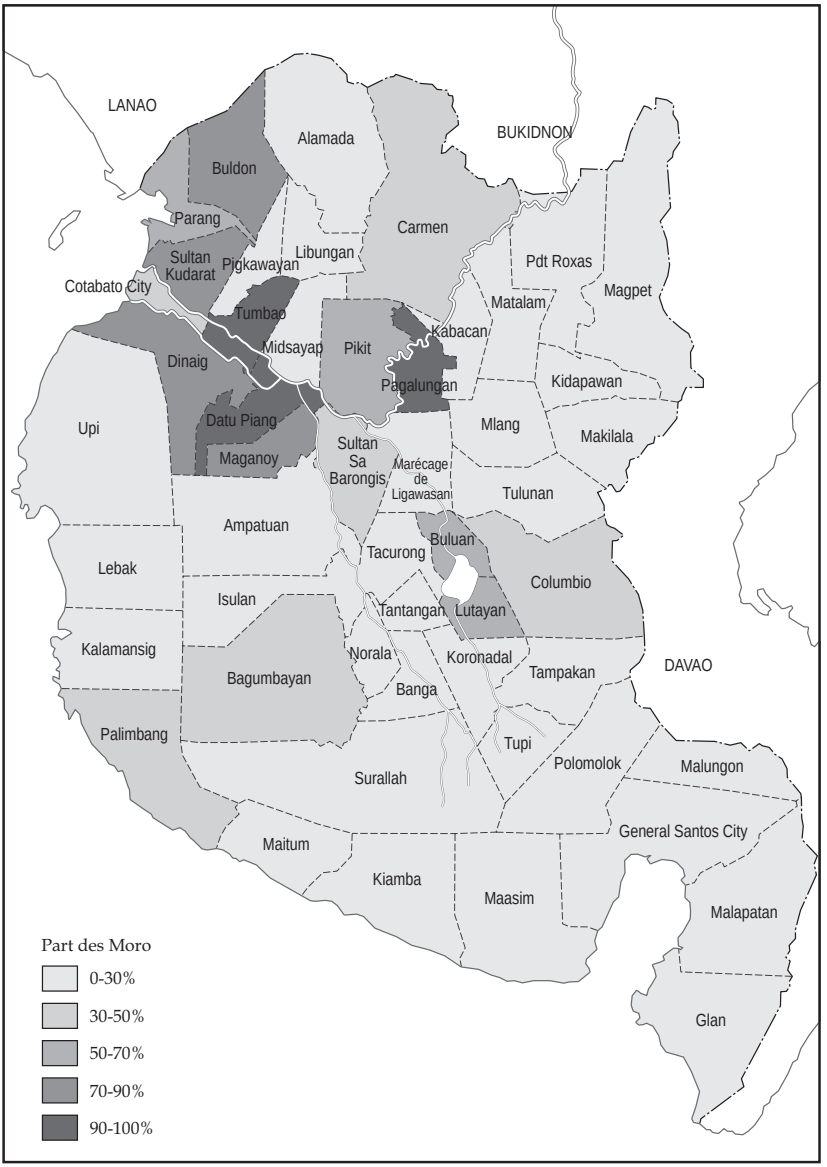
Les Lumad, pratiquant, pour la plupart, le semi-nomadisme, quittaient les espaces nouvellement occupés par les migrants et s'installaient un peu plus loin. Préférant la stratégie du déplacement à celle de la confrontation, ces populations montagnardes ont souvent été oubliées dans les analyses sur Mindanao au profit de leurs voisins musulmans qui résistaient relativement mieux aux vagues migratoires.

[15] R. B. Rodil, 1992, *op. cit.*, p 239-240.

**Carte 4 - Les migrants dans les provinces de Cotabato et South Cotabato (recensement de 1970)**



## Carte 5 - Les Moro dans les provinces de Cotabato et South Cotabato (recensement de 1970)



La population chrétienne de Sulu, par exemple, ne dépassait pas 4 % de la population totale en 1970 (15 848 dont 12 383 catholiques sur 425 617 habitants) et était concentrée à Jolo (la capitale provinciale), dans la colonie EDCOR de Balimbing (Tawi Tawi) et sur l'île de Bongao (Tawi Tawi). L'île de Sulu, exiguë, densément peuplée et n'ayant que peu de terres disponibles, attirait une population chrétienne travaillant essentiellement dans le secteur tertiaire : fonctionnaires (militaires, enseignants, etc.), ouvriers et dockers sur le port de Jolo, professions libérales et quelques rares entrepreneurs.

Sur l'île de Mindanao, le cœur des sultanats maranao, autour du lac Lanao (province de Lanao del Sur[16]) resta majoritairement maranao (92 %). Les populations chrétiennes de cette province (37 000 sur 455 508 habitants) se concentrèrent essentiellement à Marawi City (capitale de la province, 10 114 au total), sur le site de la colonie EDCOR de Wao (11 035) et dans les deux municipalités côtières de Malabang (principal port régional, 6 987) et Balabagan (5 071). À l'inverse, les vieux sultanats maranao de Balo-i et de Onayan ouest, situés dans la province de Lanao del Norte, se trouvèrent envahis par les populations migrantes qui s'installèrent massivement sur le littoral, le centre industriel d'Iligan et surtout, à l'ouest, dans la vallée fertile de la Kapatagan. Là, la population chrétienne, soutenue et protégée par le sultan Umpa, déplaça les 7 000 Maranao et passa de 8 000 personnes en 1941 à 93 000 personnes en 1960.

Quant aux Maguindanao de la plaine de Cotabato, leur situation variait grandement en fonction de leur localisation géographique (carte 5). Au nord du fleuve Pulangi, dans les municipalités de Pigkawayan, Libungan et Midsayap, vieux territoires de forêts du sultanat de Buayan, les 11 000 Maguindanao ne représentaient plus qu'une minorité. Les populations migrantes d'avant la Deuxième Guerre mondiale, sous la protection du *datu* Piang, défrichèrent les forêts de Midsayap puis, avec l'intervention de l'État postcolonial, développèrent la région. Le système routier, reliant les principaux centres de population (essentiellement chrétiens), évitait les régions maguindanao. Les Maguindanao de

[16] La province de Lanao del Sur fut séparée de Lanao del Norte en 1959.

Pigkawayan et Midsayap, situés au sud de ces municipalités, se retrouvèrent ainsi marginalisés. De plus, cette marginalité géographique fut renforcée par de profondes inégalités économiques. Une étude de 1972 concernant trois villages de Pigkawayan montrait que les riziculteurs musulmans ne possédaient pas de titre de propriété sur les terres qu'ils cultivaient. Ils adoptèrent une nouvelle variété de riz mais n'eurent accès ni aux engrais, ni aux herbicides ni aux tracteurs[17]. Contrairement aux agriculteurs chrétiens, les musulmans, trop éloignés du centre urbain de Pigkawayan, ne recevaient aucune aide du gouvernement. Cette zone de contact entre Maguindanao et Ilonggo (le principal groupe de migrants dans cette région) devait se transformer dans les années 1970 en une ligne de front.

À l'inverse, au sud du Pulangi (rive gauche), les populations maguindanao restaient très largement majoritaires (99,9 % par exemple dans la municipalité de Datu Piang) avec les exceptions notables de Cotabato City (capitale de la province jusqu'en 1960), Sultan sa Barongis (capitale de la province après 1960) et de la ville de Kabacan. Celle-ci, située aux confins du sultanat de Buayan[18], se transforma rapidement en un bastion de migrants Ilocano et Ilonggo[19].

Enfin, à partir des années 1960, les compagnies d'exploitation forestière partirent à l'assaut des forêts situées sur la chaîne volcanique séparant Cotabato et Lanao del Sur, ouvrant un front pionnier. De nombreux migrants suivirent et s'installèrent sur les terres ancestrales des Iranum (la municipalité d'Alamada et le Nord de la municipalité de Carmen). Ceux-ci prendront leur revanche au début des années 1970[20]. Les vagues de migrants spontanées, entre 1946 et 1970, transformèrent

17. Thomas M. Mckenna, *Muslim Rulers and Rebels*, Anvil Publishing Inc, Manille, 2002, p. 116-177.

18 Au delà de Kabacan, les populations sont manobo ou mixtes manobo-maguindanao comme à Carmen.

19 Les Ilocano viennent des provinces Ilocos de Luzon. Les Ilonggo sont originaires de l'île de Panay dans les Visayas. Le principal *datu* de Kabacan, *datu* Mantawil, avait la réputation d'accueillir à bras ouverts les migrants afin que ceux-ci développent les terres sous sa juridiction. Entretien avec le professeur Maniaga Mantawil, Kabacan, 10 mai 2009.

20 Entretien avec le professeur Maniaga Mantawil, Kabacan, 10 mai 2009.

en profondeur la mosaïque ethnique de Mindanao. La disparition rapide des territoires ancestraux des Moro et des Lumad coïncide avec une internationalisation de l'islam philippin. Les questions du territoire ancestral et de l'islam deviennent le moteur du séparatisme moro contemporain.

## 2 - De la renaissance de l'islam au séparatisme moro

La présence de missionnaires musulmans étrangers n'est pas un phénomène nouveau sur Sulu et Mindanao. Les autorités américaines surveillaient de près, par exemple, le village de Taluksangay (Zamboanga) dont le leader était *hadji* Nuno, un Samal-balangingi[21]. En 1905, Nuno s'établit avec son groupe dans ce village de Zamboanga et durant vingt ans transforma sa communauté en bastion du panislamisme et des activités religieuses sur Mindanao et Sulu[22]. Le *sheik* Abdula Abdurrahim, venant probablement d'Indonésie ou de Malaisie, vivait dans ce village mais prêchait le Coran dans l'ensemble des régions musulmanes de Mindanao et de Sulu. D'un point de vue religieux, les autorités américaines le décrivaient comme ayant une influence considérable chez les Moro[23].Après la Deuxième Guerre mondiale, des missionnaires étrangers furent employés dans les *madari* (écoles coraniques) fondées par l'élite traditionnelle moro. Ainsi, en 1949, les missionnaires indonésiens Taja Omar et Abdulgani Sindag, tous deux éduqués dans la prestigieuse université Al Azhar du Caire (Égypte),

[21] Hadji Nuno était un chef des Samal-balangingi, un groupe ethnique qui vivait sur l'île de Balangingi située au nord de l'île de Sulu. Les Balangingi terrorisaient les habitants des Visayas au XIXe siècle, organisant de vastes opérations de razzias. En 1848, les forteresses des Balangingi furent rasées par une expédition espagnole et la population de l'île fut déportée dans la province d'Isabela (nord de Luzon). Hadji Nuno fut cependant autorisé à rentrer à Mindanao à la fin du XIXe siècle.

[22] Michael Ong Mastura, *The rulers of Magindanao in Modern History (1515-1903)*, Research Project n°5, Philippine Social Science Council, Modern Philippine History Program, Pasay City, janvier 1979, p. 193.

[23] Samuel K. Tan, *The Filipino Muslim Armed Struggle (1900-1972)*, Filipinas Foundation Inc, Metro Manila, 1977, p. 189.

travaillaient dans la *madrasa* du député Manalao Mindalano (Malabang, Lanao del Sur[24]). À la fermeture de cette école, en 1951, Taja Omar devint le directeur d'une autre madrasa fondée par le maire Abubakar de Jolo. Abdulgani Sindag, accompagné de l'*ustadz* (enseignant) Ibrahim Sharief, prit la direction de l'école coranique du *datu* Bara Lidasan de Parang (Cotabato[25]).

Les activités de ces missionnaires s'inscrivaient dans le programme d'actions de la *Muslim Association of the Philippines* (MAP), réactivée en 1949 sous la présidence du député de Sulu, Ombra Amilbangsa[26]. L'association se donnait alors comme objectifs de s'occuper du bien-être des musulmans philippins à Manille et de propager l'islam sur l'île de Luzon[27].

## L'esprit de Bandung

Cependant, le tournant dans l'histoire de la MAP fut incontestablement la conférence des pays non alignés d'avril 1955 à Bandung (Indonésie) réunissant 29 pays africains et asiatiques. Lors de cette conférence, le sénateur Ahmad Domocao Alonto[28] rencontra le président égyptien Gamal Abdel Nasser et celui-ci promit de contribuer à l'éducation des Moro. Selon l'universitaire Nasser A. Marohomsalic, Alonto rentra aux Philippines avec l'idée de mettre en application le

[24] Nasser A. Marohomsalic, *Aristocrats of the Malay Race : A History of the Bangsa Moro in the Philippines*, VJ Graphics Arts Inc, Makati City, 2001, p. 148.
[25] Marohomsalic, 2001, *ibid.*, p. 149.
[26] À l'origine, cette association, appelée *Society of the Indian Muslim*, fut créée en 1926 par des Indiens du Pendjab résidant à Manille. Elle fut renommée *Muslim Association of the Philippines* en 1934. Dissoute durant la Seconde Guerre mondiale, l'association fut réactivée en 1949. Voir Akiko Watanabe, *Migrations and Mosques: The Evolution and Transformation of Muslim Communities in Manila the Philippines*, Working Papers Series n° 37, Afrasian Center for Peace and Development Studies, Ryukoku University, Otsu, 2008, p. 7.
[27] Parmi les réalisations de la MAP il faut noter la fondation de l'*Islamic Center de Quiapo* en 1964 et la création du village musulman de Maharlika à Taguig (près de Manille), les deux principaux centres de l'islam à Manille.
[28] Ahmad Domocao Alonto (1914-2002), sénateur de 1955 à 1961, était le fils d'Ayaula Alonto, sultan de Ramain Ditsaan (Lanao del Sur) lui-même sénateur en 1941.

projet de Nasser d'une grande confédération panislamique des États musulmans et de libérer ces États de la colonisation étrangère. La MAP, présidée alors par Alonto, organisa, à la suite de Bandung, des conférences internationales annuelles (1955-1958) accueillant de hauts dignitaires du monde musulman. Ces conférences aidaient les musulmans des Philippines à se percevoir non plus seulement comme une minorité au sein d'un pays majoritairement catholique mais comme membres à part entière de *l'umma* – la communauté musulmane.

Ces conférences permirent de collecter des fonds pour réparer les mosquées, éduquer localement des jeunes Moro mais aussi les envoyer étudier en Égypte et recevoir une cinquantaine de missionnaires égyptiens à Mindanao Sulu. La MAP établit en 1957 le bureau de l'éducation afin de sélectionner et d'envoyer de jeunes Moro à l'université Al-Azhar du Caire. Le premier groupe fut envoyé en 1958. Le second programme éducatif entre la MAP et le Caire consistait en des bourses pour des études à l'académie militaire du Caire. À partir de 1961, un quota de 15 étudiants par an fut réservé pour les Moro des Philippines. Cette année-là, le sénateur Alonto recruta 14 jeunes Maranao et un Tausug de Basilan. Sur place, ils étaient formés aux idéaux révolutionnaires de Nasser. Le plan du sénateur Alonto et de son ami, le *sheik* Abdul Hamid Camlian de Basilan (son fils Abdula faisait partie du groupe) était d'intégrer les nouveaux diplômés dans l'armée des Philippines. Forts de leur expérience, ils auraient mené une révolution, comme Nasser quelques années auparavant. Pour cela, le député Rascid Lucman (beau-frère du sénateur Alonto et descendant du sultanat de Bayang, Lanao del Sur), chargé du comité des affaires militaires au parlement, devait s'occuper de l'intégration des jeunes militaires dans différentes unités de l'armée et de la police. Cette formation militaire participait d'un grand plan de subversion des Philippines visant à créer un État indépendant dans le Sud[29].

[29] Marohomsalic, 2001, *op. cit.,* p. 150-157 et Norodin Alonto Lucman, *Moro Archives: A History of Armed Conflicts in Mindanao and East Asia*, FLC Press Inc, Quezon City, 2000, p. 301.

L'activisme de la MAP, et le développement de révoltes localisées[30] favorisèrent une prise de conscience du gouvernement sur le malaise des minorités nationales. Le rapport de la commission parlementaire sur la question des minorités culturelles de 1954 préconisa la création d'une agence spécialisée dans l'intégration de ces minorités dans la nation. Cette agence fut créée en 1957 sous le nom de *Commission on National Integration* (CNI). Ses objectifs étaient ambitieux. Chargée d'intégrer les minorités culturelles de Luzon à Mindanao, la CNI devait développer l'économie (industrie, agriculture, artisanat), les infrastructures (irrigation, barrages, électricité, routes), relocaliser les minorités sans terres, développer les écoles et les activités civiques et surtout octroyer des bourses aux étudiants les plus méritants issus des minorités pour leur ouvrir les universités de Manille[31]. Si les objectifs étaient ambitieux, les moyens étaient faibles. Le budget, voté par les députés, ne dépassait pas 2,5 millions de pesos par an[32]. De tous les programmes de la CNI, celui des bourses universitaires fut, sans aucun doute, le plus réussi (tableau 3).

**Tableau 3 - Boursiers et diplômés de la *Commission on National Integration* de 1958 à 1967**

| | 1958 | 1959 | 1960 | 1961 | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Boursiers | 109 | 460 | 610 | 620 | 930 | 1 020 | 930 | 960 | 1 460 | 1 210 |
| Diplômés | 20 | 60 | 110 | 110 | 180 | 130 | 150 | 170 | 250 | 211 |

Source: Leothiny S. Clavel, *They are also Filipinos : Ten Years with the Cultural Minorities*, Bureau of Printing, Manille, 1969, p. 28.

[30] De 1946 à 1955, le *hadji* Kamlon organisa une rébellion dans la municipalité de Luuk (Sulu). Cette rébellion avait ses origines dans la Seconde Guerre mondiale. Ce conflit concernait au départ des clans musulmans. L'intervention militaire et la politique nationale envenimèrent la situation, transformant un conflit local en une catastrophe nationale. Il en alla de même de la rébellion du *datu* Tawan Tawan dans la province de Lanao del Norte (1947-1950).

[31] Leothiny S Clavel, *They are also Filipinos : Ten Years with the Cultural Minorities*, Bureau of Printing, Manille, 1969, p. 19-20.

[32] Les députés impliqués personnellement dans l'exploitation forestière et minière ou proches de ces *lobbies*, bloquaient toute augmentation du budget (la loi autorisait un budget de 5 millions de pesos).

Les populations non islamisées des montagnes de Luzon et de Mindanao n'atteignant à l'époque que très rarement le lycée, la plupart des boursiers étaient musulmans[33]. Ces étudiants se retrouvaient dans l'association des boursiers de la CNI, et dans la *Muslim Students Association of the Philippines*[34]. Véritable *melting pot* des groupes ethniques musulmans, ces associations furent créées, à l'origine, dans un but d'échanges et de socialisation. Cependant, l'opposition à la guerre du Vietnam à partir de 1965 et la question des migrations incontrôlées sur Mindanao contribuèrent à politiser les étudiants musulmans. Si l'association des boursiers de la CNI considérait que la solution au problème de Mindanao était de mettre en place un système fédéral, d'autres organisations étudiantes étaient plus radicales. Le *National Coordinating Council for Islamic Affairs* (NACCIA), par exemple, sous le patronage du député Raschid Lucman, menaça, en 1967, le gouvernement d'une lutte armée si celui-ci continuait d'encourager les flots de migrants et les activités de déforestation sur Mindanao[35].

## Le massacre de Jabidah : un tournant dans l'histoire des Moro

Si dès le début des années 1960 une partie de l'élite traditionnelle maranao (Alonto, Lucman), yakan (Camlian) et tausug (Abubakar), avait planifié la création d'un État islamique, l'affaire de Corregidor (île au large de la province de Cavite, Luzon), joua sans aucun doute le rôle de détonateur.

À partir de juillet 1962, le président Diosdado Macapagal (1962-1965) revendiqua officiellement le territoire de Sabah, une revendication qui reposait sur des arguments historiques. Alors que l'administration

[33] La plupart des commissaires de la CNI furent eux aussi musulmans : Makdi Alonto (frère du sénateur Alonto) entre 1957 et 1959, Lugum Uka (Sulu) entre 1959 et 1961, Gabriel Dunuan (Kalinga, Luzon) entre 1962 et 1965, Mamintal Tamano (Lanao del Sur) entre 1965 et 1970, Mama Sinsuat (Maguindanao) entre 1970 et 1975.

[34] Macapanton Y Abbas Jr, « Is a Bangsa Moro State within a Federation the Solution? », *Ateneo Law Journal*, vol. 48 (290), Quezon City, 2003, p. 316-317.

[35] Abbas Jr, 2003, *ibid.*, p. 317.

Macapagal proposait inlassablement de régler ce contentieux devant la Cour internationale de Justice, cette offre fut systématiquement bloquée par la Grande-Bretagne puis par la Fédération de Malaisie. Frustré par ces fins de non-recevoir, son successeur, le président Marcos (1965-1986), planifia l'opération *Merdeka* (« indépendance », emploi du vocable indonésien) une vaste entreprise de subversion de Sabah[36].

L'opération *Merdeka* tourna au fiasco et fut dévoilée à la presse le 21 mars 1968 par le sénateur Benigno « Ninoy » Aquino et ses proches amis, les députés Raschid Lucman (Lanao del Sur), Salipada K. Pendatun (Cotabato) et Salih Ututalum (Sulu). Cette opération, supervisée par Marcos lui-même, visait à semer le chaos sur place, saboter les infrastructures vitales, organiser des groupes alliés puis appeler les troupes régulières philippines pour contrôler Sabah. L'objectif était de pousser la Malaisie à accepter de régler ce contentieux aux Nations unies. Cependant, au cours de la seconde phase de l'entraînement sur l'île de Corregidor (la première phase était sur l'île de Simunul, Tawi Tawi), une partie des 180 recrues qui devaient former le commando Jabidah, se révolta. Les mutins, essentiellement des Tausug, renoncèrent au projet car ils n'avaient pas été payés depuis le début de leur entraînement (décembre 1967). Les contestataires furent alors brutalement massacrés par leurs supérieurs, à l'exception de Jibin Arula. Celui-ci échappa par miracle au massacre et se retrouva à Cavite, fief du gouverneur Montano, ennemi juré du président Marcos. C'est à partir du témoignage d'Arula que l'affaire fut portée à la connaissance du public[37].

[36] L'idée de prendre par la force Sabah remontait au début des années 1950 lorsque le commodore Alcaraz conseillait au ministre de la Défense Ramon Magsaysay (futur président, 1953-1957) d'envoyer des commandos sur Sabah et d'en prendre le contrôle. Magsaysay oubliera le projet une fois président. Voir Ernesto O. Rodriguez, *Commodore Alcaraz, First Victim of President Marcos*, Vantage Press, New York, 1986, p. 177-178.

[37] Les recrues qui n'avaient pas participé à la mutinerie (la majorité) furent évacuées de Corregidor avant le massacre et continuèrent leur formation dans des camps des forces spéciales sur Luzon. Au début des années 1970, elles furent envoyées en première ligne dans les provinces de Cagayan et Isabela (Luzon) pour combattre la *National People's Army* (NPA, bras armé du parti communiste philippin).

Les conséquences du massacre de Jabidah furent considérables. Les relations diplomatiques furent une nouvelle fois rompues avec Kuala Lumpur (la première fois, c'était en 1963). Le premier ministre malaisien Tunku Abdul Rahman invita secrètement son ami le député Raschid Lucman dans la capitale. Lors de cette réunion, à laquelle participait, entre autres, le *Chief Minister* de Sabah (Chef de l'éxécutif de Sabah), Tun Mustapha bin Harun, il fut convenu que la Malaisie allait former 10 000 jeunes musulmans des Philippines à la guérilla, fournir 10 000 armes et un approvisionnement continu en munitions. En échange de cette logistique, les chefs musulmans de Mindanao et de Sulu devaient oublier la revendication sur Sabah[38]. De retour aux Philippines, et fort du soutien malaisien, Lucman contacta le député Salipada Pendatun (alors président de la MAP) afin d'organiser le recrutement et l'envoi en Malaisie, pour leur formation militaire, de jeunes musulmans. C'est dans ce contexte, que l'ancien gouverneur de Cotabato, *datu* Udtog Matalam Sr (beau- frère du député Salipada Pendatun ) publia le 1er mai 1968, à Pagalungan, le premier manifeste du *Muslim Independance Movement* (MIM). Dans ce document, Matalam demandait ouvertement la création d'un État islamique. Cet État devait comprendre les provinces de Cotabato, Davao, Zamboanga, Zamboanga City, Basilan, Lanao, Sulu, Palawan et les eaux maritimes afférentes[39]. Dans l'article 4 de la Constitution du MIM, Matalam prônait le *jihad* afin d'intégrer le domaine musulman au *dar-al-islam* (territoire islamique). Enfin, la *sharia* et les lois coutumières devaient être appliquées sur l'ensemble du territoire[40]. Les chefs du MIM étaient chargés de recruter les jeunes musulmans de Manille, Mindanao et Sulu puis de les envoyer suivre

[38] Norodin Lucman, 2000, *op. cit.*, p. 303. Cet auteur, utilisant les archives de son père, Raschid Lucman, ne donne pas de date précise pour cette réunion si ce n'est qu'elle s'est déroulée au début de l'année 1968. Nous n'avons pas pu établir sa date, mais nos informateurs à Cotabato, nous ont expliqué que cette réunion déclencha la création du *Muslim Independance Movement* de l'ancien gouverneur Matalam le 1er mai 1968. Raschid Lucman était très occupé par l'enquête de Jabidah mais durant la semaine sainte les travaux parlementaires s'arrêtèrent. Donc cette réunion dut probablement se dérouler entre le 8 avril et le 15 avril 1968.

[39] MIM documents n° 1, « Manifesto », *in* Alunan C. Glang, *Muslim Secession or Integration?*, R.P. Garcia Publishing Co, Quezon City, 1969, p. 103.

[40] MIM document n° 1-A, « Constitution and by laws of the Muslim Independence Movement of the Philippines », *in* Alunan Glang, Quezon City, 1969, p. 107.

leur formation militaire en Malaisie[41]. Le premier groupe, composé de 90 jeunes (appelés les Top 90), quitta Malabang (Lanao del Sur) entre la fin de l'année 1968 et le début 1969, puis se rendit sur l'île Pangkor en Malaisie pour y suivre un entraînement de plus d'un an à la guérilla, avec des instructeurs britanniques (officiellement, des mercenaires). Lors de leur arrivée sur Pangkor, sept des Top 90 organisèrent secrètement un comité. Il était composé de Nur Misuari président, Abul Khayr Alonto (neveu du sénateur Alonto, vice-président), et de cinq autres membres dont Jimmy Lucman (neveu de Raschid Lucman), Caloy Bandaying, Utoh Salahuddin, Ramit Hassan et Salih Wali (les trois étaient liés à la famille Camlian de Basilan[42]). Les liens familiaux entre les membres des deux mouvements étaient nombreux. Ce comité clandestin forma le premier noyau dur du *Moro National Liberation Front* (MNLF). Le MNLF naquit le 17 mars 1968 mais se formalisa donc l'année suivante sur l'île de Pangkor.

Nur Misuari est un Samal, né sur l'île de Kabingaan (au sud de Jolo) en 1939. Sa famille était de condition modeste, vivant de la pêche, mais son père était aussi le *panglima* (représentant) du sultan Esmael Kiram II (1950-1974). Nur Misuari, brillant élève à Jolo et ayant les contacts politiques de son père, obtint une bourse de la CNI pour aller étudier à l'université des Philippines[43]. Diplômé de sciences politiques en 1962, il devint instructeur au département de sciences politiques de cette même université en 1967[44]. Militant anti-impérialiste et antiaméricain, il fonda, avec sa femme, Desdemona Tan, Jose Maria Sison et d'autres, l'organisation étudiante maoïste *Kabataang Makahayang* (KM, Jeunesse

[41] Khalid Al Walid, *Pag Jihad sin Bangsamoro Ha Babaan sin MNLF* [Le *jihad* du *Bangsamoro* sous la présidence du MNLF], document du MNLF non publié, cité par Abraham Iribani, *GRP-MNLF Peace Talks 1992-1996*, Thesis, National Defense College of the Philippines, n° 1336, Quezon City, 2000, p. 100.

[42] Marohomsalic, 2001, *op. cit.*, p. 166.

[43] Un audit réalisé en 1962 montre que les standards de sélection sont flous et qu'il est nécessaire d'avoir de bonnes relations politiques pour obtenir une bourse. Voir Clavel, *op. cit.*, 1969, p. 27-28.

[44] Solomon Kane, *La Croix et le Kriss: violences et rancœurs entre les chrétiens et musulmans dans le Sud des Philippines*, Irasec-Les Indes savantes, Bangkok-Paris, 2006, p. 57.

Patriotique) qu'il quitta quelque temps plus tard[45]. En 1967, il fonda la *Muslim Nationalist League* et publia le *Philippine Muslim News*[46]. Son organisation s'intégra à l'*Union of Islamic Forces and Organizations* (UIFO) créée par le député Lucman au lendemain du massacre de Jabidah[47]. Misuari était alors chargé d'organiser les manifestations anti-Marcos devant le palais présidentiel.

L'homme responsable de l'organisation de cette opération du MIM était Hashim Salamat[48]. Issu d'un clan du sultanat de Buayan (Pagalungan, Maguindanao) et neveu du député Salipada K. Pendatun, il partit en pèlerinage à la Mecque avec son autre oncle, Abubakar Pendatun en 1958, puis commença en 1959 un cursus de théologie islamique à l'université d'Al Azhar. Au cours de ses études au Caire, il fréquenta de nombreux mouvements révolutionnaires, laïques et religieux, fut élu président de la *Philippine Muslim Students Association* et enfin secrétaire général de l'*Organization of Asian Students*[49]. Fortement marqué par le penseur radical égyptien Sayyid Qutb, Salamat fonda, au Caire, en 1965, un groupe séparatiste composé, entre autres, du médecin Mohammed Salih Loong (originaire de Sulu), de Ustadz Abdulbaki Abubakar (originaire de Sulu) et de Sharif Habib Mohsin Julabbi (un Tausug de Zamboanga[50]). De retour aux Philippines, il utilisa sa position de bibliothécaire comme couverture, pour développer des activités au sein du MIM et de sa propre organisation, le Manvarul Islam. En 1972, Salamat reçut une formation militaire en Malaisie avec le second groupe appelé Top 300, puis intégra le comité central du MNLF après l'imposition de la loi martiale le 21 septembre 1972, avant de créer son propre mouvement, le *Moro Islamic Liberation Front* (MILF) en 1978.

---

[45] T.J.S. George, *Revolt in Mindanao*, Oxford University, Londres, 1980, p. 197. Jose Maria Sison devient le fondateur et dirige le parti communiste philippin depuis 1967.
[46] George, 1980, *ibid.*, p. 199.
[47] Abbas Jr, 2003, *op. cit.,* p. 317. L'UIFO est une fédération des organisations musulmanes nationales sous la présidence du député Raschid Lucman.
[48] Conversations avec des membres de la famille d'Hashim Salamat, à Cotabato, le 26 juillet 2007.
[49] Kane, 2006, *op. cit.,* p. 66.
[50] Conversations avec des membres de la famille d'Hashim Salamat, à Cotabato, le 26 juillet 2007.

Les 90 jeunes cadres du nouveau mouvement séparatiste, le *Bangsa Moro Liberation Front* (BMLF[51]) créé par le sénateur Alonto et le député Lucman rentrèrent aux Philippines début 1970 et furent chargés de former à l'art de la guérilla leurs camarades restés au pays. Les combattants formés localement appartenaient à la catégorie F-4 (pour le BMLF, les F-1 étaient les Top 90, les F-2 étaient les Top 300 envoyés eux aussi en Malaisie en 1972, et les F-3 étaient formés en Libye[52]). Cette catégorie F-4 prenait des noms variés en fonction de sa localisation. Ainsi, à Cotabato ou à Lanao, les F-4, sous le patronage du MIM et de l'organisation *Ansar El Islam* (« serviteur de l'islam »)[53] respectivement, étaient connus sous le nom de *Black Shirts* (chemises noires) du fait de leurs uniformes sombres. À Zamboanga et à Basilan, les F-4 s'appelaient les *Green Guards* du nom de l'organisation dirigée par les Camlian et à Sulu on les connaissait sous le nom de PARKAI, une organisation dirigée par Nur Misuari[54]. Au total, Raschid Lucman a estimé qu'entre 1970 et 1972 environ 30 000 combattants avaient été formés localement dans les divers camps d'entraînement du BMLF[55]. Au départ, concentrés sur leur entraînement, ces groupes évitaient les combats et gardaient profil bas. Leur première grande expérience de combat fut la bataille de Buldon (province de Maguindanao) qui eut lieu en août 1971[56].

## Les *Ilagas* et l'internationalisation de la lutte moro

Face aux rumeurs insistantes que le MIM de l'ancien gouverneur de Cotabato, Udtog Matalam, recrutait des centaines de musulmans pour un entraînement militaire d'une part et face à l'explosion de violence qui secoua la municipalité de Upi (province de Maguindanao) à partir de

[51] Rebaptisé dans les années 1970 la *Bangsa Moro Liberation Organization* (BMLO). Le BMLF avait été conçu comme une organisation parapluie visant à unifier tous les groupes musulmans ayant des objectifs séparatistes.
[52] Lucman, 2000, *op. cit.*, p. 304.
[53] L'organisation Ansar El Islam fut créée par le sénateur Alonto en 1969 afin de réformer la population de Lanao del Sur selon le Coran.
[54] Marohomsalic, 2001, *op. cit.*, p. 169.
[55] Lucman, 2000, *op. cit.*, p. 161.
[56] Salah Jubair, *Bangsamoro : A Nation under endless Tyranny*, IQ Marin, Kuala Lumpur, 1999, p. 141.

juillet 1970[57] d'autre part, les sept maires des municipalités majoritairement catholiques de la vallée de Cotabato organisèrent la milice paramilitaire des *Ilagas* (« rats » en ilonggo) en septembre 1970. Les quelques très rares anciens miliciens qui ont bien voulu répondre à nos questions, ont expliqué que leurs groupes furent créés, à l'origine, dans un but d'autodéfense des populations migrantes[58].

Les milices *Ilagas* étaient organisées à l'échelle de la municipalité et placées sous le commandement d'un proche des maires (fils, petit-fils, neveux et cousins germains). Les organisateurs passaient dans les collèges et lycées et recrutaient des adolescents. Nos interlocuteurs se souviennent d'avoir été séduits par les buts de l'organisation, présentés dans leurs écoles respectives (ils avaient entre 14 et 18 ans à l'époque). Ces objectifs étaient de défendre leurs familles et leurs terres et de faire barrage à l'islamisation forcée ou à l'expulsion des communautés chrétiennes. Les jeunes recrues furent formées au tir et suivirent un entraînement physique, encadrées par des instructeurs de la police municipale (la police municipale était aux mains des maires jusqu'à la loi martiale) et dans un cas, par un officier de la *Philippine Constabulary (*Police philippine*)*, cousin d'un conseiller municipal. Puis, lorsqu'ils furent considérés comme aptes physiquement, ces jeunes gens reçurent un entraînement dit spirituel.

[57] Ce conflit violent (103 personnes tuées et 36 blessées entre juillet et novembre 1970) opposa dans un premier temps de petits propriétaires fonciers ilonggo dirigés par Feliciano Luces alias « kumander Toothpick » et leurs alliés de l'ethnie Teduray contre la famille des Sinsuat (puissant clan maguindanao dirigeant la ville de Upi), pour des raisons foncières et personnelles (la famille de Luces fut massacrée par les Sinsuat en mars 1970). À partir de 1971, le conflit prit une tournure politique. En effet, Manuel Tronco, un ancien gendarme, ami des Luces se porta candidat aux élections municipales (parti libéral) contre les Sinsuat alliés du président Marcos (parti nationaliste).

[58] Seulement six d'entre eux ont bien voulu répondre à certaines de nos questions. Le leitmotiv de ceux qui s'y sont refusés est « cela ne sert à rien de remuer la boue, c'est le passé, il faut oublier ». La discussion qui suit sur les *Ilagas* ne repose donc que sur six témoignages de « repentis » (comme ils se sont présentés) et ne prétend donc pas faire la lumière sur l'ensemble du mouvement. Nous tentons seulement d'apporter quelques informations sur un sujet totalement tabou chez les intellectuels. Aucune étude n'existe à ce jour sur ce mouvement.

Cet entraînement spirituel, mené par un certain *kumander* Julio (un Ilonggo), visait à apprendre aux jeunes recrues l'utilisation des *anting-anting* ou talismans. Ceux-ci, formés d'incantations en latin, étaient censés protéger les guerriers contre les balles de leurs ennemis et les rendre invulnérables (les musulmans avaient aussi leurs amulettes mais avec des incantations arabes). Cette invincibilité avait cependant des limites : un guerrier blessé ou tué, selon le *kumander* Julio, était un homme qui avait douté du pouvoir de protection de Dieu à travers l'amulette. Nos interlocuteurs se souviennent encore de cette phrase de leur guide spirituel et ajoutent, avec un certain cynisme, que Julio n'avait pas dû suffisamment croire en son propre enseignement puisqu'il fut tué au combat à la fin de l'année 1971. Les jeunes *Ilagas* étaient ensuite chargés des missions de *ronda* (ronde de nuit) et de patrouilles au sein de leurs municipalités. Les plus aguerris et les plus aventureux pouvaient, cependant, opter pour leur incorporation dans des unités d'élite des *Ilagas*. Ces unités étaient mobiles (non rattachées à une municipalité particulière) et avaient pour mission d'attaquer certaines communautés musulmanes soupçonnées de se préparer à la guerre, suivant l'adage qu'il valait mieux prévenir que guérir. Les hommes de ces commandos étaient fanatisés lors de séances ritualisées dont le cannibalisme était partie intégrante[59]. Lors de ces séances, les adeptes commençaient par boire un breuvage, composé d'herbes venues des montagnes (récoltées aussi par les Manobo dans leurs propres rituels traditionnels), qui leur donnait des hallucinations et un sentiment de toute-puissance, les inhibitions disparaissaient. Puis, après une certaine période de rituels divers et variés, de discours pour galvaniser les adeptes, un homme pouvait être sacrifié. Cet homme était généralement un guerrier musulman capturé lors d'une expédition *Ilaga*, ou qui s'était aventuré un

[59] Un *Ilaga* tristement célèbre est Norberto Manero Jr alias « kumander Bucay » de Tulunan (North Cotabato). En avril 1985, le groupe de Bucay tue le prêtre italien Tullio Favali, considéré comme trop communiste, et mange des parties de sa cervelle. Bucay et son groupe sont arrêtés fin 1985. Fin 1987 ils sont jugés et condamnés à la prison à perpétuité. En 1999, Bucay reçoit un pardon conditionnel du président Estrada (on s'interroge toujours sur la raison de ce pardon, probablement des liens datant de Marcos) et rentre à Tulunan. De nos jours, il est le chef de la sécurité des *cockpits* (fermes d'élevage de coqs de combat) du fameux champion de boxe Manny Pacquiao à General Santos City. Son frère, qui a tué le prêtre, est le responsable de la sécurité de la plantation Dole à Polomok, province de South Cotabato.

peu loin dans les territoires tenus par les chrétiens. D'après nos interlocuteurs, le foie était la partie la plus prisée, car selon les croyances traditionnelles, celui-ci est le lieu où réside l'âme du guerrier. En mangeant cet organe, les *Ilagas* s'imprégnaient ainsi de la force guerrière de leurs ennemis. Nos interlocuteurs, qui ont participé activement à ces séances macabres, nous ont expliqué qu'à l'époque ils étaient très jeunes, naïfs et fanatisés et qu'ils étaient terrorisés par la rumeur selon laquelle ils pouvaient devenir la prochaine victime sacrifiée s'ils n'obéissaient pas aux ordres.

Les atrocités commises par les *Ilagas* ne se limitaient pas aux rituels macabres d'un passé révolu. Le raid sur un village musulman faisait partie de leur endoctrinement. Les instructeurs expliquaient que punir un Moro coupable de crimes ne servait à rien car son clan, immanquablement, répliquerait. Il était donc nécessaire de s'attaquer au clan dans son entier, y compris les femmes et les enfants. Un village maguindanao étant typiquement composé de un ou deux clans, les *Ilagas* s'attaquaient à la structure villageoise de leurs ennemis. Cette doctrine conduisit à une longue liste de massacres.

Le massacre le plus tristement célèbre se déroula le 19 juin 1971 dans le petit village de Manili (municipalité de Carmen, Cotabato). En représailles à des attaques sur les communautés chrétiennes et manobo de villages voisins, un groupe d'*Ilagas* habillés en gendarmes (l'uniforme de la *Constabulary* s'achetait au marché noir de Cotabato City) fit irruption à Manili. Sous le prétexte d'une conférence de paix, les *Ilagas* rassemblèrent dans la mosquée la population du village confiante puis ils ouvrirent le feu et jetèrent des grenades sur la foule. 70 personnes furent tuées (dont 29 femmes et 13 enfants) et 17 gravement blessées. Dix autres personnes furent massacrées dans la cour de l'école.

Le massacre de Manili eut un impact considérable, un impact international, tout d'abord, puisque le colonel Kadhafi, apprenant la nouvelle par la B.B.C., décida de rendre prioritaire son soutien militaire

et logistique au BMLF[60]. En juillet 1971, le ministre de l'Information libyen, Salih Bouyasir, en voyage à Manille pour une conférence sur « La paix mondiale à travers l'éducation », réunit secrètement les principaux chefs musulmans des Philippines. Lors de cette réunion, ces politiciens promirent de s'unir pour défendre l'islam et refuser tout poste dans le gouvernement Marcos[61]. En échange, la Libye octroyait aux chefs moro une première aide financière de 4,4 millions de pesos (environ 600 000 dollars) afin d'aider les victimes des *Ilagas* (Manili et autres) et d'acheter un terrain de 5 hectares à Quezon City pour construire une mosquée et un centre islamique. Pour gérer cette aide, les chefs moro fondèrent l'*Islamic Directorate of the Philippines* (IDP). Selon Marohomsalic, si l'IDP était une organisation officielle humanitaire, sa face clandestine était une structure de support et un conduit pour les fonds financiers destinés à la rébellion moro[62]. Ainsi, les jeunes révolutionnaires du BMLF comme Nur Misuari, Abul Khayr Alonto, Hashim Salamat et d'autres furent chargés des opérations humanitaires de l'IDP à Sulu, Lanao, et Cotabato respectivement.

L'impact du massacre de Manili fut également national. Accusée de génocide moro par le BMLF et Kadhafi aux Nations unies et à l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), l'administration Marcos mit sur pied la *Task Force Pagkakaisa*, formée de militaires de l'armée de terre et chargée de rétablir l'ordre dans la province de Cotabato, en neutralisant les divers groupes armés comme les *Ilagas* mais aussi les armées privées des politiciens musulmans telles les P.U.S.A. de Cotabato[63] et les Barracudas de Lanao[64]. En moins d'un an d'activité

[60] Dès 1970, le colonel Kadhafi promit au député Raschid Lucman, en visite au Moyen-Orient, l'envoi de 2000 armes pour le BMLF en 1971. Ces armes ne furent pas envoyées aux Moro mais au Pakistan en guerre avec l'Inde à cause du Bangladesh.

[61] Norodin Alonto Lucman, *Moro Archives : A History of Armed Conflicts in Mindanao and East Asia*, FLC Press Inc, Quezon City, 2000, p. 161.

[62] Nasser A. Marohomsalic, 2001, *op. cit.*, p. 218.

[63] P.U.S.A est un acronyme utilisant la première lettre des noms des trois principaux clans maguindanao, Pendatun-Sinsuat-Ampatuan, et en y ajoutant le U afin de faire un jeu de mot, pusa veut dire « chat » en filipino.

[64] Les P.U.S.A. et les Barrucadas ont souvent été confondus avec les *Black Shirts* du BMLF. En fait, les hommes des deux premières organisations ont été formés par le BMLF, puis

(juin 1971 à avril 1972), la *Task Force* mena 111 combats qui se soldèrent par 137 morts pour les Moro, 64 pour les *Ilagas* ; 37 blessés pour les Moro et 27 pour les *Ilagas* ; 22 prisonniers[65] pour les Moro et 27 pour les *Ilagas*.

# 3 - Révolutions, schismes et cooptations

## Le MNLF prend le contrôle de la révolution

Le 21 septembre 1972, la loi martiale fut imposée pour répondre, entre autres, à la situation chaotique de Mindanao et de Sulu. S'agissait-il d'un prétexte ? Marcos expliqua que les violences sur Mindanao avaient fait déjà plus de 3 000 victimes dont 1 000 civils et 2 000 combattants chrétiens et musulmans. De plus, 500 000 personnes avaient été blessées, déplacées ou s'étaient retrouvées sans abri, paralysant l'activité économique des îles de Mindanao et de Sulu[66]. La proclamation fut immédiatement suivie par l'arrestation des chefs de l'opposition, la fermeture des médias et l'instauration du couvre-feu. Le chef du BMLF, Raschid Lucman échappa de peu aux militaires, dirigés par le général Fabian Ver (un cousin du président Marcos), en se cachant chez son ami et partenaire en affaires, Abdul Karim Sidri[67]. Celui-ci, dont le nom chrétien (avant sa conversion à l'islam) était Benigno « Nonoy » Romualdez Abella, était non seulement le responsable des finances du *Bangsa Moro Liberation Front* mais aussi le neveu d'Imelda Marcos, la femme du président[68]. Ainsi, si le général Ver avait découvert des

comme la plupart étaient des policiers municipaux, ils retournèrent au service des politiciens musulmans.

[65] Lieutenant Colonel Espinosa, *A reexamination of the government efforts to restore internal stability in the Cotabato situation*, CGSC-Joint Command, Camp Aguinaldo, Quezon City, 1972, p. 112.

[66] Proclamation 1081, 21 septembre 1972.

[67] Le député Salipada Pendatun était aux États-Unis au moment de l'imposition de la loi martiale. D'autres n'ont pas eu la même chance. Par exemple, Macapanton Abbas fut arrêté et incarcéré. Abbas s'était rendu en Arabie saoudite en février 1972 et avait plaidé la cause des Moro devant l'OCI (3e conférence). Voir Macapanton Y Abbas, « Is a Bangsa Moro State within a Federation the solution », *Ateneo Law Journal*, vol. 48 (290), 2003, Quezon City, p. 319.

[68] Beatriz Romualdez Francia, cousine de Karim Sidri, expliquait que celui-ci s'était converti à l'islam « afin de retrouver ses racines philippines et devenir un vrai Asiatique ».

documents très compromettants sur les activités du *Bangsa Moro Liberation Front* dans la maison de Lucman, il était loin d'imaginer que celui-ci était caché par le neveu de la première dame des Philippines. Raschid Lucman s'échappa des Philippines en octobre 1972 et se réfugia à Kuala Lumpur (Malaisie). Cependant, à sa grande surprise, il fut placé en résidence surveillée par les autorités malaisiennes[69]. Ses anciens bienfaiteurs, la Malaisie et la Libye, s'étaient détournés du *Bangsa Moro Liberation Front* et soutenaient désormais un mouvement jusqu'alors clandestin, le *Moro National Liberation Front* (MNLF), dirigé par Nur Misuari, son plus proche collaborateur et homme de confiance.

Le coup d'État interne de Misuari et de son groupe n'a jamais été expliqué d'une manière satisfaisante. Les historiens du *Moro National Liberation Front* déplorent les scissions internes à leur mouvement, sans jamais dire comment eux-mêmes avaient réussi cette opération. Selon Che Man, Misuari s'était rendu en Libye, peu après la loi martiale[70], pour gérer la logistique des armes et de l'argent promis par le colonel Kadhafi. Avec l'aide d'Hashim Salamat, il avait convaincu les Libyens de canaliser cette aide vers le MNLF. L'hypothèse de Che Man est que le programme du MNLF qui projette la création d'une nation moro (*Bangsamoro*) et l'élimination de l'élite traditionnelle considérée comme l'un des maux de la société musulmane des Philippines, serait plus proche idéologiquement du gouvernement révolutionnaire libyen que le BMLF dominé par l'élite aristocratique musulmane[71].

---

En 1975-76, Karim Sidri devint l'intermédiaire entre le colonel Kadhafi et l'administration Marcos lors des négociations de l'accord de Tripoli. Beatriz Romualdez Francia, *Imelda: a Story of the Philippines*, Solar Publishing Corp, Manille, 1989, p. 89 et 207.

[69] Lucman, 2000, *op. cit.*, p. 161.

[70] Juste après l'imposition de la loi martiale, Misuari, recherché par les forces de sécurité, se réfugia chez Udtog Matalam à Pagalungan. Conversations avec des membres de la famille Matalam.

[71] W. K. Che Man, *Muslim Separatism : The Moros of Southern Philipines and the Malays of Southern Thailand*, Ateneo de Manila University Press, Quezon City, 1990, p. 78-79. Les positions, au sein du BMLF, se répartissaient entre les principaux clans musulmans liés aux sultanats maranao (les Lucman et Alonto de Lanao), de Buayan (les Pendatun, Matalam, Sangki de Cotabato), et de Sulu (les Kaluang et Abubacar de Sulu) et leurs enfants, neveux et cousins respectifs.

On pourrait aller plus loin. Si le BMLF avait un programme clair, rendu public par le MIM, visant à établir un État islamique sur Mindanao, Sulu et Palawan, il pouvait apparaître comme contre-révolutionnaire pour les éléments les plus radicaux. En effet, les chefs du BMLF, pratiquement tous des membres du parti libéral (opposition à Marcos), avaient passé des accords secrets avec leurs collègues non musulmans (ou certains d'entre eux) du même parti. Macapanton Abbas notait par exemple que lorsque les Top 90 rentrèrent en 1970 à Malabang (Lanao del Sur) après leur entraînement en Malaisie, ils furent accueillis non seulement par les chefs du BMLF mais aussi par le sénateur Benigno « Ninoy » Aquino, l'ennemi juré du président Marcos[72]. Il existe des photos, dans une collection privée, montrant Ninoy Aquino serrant les mains des Top 90. Cela peut paraître surprenant mais il faut rappeler que la hantise du sénateur Aquino, durant cette période, était que le président Marcos réussît à imposer la loi martiale et à se maintenir au pouvoir. Ayant une ambition au moins aussi élevée que son ennemi, Ninoy Aquino aida à organiser des fronts armés anti-Marcos. Il est maintenant bien établi que le sénateur et certains de ses collègues s'allièrent au parti communiste de Jose Maria Sison. La plantation Luisita (Tarlac, Luzon) appartenant aux Cojuangco mais gérée par Ninoy Aquino, servait de camp d'entraînement pour la *New People's Army* (NPA)[73]. Il n'est donc pas étonnant que le sénateur Aquino se soit aussi allié avec ses très proches amis Lucman et Pendatun. L'amitié entre ces hommes était forte, sans doute trop forte pour les radicaux du MNLF. Nur Misuari et Hashim Salamat pouvaient ainsi facilement présenter le BMLF comme un simple front de *politicos* désabusés par Marcos mais prêts à revenir dans le rang dès la chute du dictateur.

Fort du soutien logistique financier et militaire de la Libye et de la Malaisie, le *Moro National Liberation Front* s'imposa progressivement dans la lutte révolutionnaire moro. Par convention, les historiens font débuter la révolution moro le 21 octobre 1972 à Marawi City, lorsque, un mois exactement après la déclaration de la loi martiale, un groupe de

[72] Macapanton Y Abbas, 2003, *op. cit.*, p. 318.
[73] Voir à ce sujet l'excellent article de Lisandro Claudio,
http://www.gmanews.tv/story/198820/ninoy-networked-with-everyone-reds-included

rebelles et de policiers prit d'assaut puis occupa pendant quelques heures le camp Keithley défendu par 28 gendarmes. À partir de décembre 1972, la révolution se propagea à Sulu puis en février 1973 à Cotabato. En quelques mois, les forces rebelles, loyales ou non à Nur Misuari, prirent le contrôle des zones rurales du Centre et de l'Ouest de Mindanao ainsi que de Sulu et de Tawi Tawi. Sans entrer dans les détails des innombrables batailles, quelques estimations statistiques permettent, cependant, de montrer l'ampleur du conflit. Entre 1970 et 1996, plus de 100 000 personnes furent tuées par les combats dont probablement 60 000 environ pour la seule période 1970-1976[74], et 55 000 personnes furent blessées[75]. Le général Abat évalue à 166 984 le nombre de familles de Mindanao déplacées dans la première période des hostilités, soit près d'un million de personnes. De 1973 à 1976 les pertes militaires (morts ou blessés) se seraient élevées à environ 10 % du total des troupes de l'armée de terre présentes à Mindanao[76]. Le président Marcos lui-même avoua en 1980 qu'environ 11 000 soldats avaient été tués entre 1972 et 1980[77]. Au total, selon le député Eduardo Ermita, membre du comité de négociation pour la paix avec le MNLF en 1996, et ancien général, les troupes gouvernementales auraient eu 30 % de pertes de 1970 à 1996. Le ministère de la Défense aurait dépensé quelques 73 milliards de pesos dans ce conflit entre 1970 et 1996, c'est-à-dire une moyenne de 40 % de son budget[78]. Les pertes du côté des forces révolutionnaires sont évaluées à 50 %. À titre d'exemple, lors de la seule bataille de Tran (Lebak, Cotabato), qui eut lieu entre mars et août 1973, 833 rebelles furent tués contre 94 militaires et 168 paramilitaires[79].

---

[74] Rufa Cagoco Guiam, « Mindanao: Conflicting Agendas, Stumbling Blocks, and Prospects Toward Sustainable Peace », *in* Annelies Heijmans, Nicola Simmonds et Hans Van de Veen (éds), *Searching for Peace in Asia Pacific: An Overview of Conflict Prevention and Peace Building Activities*, Lynne Rienner Publishers, Londres, 2004, p. 487.

[75] B. R. Rudil, *Kalinaw Mindanaw: The story of the GRP-MNLF peace process 1975-1996*, Alternate Forum for Research in Mindanao (AFRIM), Davao City, 2000, p. 9.

[76] Abat, 1977, *op. cit.,* p. 15-16.

[77] Rufa Cagoco Guiam, 2004, *op. cit.,* p. 487.

[78] B. R. Rudil, 2000, *op. cit.,* p. 8-9.

[79] Major General Fortunato Abat, *The Day we nearly lost Mindanao: The Cemcom Story*, 3e édition, à compte d'auteur, Quezon City, 1999, p. 114.

## La politique d'attraction : ou comment coopter les commandants locaux

Si les combats furent intenses jusqu'au milieu des années 1970, le front moro ne tarda cependant pas à se lézarder. Basé, localement, sur un système de clans dont les loyautés vont à des commandants locaux (*field commanders*) et pas forcément à une idéologie élaborée par des intellectuels et des cadres vivant le plus souvent en exil au Moyen-Orient (Arabie saoudite, Libye, Égypte), le *Moro National Liberation Front* entra dans une période d'intenses rivalités internes. La première défection massive vers le gouvernement se déroula en octobre 1973 à Sulu. Huit chefs de premier plan (surnommés les *Magic 8*), dirigés par le Dr Mohammed Salih Loong, et leurs milliers d'hommes, se rendirent au gouvernement[80]. Le Dr Loong, qui n'avait jamais accepté la tutelle de Nur Misuari (trop marxiste et trop autoritaire à son goût), accusa ce dernier de distribuer les armes d'une façon politisée, favorisant ses commandants loyaux au détriment des *Magic 8*[81]. Ces derniers furent amplement récompensés pour leur défection. Le président Marcos les nomma à des postes clefs afin de neutraliser localement le MNLF, créant de nouvelles dynasties politiques (non liées à l'aristocratie de Sulu[82]) à l'échelle de la province ou des municipalités. De nos jours, ces familles contrôlent encore très largement ces municipalités.

[80] Le Dr Mohammad Salih Loong fut médecin en Arabie saoudite et un pionnier avec Hashim Salamat de l'organisation de la révolution islamique de 1965 au Caire.

[81] Loong Mohammad Salih, « A sort of resolution presented by Habib Mohsin Julabbi, who has been one of the brains and organizers of the Mindanao secessionist movement (MNLF) », *in Zamboanga Peace Talks*, 17-19 avril 1975, non publié, p. 254. Loong commence ses études de médecine aux Philippines puis les termine au Caire (Égypte).

[82] Jusqu'à l'imposition de la loi martiale, les politiciens de Sulu étaient, par le sang ou par mariage, liés au sultan de Sulu. Ces politiciens traditionnels, ayant pour la plupart fui Sulu pour se réfugier à Manille ou à l'étranger, seront remplacés par les *Magic 8*.

**Tableau 4 - Le MNLF : synthèse chronologique (1968-1984)**

| Dates | Événements |
|---|---|
| 21 mars 1968 | Révélations du massacre de Jabidah par le sénateur Aquino |
| 1er mai 1968 | Création du *Muslim Independant Movement* (MIM) par Udtog Matalam Sr |
| Début 1969 | Création clandestine du *Moro National Liberation Front* (MNLF) sur l'île de Pangkor (Malaisie) ; Nur Misuari en devient le chef ; 90 jeunes Moro sont formés à la guérilla |
| 1970-1972 | Formation de 30 000 combattants moro par le *Bangsa Moro Liberation Front* (BMLF) |
| Septembre 1970 | Création de la milice *Ilaga* à Cotabato |
| 19 juin 1971 | Massacre de Manili |
| Juillet 1971 | La Libye soutien officiellement le BMLF |
| 21 septembre 1972 | Déclaration de la loi martiale par le président Marcos |
| 21 octobre 1972 | Début du conflit entre le MNLF et le gouvernement à Marawi City |
| Octobre 1973 | Le groupe du Dr Mohammed Salih Loong (*Magic 8*) se rend au gouvernement. C'est la première défection au sein du MNLF |
| 23 décembre 1976 | Signature des accords de Tripoli entre le MNLF et le gouvernement philippin sous l'égide de la Libye |
| Mai 1977 | Le MNLF obtient le statut d'observateur au sein de l'OCI et devient le seul représentant des Moro pour cette organisation |
| Décembre 1977 | Hashim Salamat se sépare du MNLF et crée le Nouveau MNLF |
| 1983 | Dimas Pundato se sépare du MNLF et crée le MNLF-Reformist |
| 1984 | Hashim Salamat rebaptise son mouvement *Moro Islamic Liberation Front* (MILF) |

Les hommes de ces chefs furent alors intégrés dans des organisations paramilitaires (appelées *Special Police Forces* à Sulu) et chargés de chasser le MNLF sur leurs territoires respectifs. En échange, le gouvernement Marcos et ses successeurs (d'Aquino à Arroyo) eurent tendance à fermer les yeux sur les exactions, la terreur (notamment depuis 1986 et les élections) et les activités criminelles (trafic de drogue, dont les métamphétamines appelées *ice* ou *shabu* aux Philippines, par exemple[83]) commises par les *Magic 8* et leurs armées privées. Ces seigneurs de guerre se considèrent très largement au-dessus des lois car comme le résumait parfaitement Julabbi en 1975 : « *Le gouvernement philippin nous doit reconnaissance et gratitude pour la chute soudaine du mouvement, résultat de notre retour vers la république*[84] ». Les *Magic 8* n'oublient jamais de rappeler cette dette morale à leurs critiques du Nord, expliquant que Sulu serait déjà indépendante s'ils ne s'étaient pas rangés du côté du gouvernement.

L'hémorragie des cadres locaux du MNLF s'accéléra à partir de la signature du traité de Tripoli en 1976 entre le gouvernement philippin et le MNLF sous l'égide de la Libye. Le travail de sape du mouvement, appelé par le gouvernement Marcos « politique d'attraction », fut si efficace qu'en 1980 plus de 30 000 rebelles avaient obtenu une amnistie du gouvernement et bénéficièrent, pour certains, de projets de développement. Ces anciens rebelles furent par ailleurs utilisés par Marcos dans sa guerre psychologique avec l'Organisation de la Conférence islamique qui reconnaissait, en 1977, le MNLF comme seul représentant des Moro, en lui accordant une place d'observateur au sein de l'organisation[85]. Perdant militairement sur le terrain mais politiquement renforcé, le *Moro National Liberation Front* organisa un groupe d'opérations spéciales en 1978. Ce groupe, sous la supervision du chef d'état-major du MNLF, Mel Ham Alam (Tausug de Zamboanga), se spécialisa entre autres, dans les enlèvements d'étrangers, au retentissement majeur dans les médias

[83] Documents militaires vus par l'auteur, Camp Aguinaldo, Quezon City.
[84] Julabbi, 1975, *op. cit.*, p. 255.
[85] Resolution n° 2/8-P, « Granting, as an exceptional measure, the status of observer to the Moro National Liberation Front », Eighth Islamic Conference of Foreign Ministers, Tripoli, Libye, 16-22 mai 1977.

nationaux et surtout internationaux[86]. Ces activités politiques (les rançons étaient faibles à l'époque et les otages bien traités) visaient d'une part à démontrer au monde arabe qu'il fallait encore compter sur le MNLF sur place et d'autre part à embarrasser Marcos et ses alliés musulmans. Le groupe était dirigé par Alexander Marohombsar Lagawa, et ses activités d'enlèvements furent organisées par son cousin Allandoni Marohombsar (les Marohombsar sont une famille aristocratique de Ganassi, province de Lanao del Sur). Après la chute de Ferdinand Marcos en 1986, certains membres de ce groupe firent des enlèvements politiques un commerce sans but idéologique. Amnistié par l'administration Aquino (comme de nombreux autres commandants du MNLF), le groupe de Marohombsar vendit ses compétences à des politiciens en quête de financements électoraux, à des policiers corrompus ou bien travailla pour lui-même.

Ainsi, le frère d'Allandoni Marohombsar, Faisal Marohombsar, devenu le chef de la sécurité de la MSU, *Mindanao State University de* Marawi City (sa sœur Emily était la présidente de l'université[87]) s'associa à la fin des années 1980 avec un ancien commandant du MNLF, Abogado Bago (alias commandant Mubarak, de la province de Maguindanao) et ils relancèrent les enlèvements[88]. En l'espace de quelques années, le groupe aurait kidnappé environ 76 personnes et amassé 100 millions de pesos (environ 4 millions de dollars). Si Mubarak fut tué en 1992, son cousin, Musa Ali (de la municipalité de Kabuntalan, province de Maguindanao) et Marohombsar poursuivirent leurs activités, ciblant particulièrement les hommes d'affaires sino-philippins de Cotabato. Musa Ali fut assassiné en 1999, après s'être rendu plusieurs fois à la police nationale et avoir même été un informateur de la *Task Force* anti-kidnappings de Cotabato. Mayangkang Saguile (cousin de Musa Ali), Faisal Marohombsar et Tahir Alonto (cousin d'Hashim Salamat, président du *Moro Islamic Liberation Front,* MILF) formèrent

[86] Marohomsalic, 2001, *op. cit.*, p. 260-261. Ce groupe pratique aussi l'assassinat, le braquage de banques et autres activités criminelles à impact médiatique.

[87] Emily Marohombsar a condamné publiquement à plusieurs reprises les activités de son frère, le décrivant comme le mouton noir de la famille.

[88] Luz Rimban, *The many lives of the Pentagon Gang*, Philippine Center for Investigative Journalism, Vol. IX, n° 1, Quezon City, janvier-mars 2003, p.2-3.

alors le redoutable groupe du Pentagone dont la base d'opérations est aujourd'hui encore située autour du marécage de Ligawasan (Maguindanao). Depuis sa création vers 2000, plus de 50 personnes ont été enlevées par ce groupe. Le Pentagone[89], par ailleurs, rackette les compagnies de transport de la région, les plantations, etc. Le Pentagone est encore très actif malgré la mort présumée de son chef Tahir Alonto en 2003.

## Les schismes du MNLF : des mouvements de guérilla « traditionnels »

Si le Dr Mohammad Salih Loong avait très tôt dénoncé le comportement autoritaire de Nur Misuari, et s'était désolidarisé du *Moro National Liberation Front*, son ami Hashim Salamat, plus mesuré et plus patient, avait fait passer les objectifs de la révolution au-dessus des querelles de personnes. Cependant, à partir de 1976, Salamat, numéro 2 du mouvement en charge des affaires étrangères, ne cachait plus ses frustrations en privé. Il accusait Nur Misuari de noyauter le comité central du MNLF en y plaçant ses proches, tous des Tausug, au détriment des Maguindanao et des Maranao. Misuari était aussi accusé de contrôler, sans partage, le comité des finances du MNLF.

Hashim Salamat projeta alors de prendre la place de Misuari et de réorganiser le MNLF, afin de rééquilibrer la représentativité des différents groupes ethniques et de démocratiser le système de prise de décisions en appliquant un modèle plus collégial. Dans ce coup d'État interne au MNLF, Salamat avait un soutien considérable chez les Maguindanao de Cotabato et les Maranao de Lanao, notamment chez les *ouléma*[90], l'aristocratie locale et les commandants locaux. Les pères fondateurs de la révolution moro, Raschid Lucman et Salipada Pendatun, en exil en Arabie saoudite, voyaient dans ce coup la

[89] En 2002, Faisal Marohombsar fut arrêté à Manille puis, après s'être échappé de prison avec la complicité de policiers, il fut tué dans une fusillade à Cavité.
[90] L'*alim* (pluriel *ouléma*) est un savant en théologie islamique

possibilité de reprendre le contrôle de la révolution[91]. Le projet fut cependant retardé par les négociations, fin 1976 à Tripoli, entre le gouvernement et le MNLF.

C'est en décembre 1977 qu'Hashim Salamat annonça officiellement sa rupture avec Nur Misuari. Cette rupture se justifiait, en plus des arguments évoqués, selon Salamat, par le fait que : « *Le leadership du MNLF s'éloigne des fondations, méthodologies, et objectifs de l'islam et se dirige très rapidement vers des orientations marxistes et maoïstes* ». Salamat tenta alors de faire reconnaître son mouvement, le nouveau MNLF, auprès de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI). Frustré par les refus systématiques de l'OCI (qui ne souhaitait reconnaître que le MNLF), Hashim Salamat rebaptisa en 1984 son organisation, *Moro Islamic Liberation Front* (MILF). La seconde rupture interne importante du MNLF intervint lorsque l'OCI tenta, à partir de 1979, d'unifier les différentes factions moro. Cette entreprise de médiation séduisit fortement Dimas Pundato, le vice-président du MNLF et cousin de Raschid Lucman. Pundato et ses partisans tentèrent alors de convaincre Nur Misuari de la nécessité de s'unir aux factions Lucman-Pendatun et Salamat. Misuari, croyant à un nouveau coup et persuadé d'être le seul à pouvoir diriger le MNLF, expulsa Pundato et ses partisans du MNLF. Pundato créa en 1983 le *Moro National Liberation Front Reformist Movement* et s'allia quelque temps avec son cousin Lucman avant de rejoindre le gouvernement de Cory Aquino en 1988.

## Les nouveaux schismes du MNLF : mouvements radicaux ou banditisme ?

L'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, après la révolution pacifique d'Edsa en février 1986, avait relancé l'espoir d'un règlement du conflit avec le MNLF. Ninoy Aquino, le mari de Cory Aquino, avait promis, avant son assassinat en 1983, une véritable autonomie des régions musulmanes. Dès septembre 1986, le MNLF et le gouvernement déclarèrent

[91] Le BMLF prit le nom de *Bangsa Moro Islamic Liberation Organizations* vers la fin des années 1970.

un cessez-le-feu et engagèrent les négociations en 1987 en Arabie saoudite. Ces négociations aboutirent, en 1996, sous l'administration du président Fidel Ramos (1992-1998), à un accord de paix signé entre le gouvernement et le MNLF. Cependant, les éléments radicaux au sein du MNLF refusèrent toute négociation avec le gouvernement, considérant Nur Misuari comme un « pantin » de l'administration.

Parmi ces éléments radicaux du *Moro National Liberation Front*, il faut nommer Abdurajak Janjalani, dont le mouvement Abu Sayyaf fut découvert par les Occidentaux lors de l'enlèvement de Sipadan en 2000. Abdurajak Janjalani naquit en 1963 dans le village de Tabuk (Isabela City, Basilan) d'un père tausug (Abubakar Janjalani) et d'une mère chrétienne ilonggo (Vilma Montano). La famille Janjalani est aisée, propriétaire de terres et de biens immobiliers à Basilan. Leurs six enfants font leurs études à l'école catholique des clarétains (Saint Antonio Maria Claret) dirigée par le père Angel Calvo. Mais, la vie d'Abdurajak bascula, lorsque, par l'intermédiaire de son oncle, l'enseignant Hussein Manatad, responsable de la mosquée de Tabuk, il obtint une bourse du gouvernement saoudien en 1981 pour étudier le droit islamique à l'université mecquoise d'Ummul-Qura. De retour à Basilan en 1984, imprégné de wahhabisme[92], il enseigna et prêcha dans les mosquées et les écoles coraniques. Son charisme, ses sermons prônant le retour à un islam purifié et le *jihad* contre les chrétiens, séduisirent des membres du MNLF qui pensèrent que Janjalani prendrait un jour la tête du

[92] Le wahhabisme saoudien est une doctrine ultra-orthodoxe de l'islam sunnite, développée par l'imam Mohammed ibn Abd el Wahhâb (1703-1792), visant le retour à l'islam « pur » des origines. Les missionnaires saoudiens venant à Mindanao sont souvent choqués de voir la coexistence de l'islam et des pratiques préislamiques chez les populations moro. L'islam populaire (qui a son corollaire dans le catholicisme populaire philippin) est encore très imprégné, par exemple, par le monde des esprits et entre fréquemment en conflit avec la « pureté » du wahhabisme. Par ses origines marxistes, le MNLF est toujours resté très discret sur la question religieuse dans sa revendication d'une nation moro. Ce thème n'est pas central à telle enseigne que le porte-parole et négociateur du MNLF avec le gouvernement jusqu'en 1996 était le pasteur protestant Absalom Cerveza de Cagayan de Oro City. L'un des très proches conseillers de Nur Misuari était un catholique de la province de Misamis occidental, Atanasio Vercide. Pour Nur Misuari, les citoyens de la *Bangsamoro* sont constitués des habitants ayant des racines à Mindanao avant 1945 (avant la colonisation d'après-guerre) et de tous ceux qui, arrivés plus tard, adhèrent à son projet.

mouvement[93]. Cependant, dès 1986, le jeune homme charismatique commença à questionner ouvertement Nur Misuari et sa politique de rapprochement avec l'administration Aquino. Janjalani demandait l'arrêt des pourparlers de paix et l'indépendance totale de Mindanao. En 1987, il fut envoyé par le MNLF en Libye pour approfondir ses études islamiques. Ce fut durant ses trois années d'études à l'université islamique de Tripoli qu'il parvint à convaincre plusieurs de ses camarades de créer un nouveau groupe de *moudjahidin*.

[93] Marites Danguilan Vitug et Glenda M. Gloria, *Under the Crescent Moon: Rebellion in Mindanao*, Ateneo Center for Social Policy and Public Affairs and Institute for Popular Democracy, Quezon City, 2000, p. 211. Dans l'un de ses sermons, Janjalani se distinguait du MNLF en opposant le *jihad* (guerre sainte) à la révolution. Selon lui, la révolution n'existe pas dans le Coran, seul le *jihad* est un commandement de Dieu. Le révolutionnaire peut négocier avec l'ennemi, adopter les idéologies de Lénine, Staline, Karl Marx, Mao Tse Tung, Fidel Castro, Che Guevarra, Hitler ou Mussolini. Pour le jihadiste, à l'inverse, la négociation est impossible et l'indépendance n'a de sens que si les lois du Coran sont imposées aux populations. Aucune idée humaine n'est acceptable dans ce combat. Ainsi, Janjalani percevait le MNLF comme un mouvement non islamique, séculier (marxiste), trop accommodant vis-à-vis des populations chrétiennes de Mindanao et prêt à vendre son âme en négociant avec le gouvernement. Voir Mehol K. Sadain, *An International Perspective on the Philosophy of Islamic Fundamentalism: Designing a Philippine Framework for its Positive Utilization*, Foreign Service Institute, Pasay City, 1993, p. 50. Janjalani fut pendant quelques années un membre actif de l'organisation *Tablighi Jamaat* (Association pour la prédication) jusqu'à son exclusion à la fin des années 1980 (parce que considéré comme trop radical par les représentants de l'association). Cette organisation, fondée en 1926 en Inde, s'implanta dans la province de Lanao del Sur dans les années 1960 avec l'arrivée de sept missionnaires pakistanais à Marawi City. Voir Nasser A. Marohomsalic, *Aristocrats of the Malay Race : A History of the Bangsa Moro in the Philippines*, VJ Graphics Arts Inc, Quezon City, 2001, p. 159. Elle prend, cependant, son essor dans les années 1980. Elle a pour but le renouveau spirituel des populations musulmanes et se considère comme l'équivalent des groupes charismatiques catholiques ou des églises évangéliques protestantes. S'implantant dans les communautés locales, les missionnaires construisent des mosquées, enseignent dans les écoles coraniques et développent des groupes de réflexion sur la foi islamique. Pour ses détracteurs, les *Tablighi*, qui assument leur fondamentalisme (mais refusent le radicalisme), sont le principal vivier de recrutement pour les organisations terroristes internationales. Les *Tablighi*, qui seraient entre 11 000 et 20 000 membres aux Philippines (principale organisation transnationale islamique aux Philippines) sont sous la surveillance des militaires. Voir Rommel C Banlaoi, *Transnational Islam in the Philippines*, in NBR project report, *Transnational Islam in South and Southeast Asia: Movements, Networks, and Conflict Dynamics*, avril 2009, p. 177-179. Le choix de Marawi City (souvent appelée la capitale islamique des Philippines) comme lieu de la première assemblée internationale de la *Tablighi Jamaat* en juin 2009 est un indice de la grande vitalité de ce mouvement aux Philippines.

**Tableau 5 - Les mouvements séparatistes et autonomistes : Synthèse chronologique (1986-2011)**

| Dates | Événements |
|---|---|
| Septembre 1986 | Cessez-le-feu entre le MNLF et le gouvernement de Cory Aquino |
| 1987 | Début des négociations entre le MNLF et le gouvernement en Arabie saoudite |
| Novembre 1989 | Création de la Région autonome musulmane (ARMM) |
| 1990 | Création du groupe Abu Sayyaf par Abdulrajak Janjalani |
| 11 août 1991 | Premier attentat revendiqué par Abu Sayyaf contre le navire M/V Doulos au port de Zamboanga City |
| 2 septembre 1996 | Accord de paix entre le MNLF et le gouvernement Ramos |
| 23 avril 2000 | Prise d'otages de Sipadan par les Abu Sayyaf |
| mars à juillet 2000 | Offensive militaire sur les camps du MILF. Le camp Abubakar, quartier général du MILF est pris par le gouvernement le 12 juillet 2000 |
| Février 2003 | Offensive militaire contre le nouveau quartier général du MILF à Buliok (Pikit). Hashim Salamat, chef du MILF, meurt le 13 juillet |
| 5 août 2008 | Le MILF et le gouvernement Arroyo sont prêts à signer le mémorandum d'accords sur le territoire ancestral des Moro (MOA-AD) à Kuala Lumpur (Malaisie) |
| Septembre 2008 | Le MOA-AD est rejeté par la Cour suprême des Philippines |
| 23 novembre 2009 | Massacre de Maguindanao |
| 2009-octobre 2011 | Les négociations entre le MILF et le gouvernement sont au point mort |
| 4 octobre 2011 | Le commandant Kato est exclu du MILF et crée une nouvelle organisation séparatiste : *Le Bangsamoro Islamic Freedom Movement* (BIFM) |

Selon Abraham Iribani, membre du secrétariat du MNLF en charge des négociations de paix, basé à Tripoli à cette époque, la stratégie du jeune agitateur était de faire croire à ses camarades qu'ils avaient été envoyés en Libye par Misuari, sur la demande de Kadhafi, afin de combattre au Soudan[94]. Apparemment, la manipulation de Janjalani fonctionna si bien que les étudiants étaient au bord de la mutinerie[95]. De retour à Basilan en 1990, Janjalani fonda le *Al-Harakatul al Islamiyah* (AHAI ou le Mouvement islamique) avec ses deux frères Hector et Kadhafi, deux *ustadz* du *Moro National Liberation Front*, Wahab Muhammad Akbar et Bachir Jailini ainsi que le jeune Aldam Tilao alias Abu Sabaya[96]. Le groupe des fondateurs ne serait pas complet sans deux autres personnages. Le premier, Edwin Angeles, était le numéro 2 du mouvement, un ami proche d'Hector Janjalani, dont le père était un catholique originaire de Bulacan (Luzon) et sa mère, une Tausug de Jolo, et fortement suspecté par les analystes d'être un agent infiltré par l'armée[97]. Le second était un étudiant activiste, Abdul Asmad, chef des renseignements du groupe. Asmad était lié à Jamal Mohammad Khalifa, beau-frère d'Osama Bin Laden et président de la branche philippine de l'organisation caritative *International Islamic Relief Organization d'Arabie saoudite* (IIRO).

La première action de l'émir Abdurajak Janjalani fut l'attentat revendiqué du navire M/V Doulos, amarré au port de Zamboanga City en 1991 (6 morts et 32 blessés). Ce navire était la propriété de missionnaires américains, membres du groupe protestant *Born Again Christian*. Ce fut à partir de cet attentat qu'Abdurajak signa ses revendications sous le nom de guerre Abu Sayyaf, du nom d'un fameux résistant afghan durant la guerre contre les Soviétiques (Abdul Rasul

[94] Solomon Kane parle d'une opération au Tchad qui fut annulée à cause de Janjalani. Voir Solomon Kane, *op. cit.*, p. 86-87. Si l'on en croit Abraham Iribani, cette opération n'exista que dans la tête de Janjalani. Voir Marites Danguilan Vitug, 2000, *op. cit.*, p. 211.
[95] Marites D. Vitug, 2000, *ibid.*, p. 211.
[96] Kane, 2006, *op. cit.*, p. 87. Wahab Akbar quitte rapidement le mouvement car il veut en être le chef. Akbar rejoint le gouvernement et est élu en 1998 gouverneur de Basilan. Il est élu en juin 2007 député de Basilan mais est assassiné en novembre de cette même année sur le parvis du parlement.
[97] La famille Angeles est présente à Jolo depuis la période coloniale américaine et plusieurs membres se sont mariés avec les familles aristocratiques de Jolo.

Sayyaf). Depuis, les médias et l'armée ont gardé ce surnom pour définir ce groupe. Selon les services de renseignements philippins, les unités appartenant à la mouvance Abu Sayyaf (implantée à Basilan et Sulu) auraient perpétré, entre 1991 et l'an 2000, 378 activités terroristes, comprenant attentats, embuscades et raids. Parallèlement, et durant cette même période, ces mêmes groupes auraient commis quelque 640 enlèvements impliquant un total de 2 076 victimes[98]. Ces statistiques doivent être prises avec précaution. Elles montrent toutefois que les enlèvements débutèrent dès la création du mouvement. En outre, si des organisations terroristes internationales, comme Al Qaida (*via* l'IIRO) ont pu, à certains moments, financer Abu Sayyaf, ces financements furent très largement insuffisants[99]. Ces statistiques montrent aussi la continuité de l'activité. L'idée selon laquelle les guerriers d'Abu Sayyaf passeraient par différentes phases, de *moudjahidin* (jusqu'à la mort de Janjalani en 1998), au banditisme (sous la direction de son frère Kadhafi Janjalani), puis au terrorisme (après le 11 septembre 2001) puis retourneraient au banditisme (à partir de l'année 2008), n'est pas fondée[100]. Ces activités criminelles (trafics de drogue, enlèvements) sont en fait menées de front avec des activités terroristes – à l'instar de la *Jemaah Islamiyah*[101], en Indonésie, qui se finance en partie en attaquant des banques et des bijouteries.

La difficulté d'établir une limite nette entre activités criminelles et activités terroristes peut être illustrée par l'enlèvement de Sipadan. Le 23 avril 2000, le groupe de Ghalib Andang alias commandant Robot prit en otage 22 personnes de 7 nationalités différentes. Utilisant habilement les médias internationaux, Abu Sabaya, le porte-parole du groupe, exigea la création d'un État islamique, la cessation des opérations

[98] Rommel C. Banloi, *Al-Harakatul Al Islamiyyah: Essays on the Abu Sayyaf Group*, Philippine Institute for Political Violence and Terrorism Research (PIPVTR), Quezon City, 2008, p. 4.

[99] Dans sa dernière interview avant sa mort en 2007, l'émir Kadhafi Janjalani explique que son frère a reçu 6 millions de pesos de la part de Jamal Khalifa et l'IIRO. Voir http://newsinfo.inquirer.net/inquirerheadlines/nation/view/20070122-44761/A_last_extended_interview_with_Janjalani

[100] Voir Rommel C. Banloi, 2008, *op. cit,* p. 15. Rommel Banloi, directeur du PIPVTR est l'un des adeptes de cette théorie.

[101] La *Jemaah Islamiyah* ou communauté islamique, est un mouvement terroriste indonésien

militaires sur Basilan, l'instauration d'une commission chargée d'étudier la question des mauvais traitements infligés aux Philippins musulmans dans l'État de Sabah (Malaisie), l'exclusivité pour les Philippins musulmans de la mer de Sulu comme zone de pêche, etc. Ces revendications politiques, dignes d'un *moudjahid*, furent cependant très vite oubliées par les représentants du groupe, au profit des millions de dollars de rançon versés généreusement par la fondation Kadhafi (dirigée par Saif al-Islam, fils du colonel). Les raisons de cet enlèvement sont moins connues. Le groupe de Robot a-t-il voulu kidnapper des étrangers au nom du *jihad* international ? Les enquêtes menées par les services de renseignements malaisiens et philippins aboutirent à la conclusion que cet enlèvement avait d'abord été lié à des conflits d'affaires[102]. Selon le général Almonte, le groupe du commandant Robot avait envoyé un chargement, sans doute important, de méthamphétamines *(crystal meth*, *ice* ou *shabu*) à des clients de la police de Sabah. Apparemment, les policiers corrompus refusèrent de payer l'ensemble ou une partie de la marchandise et Robot organisa l'opération de Sipadan pour se venger. Les 8 otages malaisiens furent séparés des autres otages et Lee Peng Wee (alias Wee Peng Din), alors assistant du président Estrada pour les affaires économiques de Mindanao, fut chargé de négocier exclusivement pour eux. La rançon pour les otages malaisiens correspondait à la somme due par les policiers de Sabah avec sans doute un petit bonus. Lee Peng Wee était lui-même soupçonné d'être le principal importateur à Zamboanga des composants chimiques entrant dans la fabrication du *shabu* (certains de ces produits servent aussi au traitement des algues utilisées dans l'industrie agroalimentaire, principale activité économique de Sulu[103]). Dans cette querelle entre mafieux, les otages occidentaux et philippins étaient en quelque sorte la cerise sur le gâteau.

[102] Entretien avec le général Jose Almonte (ancien directeur de la NICA entre 1992 et 1998), 12 septembre 2004.

[103] Général Jose Almonte, 12 septembre 2004 et voir http://www.sunstar.com.ph/2003/04/09/news/doj.orders.smuggle.raps.v..lee.peng.wee.html

Cependant, si pour certaines factions du groupe Abu Sayyaf, comme celle du groupe du commandant Robot, les activités criminelles semblent être une fin en soi[104], ce serait une erreur que de définir les Abu Sayyaf comme un simple groupe de malfaiteurs. Si tel était le cas, comment pourrait-on expliquer qu'après plusieurs années d'assistance militaire américaine dans le cadre de « la guerre contre la terreur », ces hors-la-loi contrôlent encore plus de 160 *barangay* sur Basilan et Sulu en 2010 (sur un total de 665)[105] ? Certes, l'assistance américaine a permis, notamment grâce aux drones, de capturer ou de tuer un certain nombre de chefs Abu Sayyaf, mais si l'estimation de 160 est proche de la réalité, cela indique un soutien local important. La difficulté majeure pour combattre ce mouvement est liée à son extrême décentralisation permettant à la trentaine de clans, tausug et yakan[106], qui en composent le noyau dur, d'agir d'une manière totalement autonome sur leurs territoires respectifs[107]. Ainsi, si l'émir meurt, des querelles de succession peuvent avoir lieu (et ce fut le cas après la mort d'Abdurajak en 1998), mais les unités locales poursuivent leurs activités.

La plupart des chefs d'Abu Sayyaf sont d'anciens commandants du *Moro National Liberation Front* mécontents de la position défendue par Misuari en faveur de l'autonomie. Les liens familiaux entre ces anciens commandants du MNLF et les commandants restés loyaux à Misuari, et donc alliés au gouvernement depuis 1996, sont encore très forts. Ainsi, par exemple, Radullan Sahiron était un commandant important du MNLF dans la région de Patikul (Sulu). Puis, convaincu par Abdurajak Janjalani, il devint un commandant Abu Sayyaf. En 1998, à la mort d'Abdurajak, Sahiron épousa sa veuve et prit les fonctions de chef d'état-major des Abu Sayyaf. En 2007, à la mort de Kadhafi Janjalani, il devint

[104] Robot n'avait pas l'aval de Kadhafi Janjalani pour l'opération Sipadan. Janjalani ne participa aux négociations. Robot fut tué dans une fusillade à l'intérieur de la prison de « haute sécurité » en 2005. Entretien avec le général Jose Almonte, 12 septembre 2004.

[105] Général Francisco N. Cruz, *Defeating Abu Sayyaf Group: The strong and urgent need for an ideological response*, Philippine Institute for Political Violence and Terrorism Research, Policy Brief n° 3, Quezon City, avril 2010, p. 5.

[106] Les Yakan sont le groupe musulman majoritaire sur l'île de Basilan (408 520 habitants dont 41 % Yakan, recensement 2007).

[107] Entretiens avec Inday Espina Varona, éditeur en chef du magazine *Philippine Graphic*.

l'émir du mouvement. Or, depuis des années, l'une des filles de Sahiron était mariée avec Tahil Sali, l'adjoint du chef du MNLF à Sulu (MNLF *Lupah Sug State Revolutionary Committee*). C'est pourquoi, Tahil Sali, à plusieurs reprises, protégea son beau-père contre les offensives militaires gouvernementales.

Dans le contexte de Sulu, et plus généralement des Philippines, la famille et le clan restent l'institution la plus importante. Un officier du renseignement peut ainsi dire que les liens entre les deux groupes « *sont plus personnels qu'idéologiques. Ce sont des liens fraternels. Particulièrement à Sulu, bastion du MNLF, ils sont tous de la même famille, c'est un important facteur*[108] ». La logique des liens familiaux se prolonge dans l'ensemble de la société de Sulu. Ainsi, le commandant Albader Parad, qui s'était fait connaître en kidnappant en 2008 la journaliste philippine Ces Drilon et son équipe de la télévision ABS-CBN puis en janvier 2009 trois membres de la Croix-Rouge internationale, était le neveu du chef des renseignements de la police provinciale de Sulu, Muhilmi Ismula. Comme certains analystes l'ont souligné, Parad n'aurait probablement pas réussi cette opération sans ses liens familiaux[109]. Le nom d'Abu Sayyaf est ainsi, répète-t-on souvent à Sulu, une étiquette, imposée par des agents extérieurs, qui n'a aucun sens localement. On ne se dit pas membre d'Abu Sayyaf mais loyal à tel commandant (pour des raisons familiales généralement), lequel commandant peut être étiqueté Abu Sayyaf par l'armée.

Lorsque la pression est importante (offensives militaires), des supporters de commandants Abu Sayyaf peuvent se transformer du jour au lendemain en membres du MNLF et ainsi devenir légitimes aux yeux de l'État. Cette mobilité entre le MNLF et les groupes se réclamant d'Abu Sayyaf explique en grande partie les fluctuations statistiques données par les militaires aux médias : d'environ 600 hommes au milieu des années 1990, les groupes Abu Sayyaf seraient passés à 1 270 hommes grâce aux rançons de Sipadan, puis furent estimés fin 2009 à environ

[108] Inday Espina-Varona, «Brothers in arms», *Philippine Graphic*, Makati, 28 février 2005, p. 25.
[109] Parad fut tué en février 2010. Il était encore un adolescent lors de la prise d'otages de Sipadan en 2000.

391 combattants[110]. Comment 391 combattants peuvent-ils contrôler 160 *barangay* (avec une moyenne de deux à trois combattants par village) ? Ce mystère n'a jamais été expliqué par les « experts » en terrorisme. L'armée ne donne pas les critères de ces chiffres et les médias ne les demandent jamais. Étant donné l'enchevêtrement clanique et familial entre les Abu Sayyaf et la société de Sulu, il semble parfaitement illusoire d'imaginer qu'un jour les Abu Sayyaf puissent disparaître, anéantis par la « guerre contre la terreur ». Ces groupes pourront changer de nom, mais les acteurs resteront. Peut-être qu'un jour, dans un futur plus ou moins proche, une administration philippine entamera des pourparlers de paix avec des chefs Abu Sayyaf plus raisonnables. L'administration qui prendra ce risque devra alors s'entourer de toutes les précautions nécessaires en matière de communication avec la population, les hommes politiques, les militaires et les autorités américaines. Mais pour l'instant, ce scénario de politique-fiction pourrait être interprété comme de la provocation. Certains sur place y songent pourtant.

Le mouvement Abu Sayyaf s'est aussi dès le début associé à des *balik islam* fondamentalistes. Les *balik islam* ou « retours à l'islam » (terme désignant les Philippins convertis à l'islam) avancent l'idée que la religion dominante des Philippines avant la colonisation espagnole était l'islam. Le phénomène prit de l'ampleur lorsque, dans les années 1970, l'administration Marcos lança sa politique volontariste d'émigration notamment vers l'Arabie saoudite dont les besoins en main-d'œuvre étaient et sont encore considérables. Pour des raisons variées (allant de la stratégie d'embauche à la quête spirituelle) des expatriés philippins se convertirent à la religion mahométane de leur pays d'accueil[111]. Ces *balik islam* sont estimés à 220 000[112].

---

110 Général Francisco N. Cruz, 2010, *op. cit.*, p. 4.

111 L'*International Islamic Relief Organization* (IIRO) dirigée par Jamal Mohammad Khalifa était, jusqu'en 2006, l'organisation la plus active en matière de conversion des Philippins tant en Arabie saoudite qu'aux Philippines. Khalifa fonda aussi en 1990 l'*International Relief and Information Center* (IRIC) dont l'objectif était de propager le « vrai » islam (wahhabisme) aux Philippines et de convertir les chrétiens. En 2006, le gouvernement philippin gela les avoirs de l'IIRO pour ses liens supposés avec Abu Sayyaf et d'autres groupes terroristes internationaux. Voir Rommel C. Banloi, « Transnational Islam in the Philippines », *in* NBR project report, *Transnational Islam in South and Southeast Asia:*

Si l'immense majorité d'entre eux sont de paisibles musulmans, tentant de vivre leur foi dans un pays majoritairement catholique, quelques fondamentalistes se sont alliés aux Abu Sayyaf. Ces alliances ne sont pas seulement idéologiques mais aussi matrimoniales. Ainsi, l'un des plus proches collaborateurs d'Abdurajak Janjalani était Juvenal Bruno (tué en 1999), un converti à l'islam de Cagayan de Oro City (Mindanao). Deux nièces de Bruno étaient mariées à deux chefs clefs du mouvement. La première, Zainad Lim Dungun, était mariée à Kadhafi Janjalani, frère d'Abdurajak. La seconde, Amina Lim Dungun, était l'une des femmes d'Abu Sulayman, porte-parole des Abu Sayyaf de 1998 jusqu'à sa mort en 2007[113]. Une troisième nièce, Lorraine Lim Dungon, était la femme d'Hilarion del Rosario Santos III alias Ahmed Santos, l'un des fondateurs en 2001 du *Rajah Solaiman Mouvement* (RSM) et de l'organisation *Fi Sabibilillah*. Cette organisation, basée sur une île au large de Pangasinan (Santos est d'une famille de riches propriétaires terriens de cette province) fit l'objet d'un raid en 2003 durant lequel la police découvrit un camp d'entraînement et une cache d'armes. En revanche, les membres du RSM se sont fait connaître par plusieurs attentats dont le plus meurtrier fut celui du Super Ferry 14, le 28 février 2004, qui tua 100 personnes[114]. Le poseur de la bombe, Redento Cain Dellosa, un *balik islam*, était un cousin des Janjalani par la branche maternelle des Montano d'Iloilo. Aux Philippines, et à Mindanao en particulier, comme le résume clairement un policier spécialiste du terrorisme : « *Si vous faites un arbre généalogique des principaux chefs du mouvement radical islamiste, vous obtiendrez quelque chose comme une toile d'araignée étroitement tissée*[115] ».

---

*Movements, Networks, and Conflict Dynamics*, The National Bureau of Asian Research, Seattle, avril 2009, p. 181.

[112] Vivienne SM Angeles, *The Middle East and the Philippines: Labor Migration and the Remaking of Philippine Islam*, Lassalle University, Manille, non daté, http://www.usna.edu/MiddleEast/AME/Papers/Vivienne%20Angeles%20Paper.pdf

[113] Inday Espina-Varona, 28 février 2005, *op. cit*., p. 24.

[114] Le groupe de Santos servit aussi, par exemple, d'agents de renseignements pour préparer l'enlèvement de Dos Palmas (Palawan) en 2001 effectué par Abu Sabaya.

[115] Inday Espina-Varona, 2005, *ibid.*, p. 24.

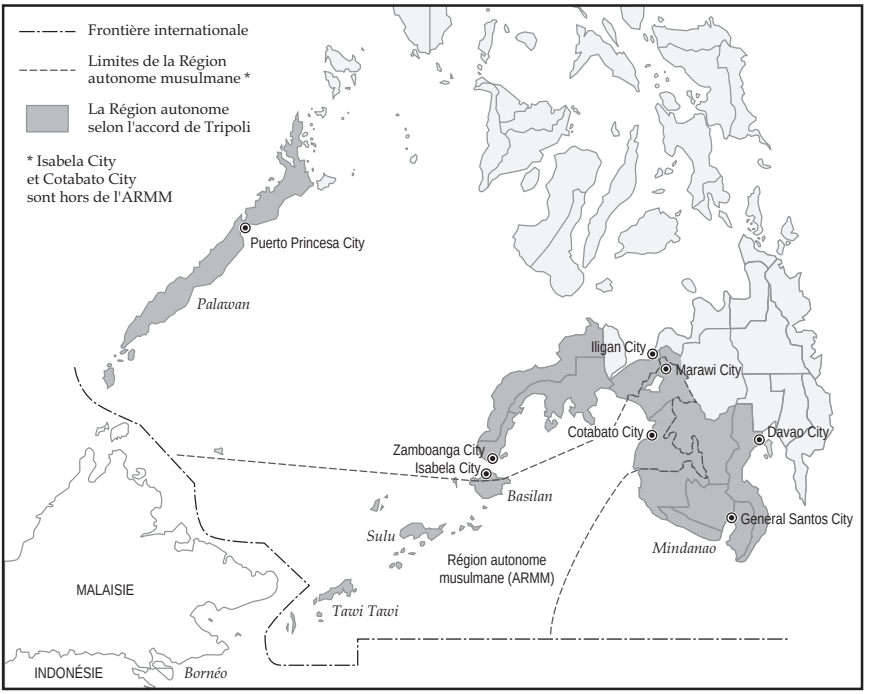
# 4 - L'autonomie de la *Bangsamoro* en question

## La Région autonome musulmane : une autonomie sous contrôle

L'embargo pétrolier imposé, fin 1973, par le roi Faysal d'Arabie saoudite aux pays qui soutenaient Israël (dont les Philippines) d'une part, et le refus du gouvernement américain d'aider militairement l'administration Marcos dans sa lutte contre le MNLF d'autre part, furent deux facteurs décisifs qui poussèrent le président Marcos à entamer des négociations de paix avec Nur Misuari[116], des négociations qui aboutirent à la signature du traité de Tripoli le 23 décembre 1976. Dans ce traité, il était décidé que le territoire de la nation moro, ou *Bangsamoro*, se composerait désormais de 13 provinces dont toutes les provinces de la région administrative IX (Basilan, Sulu, Tawi Tawi, Zamboanga del Sur, Zamboanga del Norte et toutes les villes) et de la région XII (Lanao del Norte, Lanao del Sur, Maguindanao, North Cotabato et Sultan Kudarat et les *cities*) ainsi que les provinces de Palawan, South Cotabato et Davao del Sur (carte 6).

[116] B. R. Rodil, *Kalinaw Mindanaw: The Story of the GRP-MNLF Peace Process 1975-1996*, Alternate Forum for Research in Mindanao (AFRIM), Davao City, 2000, p. 2-4. Marcos ne voulait pas internationaliser le conflit qu'il considérait comme une affaire à régler entre Philippins. Marcos ne fit donc pas appel aux États-Unis (qui auraient pu intervenir directement dans le conflit au nom de l'accord de défense de 1950 entre les deux pays) mais il voulait que ces derniers modifient le type de matériel transféré aux Philippines. Jusqu'à cette date, les transferts correspondaient à du matériel adapté à la lutte contre la contrebande et non à une révolution. Marcos se rendit par trois fois personnellement sur la base de Clark afin de faire pression sur la hiérarchie militaire américaine. Frustré par les refus américains, il lança son programme de développement d'une industrie d'armement basée à Bataan et demanda la renégociation des bases américaines. Le principal fournisseur d'armes des Philippines durant cette période était Israël. Les États-Unis ne voulaient pas s'aliéner leurs alliés des pays du Golfe dont l'Arabie saoudite. Les Philippines ne pèsent pas lourd dans ce jeu diplomatique américain (entretiens avec Merlin Magallona, ancien sous-secrétaire du département des affaires étrangères (2001-2002) et directeur du département de droit international à l'Université des Philippines).

**Carte 6 - L'accord de Tripoli (1976)
et la Région autonome musulmane (ARMM)**




L'accord, très général, donnait le droit aux musulmans d'établir leurs propres cours de justice basées sur la *sharia*, leurs écoles et universités, leurs propres systèmes administratifs, économiques et financiers (banque islamique) et de créer une force spéciale de sécurité régionale (police). Si l'exploitation des minerais et autres ressources naturelles restait de la compétence du gouvernement central, un pourcentage raisonnable des revenus était accordé à la Région autonome. Cependant, le dernier article (article 16), imposé par Marcos, autorisait le gouvernement philippin à rendre opérationnel cet accord seulement dans le cadre de la Constitution et du processus constitutionnel. L'article 16 permettait ainsi au président Marcos d'interpréter librement

l'application de l'accord. De fait, le 17 avril 1977, les habitants des 13 provinces étaient conviés à un référendum – une mesure qui allait à l'encontre de l'esprit de l'accord de Tripoli[117]. Les habitants des régions IX et XII devaient se prononcer sur l'unification de leurs deux régions afin de créer cette Région autonome unique demandée par l'accord de Tripoli. Les habitants des trois autres provinces furent interrogés sur leur volonté ou non de rejoindre cette nouvelle entité. Le choix de la population de répondre négativement à ces deux questions fut à l'origine de la création de deux régions dites autonomes (comprenant dix provinces) et du retour de la guerre avec le MNLF.

Les gouverneurs des deux régions autonomes n'ayant aucun pouvoir de décision, ils ne pouvaient qu'entériner les plans de développement économique décidés par le président Marcos et son gouvernement.

L'*Autonomous Region in Muslim Mindanao* (ARMM) fut créée en 1989 par l'administration Aquino et le Congrès (loi 6734[118]). Seules les quatre provinces majoritairement musulmanes de Lanao del Sur, Maguindanao (sauf Cotabato City), Sulu et Tawi Tawi, votèrent en faveur de leur autonomie à l'occasion du référendum de novembre 1989. Cette nouvelle entité, dont le territoire apparaît bien en deçà des conditions spécifiées par l'accord de Tripoli (13 provinces) et même des deux régions autonomes de Marcos (10 provinces), fut immédiatement boycottée par le *Moro National Liberation Front*. Il fallut attendre l'accord de paix signé le 2 septembre 1996 par le gouvernement Ramos et le MNLF pour que Nur Misuari acceptât de reconnaître l'ARMM et en devînt même le troisième gouverneur (1996-2001). L'accord de 1996 prévoyait, entre autres, l'expansion de l'ARMM et un renforcement de son autonomie dans le respect de la souveraineté nationale. Lors du référendum de

[117] Il est convenu, à l'origine, entre Kadhafi et Marcos, que le gouvernement intérimaire de la Région autonome comprenant le MNLF, et non le gouvernement central, ait la charge du référendum. Voir Marohomsalic, 2001, *op. cit.*, p. 237-238.

[118] La Constitution de 1987 prévoit aussi la création de la Région autonome de la Cordillère centrale de Luzon. Cependant lors du référendum de 1990, seule la province de Ifugao accepta l'autonomie. Lors du second référendum de 1998, seule la province d'Apayao vota positivement, les six autres provinces s'y opposèrent. L'ARMM est donc la seule région autonome des Philippines.

2001, seules la province de Basilan (sauf Isabela City) et Marawi City avaient opté pour leur intégration dans la Région autonome (voir carte 1). Le Congrès, de son côté, vota la loi 9054 censée intégrer tous les articles du traité de paix de 1996 et remplacer ainsi l'ancienne loi 6734. La plupart des analystes s'accordent sur l'échec de l'autonomie de la région : la dépendance financière vis-à-vis de l'État est sans doute la raison principale.

Une étude de 2007 montre qu'entre 2001 et 2005, la région a reçu plus de 76 milliards de pesos (plus d'un milliard d'euros, sans compter l'aide internationale[119]). Cette somme substantielle est pourtant trompeuse puisque si 35 % (26,9 milliards de pesos) sont directement versés par l'État à la région pour ses besoins opérationnels annuels, 40 % (30,7 milliards de pesos) sont transférés directement aux collectivités locales de l'ARMM (provinces, municipalités, *barangay*) au titre de *l'Internal Revenu Allotment* (IRA). En effet, depuis la loi de décentralisation de 1991, l'État reverse sous cette forme d'IRA, à toutes les collectivités locales du pays, 40 % de ses revenus liés aux taxes et impôts collectés à l'échelle nationale. Ces 30 milliards de pesos échappent donc au contrôle du gouvernement régional autonome et ce dernier se retrouve donc dans la situation paradoxale d'être moins bien doté financièrement que les collectivités locales qui le composent. 16 % (13 milliards de pesos) du total proviennent de l'État pour financer ses départements dont les programmes concernent l'ARMM (agriculture, etc.) et 3,4 % (2,6 milliards de pesos) sont versés aux députés de l'ARMM, sous la forme des fonds d'intervention parlementaires (*pork barrels*[120] ). Enfin, la région a reçu de l'État, durant cette période, 1,3 milliard de pesos (1,7 %) au titre des travaux publics et 1,8 milliards de pesos (2,3 %) au titre des taxes prélevées par l'État dans l'ARMM. Le produit de ces taxes a en effet été redistribué, sur le même principe que l'IRA, aux collectivités locales de l'ARMM (35 %), à la Région autonome

[119] Sur cette question et les données qui suivent : Emilia T. Boncodin and Teresita Quintos-Deles, *Towards Strenthening the Fiscal Capabilities of ARMM, a Policy Paper*, INCITEgov, 2007, p. 37-44.

[120] Les *pork barrels*, ou fonds d'intervention parlementaires, financent les projets des parlementaires (travaux publics, etc.) dans un but électoraliste. Le terme est originaire des États-Unis.

(35 %), l'État gardant la différence (30 %). Au total donc, l'État contrôle toujours 99,96 % des flux financiers de l'ARMM (hors aide internationale) et la région ne dispose dans les faits réellement que de 39 % de ces flux ; le 0,04 % (32 millions de pesos) restant correspond aux ressources propres de l'ARMM composées de taxes sur les véhicules et autres droits à payer.

En outre, 84 % du budget servent à payer les salaires des milliers de fonctionnaires, contractuels et consultants En l'an 2000, par exemple, l'*Autonomous Region of Muslim Mindanao* n'employait pas moins de 19 000 personnes et représentait de la sorte la première administration des Philippines, dépassant de loin toutes les administrations nationales[121]. Il ne reste donc qu'une part très faible (15 %) pour la maintenance des opérations (voyages officiels, fournitures de bureau, etc.) et surtout pour les investissements dans la région (1 %[122]). Ainsi, en 20 ans d'existence, la Région autonome s'est transformée en une agence de l'emploi (principal employeur de l'ARMM) mais n'a pas pu améliorer la situation de la population locale qui reste l'une des plus pauvres des Philippines. La région est devenue la « vache à lait » des clans au pouvoir, y compris du MNLF quand il l'exerça (gouverneur Nur Misuari 1996-2001 ; gouverneur Parouk Hussin 2001-2005). Le népotisme domine et les gouverneurs et leurs collègues ont mis au point de nombreuses stratégies pour détourner l'argent public. Le gouverneur Zaldy Ampatuan (2005-2009) et son père, Andal Ampatuan (gouverneur de la province de Maguindanao jusqu'en 2009) ont, par exemple, développé le système de *downloading* (téléchargement), un système qui existait déjà avant eux. Le *downloading* consiste pour l'ARMM, après avoir pris connaissance d'un projet étatique, à envoyer un intermédiaire auprès du haut fonctionnaire en charge du dossier et à négocier les « commissions » entre trois acteurs : fonctionnaire, intermédiaire et gouverneur. Les projets les plus lucratifs sont ceux des départements des travaux publics

[121] Marites Danguilan et Glenda M. Gloria, *op. cit.*, 2000, p. 78. Certains chiffres sont avancés pour 2009 : il y aurait au moins 29 000 employés et contractuels de nos jours. Une enquête est en cours sur ce sujet car il n'y a pas de statistiques fiables. De nombreux « employés » ne viennent au bureau que les deux jours du mois où ils reçoivent leur salaire (les Philippins reçoivent leur salaire le 15 et 30 du mois).

[122] Emilia T. Boncodin et Teresita Quintos-Deles, 2007, *op. cit.*, p. 45.

et de l'agriculture. Après ces tractations, il ne reste généralement que 40 % des fonds disponibles pour le projet. Depuis le massacre de Maguindanao du mois de novembre 2009 perpétré par les Ampatuan, une enquête est menée par le comité de l'audit (COA) pour savoir si la pratique du *downloading* a bien, avec le trafic de *shabu* notamment, été l'une des sources principales d'enrichissement du clan Ampatuan.

L'*Autonomous Region of Muslim Mindanao* est aujourd'hui totalement sous le contrôle de l'État et le peu de financement qui reste sous l'autorité de la région est détourné par les politiciens qui la gouvernent. Cette autonomie restreinte frustre tous les acteurs de la vie économique et politique de la région, renforçant les stéréotypes sur les Moro : ces derniers seraient incompétents pour gérer eux mêmes leurs propres affaires. Cet échec nécessite de repenser l'autonomie, sa définition et sa représentation. Les pourparlers de paix entre le gouvernement et le *Moro Islamic Liberation Front* ont ouvert la possibilité d'une nouvelle forme d'autonomie, la *Bangsamoro Juridical Entity* (BJE).

## La région *Bangsamoro Juridical Entity* (BJE)

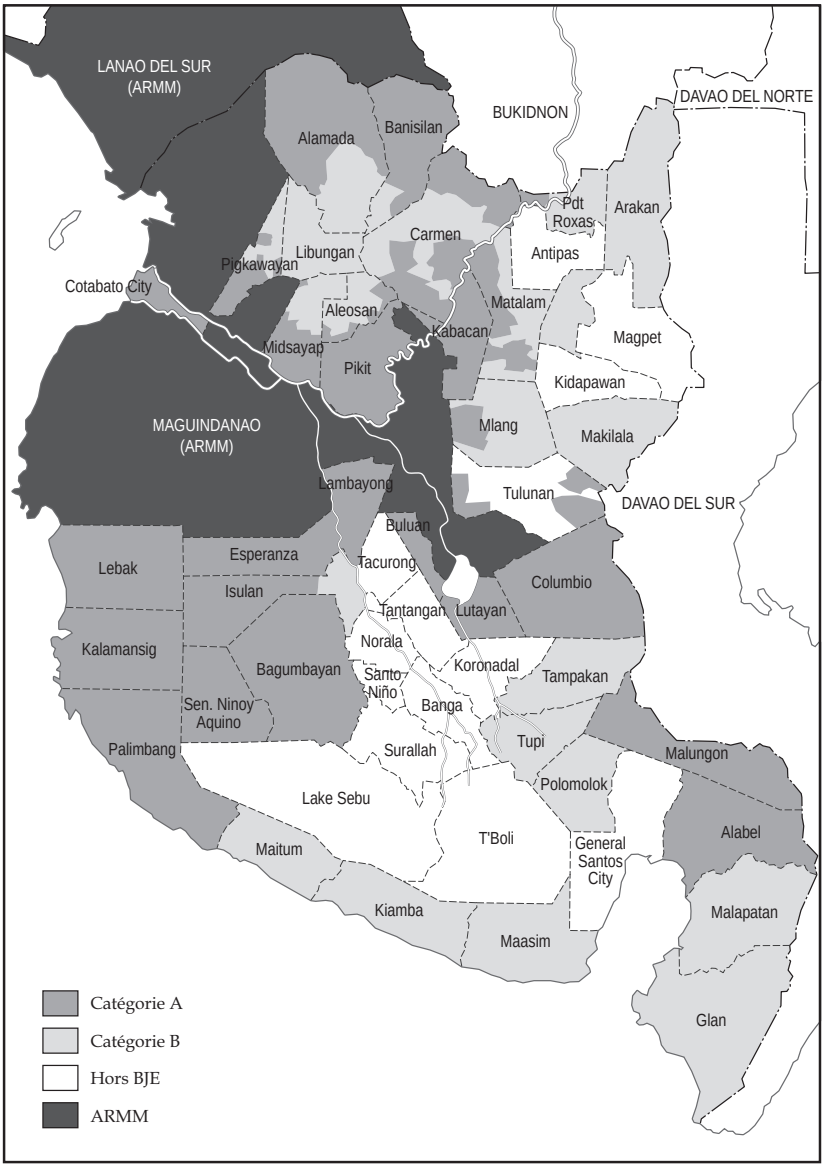
Dix années de négociations entre le MILF et le gouvernement philippin (1997-2007), entrecoupées par deux offensives militaires majeures (2000 et 2003), se sont soldées par un document clef, le *Memorandum of Agreement on the Ancestral Domain* (MOA-AD) du 5 août 2008. La nouvelle région autonome, la *Bangsamoro Juridical Entity* (BJE), se définissait jusqu'alors par son territoire terrestre et maritime. Le territoire terrestre se composait du noyau dur formé par l'actuelle *Autonomous Region of Muslim Mindanao* ainsi que de six municipalités de Lanao del Norte ayant opté, au référendum de 2001, de rejoindre la région autonome. À cela s'ajoutait 2 196 *barangay* (villages) contigus de l'ARMM. Ces *barangay* étaient divisés en deux catégories. Dans la catégorie A (737 villages), les habitants pouvaient se prononcer en faveur de leur intégration à la BJE, lors d'un référendum organisé dans l'année qui devait suivre l'accord final entre les deux parties. Les habitants des *barangay* de la catégorie B (1 459 villages) pouvaient s'exprimer en faveur de leur rattachement à la BJE après au moins 25 ans d'intenses

programmes de développement réalisés par l'État. Dans les deux cas, les référendums devaient être supervisés par les Nations unies. À ce territoire terrestre, dont la superficie dépendait des résultats des deux référendums, s'ajoutait le territoire maritime de la BJE. Ce territoire maritime suivait les principes internationaux du droit de la mer (UNCLOS), reconnaissant à la BJE le droit d'établir une zone maritime interne s'étendant jusqu'à 15 kilomètres de ses côtes et une zone maritime territoriale s'étendant au-delà des 15 kilomètres jusqu'aux *baselines* (ou lignes de base, délimitant la mer territoriale d'un État) de l'archipel[123].

Le document du 5 août 2008 définissait un nouveau principe de souveraineté partagée entre la BJE et l'État philippin. La BJE obtenait le contrôle de l'exploration, exploitation et production de toutes les ressources naturelles se trouvant sur son territoire terrestre et maritime. Concernant d'éventuelles découvertes de gaz et de pétrole, il était entendu que la BJE et l'État se partageraient les revenus selon la règle 75/25 en faveur de la BJE. Ainsi, contrairement à l'*Autonomous Region of Muslim Mindanao*, la BJE réussit à obtenir le contrôle de l'ensemble des ressources naturelles y compris les ressources stratégiques comme les hydrocarbures, les fleuves, les lacs, toutes les sources potentielles d'énergie et l'octroi et la révocation des concessions forestières, etc. L'ARMM n'avait aucun contrôle sur ces ressources stratégiques. Les représentants de la BJE avaient l'autorisation d'ouvrir des missions commerciales situées dans des pays étrangers amis des Philippines, et pouvaient dorénavant participer à des conférences internationales dont les thèmes étaient liés au territoire de la BJE. Enfin, il revenait également à cette dernière de mettre en place ses propres institutions politiques, économiques et financières, judiciaires, sa police et sa force de sécurité interne, etc.

[123] Voir l'article de Mary Ann Palma, « L'identité maritime », *in* William Guéraiche (dir.), *Philippines contemporaines*, Irasec-Les Indes savantes, Paris, à paraître.

## Carte 7 - La Bangsamoro Juridical Entity (BJE) dans le centre de Mindanao



L'administration Macapagal et le MILF, qui firent tous deux preuve d'une grande ouverture d'esprit (le MILF reconnaissait la souveraineté des Philippines, et l'administration acceptait de réfléchir au-delà de la Constitution), avaient jugé nécessaire de garder secret ce document avant la signature finale le 5 août 2008 à Kuala Lumpur (Malaisie). À la faveur d'une fuite, le texte fut finalement divulgué par les médias trois jours avant la signature, provoquant de nombreuses protestations. Au premier rang de ses opposants, il y avait les politiciens des provinces les plus affectées par le MOA-AD (voir carte 7), mais aussi l'opposition à l'administration Macapagal qui la soupçonnait de vouloir utiliser le MOA-AD pour manipuler la Constitution et rester au pouvoir. Face à ces protestations variées, le MOA-AD fut finalement temporairement enterré par une décision de la cour suprême saisie par les opposants. Les magistrats reconnaissaient la nécessité de trouver une formule qui pût régler le conflit dans le sud du pays, mais notaient que le principe de souveraineté partagée, reconnaissant officiellement un statut autonome dans l'État (pouvant peut-être un jour conduire à l'indépendance), n'était pas possible dans l'actuelle Constitution des Philippines. La cour suprême ne fermait donc pas les portes au principe même, mais il fallait d'abord amender la Constitution et non l'inverse.

Si ce texte fut donc momentanément rejeté par les hauts magistrats, il n'en demeure pas moins qu'il deviendra la référence de toutes les négociations à l'avenir.

Il est difficile d'imaginer que le MILF puisse accepter moins que ce que le MOA-AD proposait. La balle est donc dans le camp du gouvernement Aquino ou de ses successeurs pour ouvrir le dossier épineux de la révision de la Constitution et instaurer un système fédéral[124]. Les deux parties se doivent aussi de réaliser un dialogue

[124] Le mouvement citoyen pour une fédération des Philippines, dirigé par Jose V. Abueva (ancien président de l'université des Philippines) et le sénateur Aquilino Pimentel (Mindanao), propose un fédéralisme reposant sur les expériences de la Malaisie, de l'Inde, du Mexique, du Canada, de l'Australie et de l'Allemagne. Dans ce système fédéral, les Philippines seraient organisés en 11 États (dont la *Bangsamoro*) ayant tous les pouvoirs sauf ceux de la monnaie, défense, affaires étrangères, immigration, douanes, cour suprême, etc. L'idée d'une fédération des Philippines est ancienne (fin du XIX[e] siècle) mais s'est toujours

sérieux avec les habitants chrétiens, musulmans et les animistes (Lumad) potentiellement affectés par un accord de paix[125]. Ce manque de dialogue fut à l'origine du retour à la guerre entre août et décembre 2008. De leur côté, le MILF et le MNLF doivent impérativement s'unifier, car à terme, l'*Autonomous Region of Muslim Mindanao* doit disparaître, remplacée par la BJE ou une structure équivalente. Or, l'ironie est que Nur Misuari et le MNLF ont critiqué le projet de la BJE, considérant que le gouvernement devait d'abord honorer ses engagements liés à l'accord de paix de 1996. Misuari considérait, semble-t-il, la BJE plus comme une structure rivale de l'ARMM que comme un aboutissement des 40 ans de lutte moro commencée par son mouvement et terminée par le MILF.

## Les Lumad : les grands oubliés ?

En préambule du MOA-AD, les parties définissaient le peuple de la *Bangsamoro* comme étant composé non seulement de Moro mais aussi de tous les peuples indigènes habitant l'île de Mindanao, l'archipel de Sulu et Palawan au moment de la colonisation. Ainsi, les peuples indigènes non islamisés de Mindanao (Lumad) se voyaient imposer une nouvelle identité, sans même avoir été consultés. Plus inquiétant encore, le document reconnaissait que le droit de gouvernement du peuple de la *Bangsamoro* dérivait de l'autorité suzeraine des anciens sultanats musulmans, ces derniers ayant eu des territoires bien définis, des institutions politiques, des relations diplomatiques et commerciales, etc. comme les États modernes. Ce document ne faisait donc aucune référence aux institutions des Lumad, ni même à leurs territoires. Or, les quelque 110 groupes ethnolinguistiques au niveau national (dont les Lumad de Mindanao), qualifiés de minorités culturelles ou populations

heurtée aux « jacobins » peu enclins à laisser trop de pouvoir aux clans familiaux qui contrôlent les provinces.

[125] Il y eut des réunions d'informations de 2006 à 2008 organisées par le MILF et le gouvernement mais ces réunions se déroulèrent dans les universités de Mindanao et concernaient de petits groupes d'intellectuels. Les informations étaient générales et les villageois ne furent pas invités. De nombreux riziculteurs de la province de North Cotabato que nous avons interrogés ont ressenti un profond mépris de la part de l'administration Macapagal.

montagnardes (*Hill tribes*) ou peuples indigènes non musulmans, ont à leur disposition, depuis 1997, un outil législatif leur permettant de faire reconnaître leurs territoires ancestraux. Cette loi, l'*Indigenous People Rights Act* (IPRA), permet à ceux qui en font la demande, après une longue procédure complexe supervisée par la *National Commission of Indigenous Peoples* (NCIP), de recevoir un *Certificate of Ancestral Domain Titles* (CADT). Les titulaires d'un CADT, *via* un Conseil des anciens, peuvent contrôler, théoriquement, les ressources naturelles de leurs territoires, réguler l'entrée des migrants ou refuser des projets d'exploitation minière ou forestière entre autres exemples (selon le principe du *Free and Prior Informed Consent* ou accord réalisé librement et en toute connaissance de cause[126]). Autour de 3 millions d'hectares ont ainsi été délimités en CADT depuis 1997, profitant à plus d'un demi-million d'habitants au niveau national.

Les Lumad, affectés au plus haut point par le MOA-AD, ont donc protesté. Plus de 200 chefs (sur environ 500 recensés à Mindanao) se sont réunis à Cagayan de Oro à la fin du mois d'août 2008. Dans leur déclaration officielle, ils reconnaissaient le droit des Moro à l'autodétermination mais revendiquaient une identité séparée de la *Bangsamoro*[127]. En affirmant que Mindanao n'appartient pas qu'aux Moro, les *timuay* (chefs traditionnels) demandaient au gouvernement d'accélérer le processus de délimitation de leurs domaines ancestraux (pour les exclure de la future entité musulmane). Ils demandaient aussi à être réellement représentés dans les prochaines négociations. Cependant, tous les chefs traditionnels ne partageaient pas le même point de vue. Le terme Lumad est bien pratique car il regroupe 18 groupes ethniques de Mindanao et donne l'impression d'une unité (comme pour les Moro d'ailleurs) qui n'existe pas en réalité. Les chefs traditionnels sont divisés, non seulement sur les plans linguistique, culturel mais aussi clanique et idéologique. Leurs territoires sont convoités non seulement par l'État, les

[126] Théoriquement car la NCIP est souvent accusée, à tort ou à raison, par les ONG et autres organisations populaires (*People's Organisations*) de favoriser l'entrée des compagnies minières et forestières dans le territoire, en s'assurant que le Conseil des anciens lui est favorable.

[127] « The Cagayan de Oro Declaration on the Memorandum of Agreement on Ancestral Domain of the GRP-MNLF », Peace Panel, 27 août 2008.

compagnies minières et forestières mais aussi par les forces révolutionnaires de la *National People's Army* (NPA, bras armé du parti communiste). Les chefs appartenant à des ONG proches du parti communiste, comme l'organisation *Kalumaran*, soutenaient le projet car ils y voyaient la possibilité de l'autodétermination des Lumad au sein de la BJE. Bref, les chefs tribaux sont divisés et il n'existe pas de porte-parole des Lumad, mais de multiples voix estimant parler en leur nom.

Les autorités musulmanes, tant intellectuelles que politiques, argumentent que dans un passé préislamique, les populations tribales et les populations musulmanes de Mindanao ne formaient qu'un peuple. L'arrivée de Shariff Kabunsuan (vers 1515) et le début de l'islamisation des populations de Cotabato créèrent la fracture historique entre les deux peuples. Un chef local, Tabunaway, accepta l'islam et devint le descendant des Maguindanao. Son frère, Mamalu, à l'inverse, refusa la conversion, s'enfuit dans les montagnes et devint le descendant des populations animistes teduray et manobo. Non sans un certain aplomb, Mohagher Iqbal (alias Salah Jubair), chef de l'équipe des négociateurs du MILF, expliquait que le destin avait permis aux Moro de devenir « les grands frères » des peuples indigènes, ces derniers étant « les petits frères » ou protégés. Les Moro, ayant adopté l'islam, permettraient la naissance d'une civilisation et d'institutions inégalées dans l'ensemble des Philippines. De leur côté, les groupes tribaux, s'étant attachés à leurs terres, coutumes et croyances ancestrales, avaient donc besoin du bras protecteur du grand frère. De plus, protégés et protecteurs avaient passé, au cours du temps, des accords de paix appelés localement *Tampuda hu Balagen*, *Diyandi*, *Pakang*, *Sapa*, etc.[128]. Bref, les protégés devaient suivre leurs grands frères, et ne pas renier les accords conclus par leurs ancêtres.

Cette belle histoire, racontée régulièrement dans les forums consacrés au processus de paix, est silencieuse sur certains aspects de l'histoire des relations entre les protégés et les protecteurs. La principale omission concerne, bien sûr, les raids effectués dans les villages des

[128] Salah Jubair, *The Long Road to Peace: Inside the GRP-MILF Peace Process*, Institute of Bangsamoro Studies, Cotabato City, 2007, p. 101-103.

« protégés » par les « protecteurs » des sultanats de Maguindanao et Buayan, dans le but de capturer des esclaves, à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle. Ce contentieux entre les deux groupes n'est pas si lointain. Comme le notait Rudy B. Rodil, un spécialiste des Lumad et, ironiquement, un membre de l'équipe des négociateurs du MOA-AD du côté du gouvernement, le folklore des Teduray et Manobo considère les Moro comme leurs véritables ennemis[129]. Le père Albert Alejo, spécialiste des Lumad à l'université d'Ateneo de Davao, confirme la difficulté de faire asseoir à une même table des Lumad et des Moro pour discuter des questions de paix et de territoires ancestraux, tant la mémoire collective des premiers est encore douloureuse[130].

Les territoires des Lumad sont l'objet d'un enjeu considérable qui n'a pas échappé au MILF. Mohagher Iqbal lui-même, dans son ouvrage, décrit les territoires des « protégés » comme la dernière frontière contenant la plupart des richesses naturelles du pays, suscitant l'envie[131]. Bien sûr, il accuse le gouvernement de vouloir manipuler les minorités culturelles afin d'accaparer leurs ressources. L'accusation peut, cependant, être renvoyée au MILF, qui sans ces territoires n'aura juridiction que sur des espaces maritimes restreints et des espaces terrestres peu pourvus en matières premières. L'exploration pétrolière n'en est qu'à ses débuts dans la mer de Sulu et, dans la région du marécage de Ligawasan (province de Maguindanao[132]), a été arrêtée en l'an 2000, pour des

[129] Rudy B. Rodil, *Whose Ancestral Domain is Mindanao-Sulu and Palawan?*, Lecture à la 13e session annuelle d'été sur les cultures de Mindanao et de Sulu, Dansalan College Foundation Inc, Marawi City, 8 mai 1987.

[130] Conversations avec Albert Alejo SJ, 10 novembre 2008.

[131] Salah Jubair, 2007, *op. cit.*, p.108. Les régions lumad de Mindanao ont les principales réserves d'or, argent, plomb, zinc, cuivre, nickel, etc. Le gisement de Tampakan (South Cotabato), par exemple, situé sur le territoire ancestral des Blaan (groupe Lumad de la province de South Cotabato), est la plus grande réserve polymétallique d'Asie. L'exploration n'en est qu'à ses débuts.

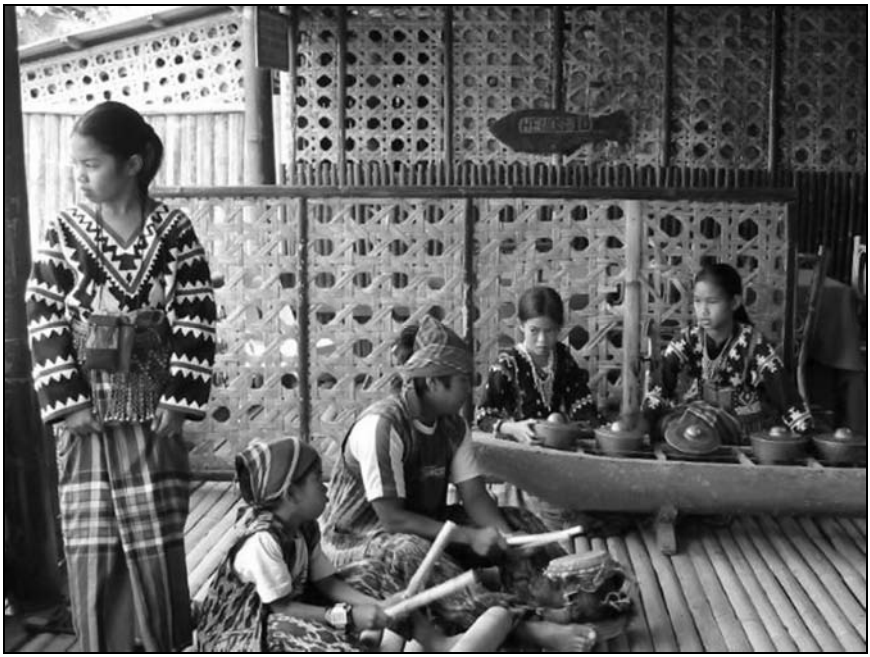
[132] Il existe un mythe, amplifié par les jeunes officiers rebelles ayant dirigé la mutinerie d'Oakwood, selon lequel l'administration Macapagal aurait lancé les opérations militaires contre le MILF en 2003 pour prendre le contrôle du marécage supposé regorger de gaz. En fait, il n'y a jamais eu de recherches pétrolières dans ce marécage contrôlé par le MILF. Les premières recherches, commencées en 1994, concernent un forage dans la municipalité de Sultan Sa Barongis (Maguindanao) située près du marécage. Ce forage n'a pas donné d'indices gaziers mais pétroliers. Malheureusement, la compagnie nationale PNOC dut

raisons de sécurité. Depuis 2009-2011, les représentants du MILF font une offensive de charme à destination des Lumad, leur promettant de régler leurs problèmes dès que la *Bangsamoro* obtiendra son autonomie. Comme l'expliquait, en 2006, Abhoud Syed Lingga, directeur de l'Institute of Bangsamoro Studies et membre du MILF : « *Le MILF n'a aucune revendication sur les territoires ancestraux des Lumad, mais nous n'aurons qu'une autorité politique sur ceux-ci*[133] ». Les Lumad doivent donc rester des protégés (*sakop* en maguindanao qui peut aussi se traduire par « vassal ») sous la suzeraineté des Moro... Le MOA-AD a donc ravivé une mémoire collective encore émotionnellement forte.

Le territoire ancestral des *Tboli* (Lumad) au lac Sebu
dans la province de South Cotabato (2009).

cesser ses activités d'exploration en l'an 2000, pour des raisons de sécurité. La population est persuadée de dormir sur un fabuleux gisement de gaz car il y a de temps à autre des émanations de méthane qui s'enflamment, comme dans les grands marécages. Mais pour l'heure, le marécage est une source de biodiversité extraordinaire protégée par un parc national (présence du crocodile philippin) et source d'alimentation fondamentale pour les habitants des provinces de Maguindanao, North Cotabato et Sultan Kudarat.

[133] http://www.mindanews.com/index.php?option=com_content&task=view&id=576



De jeunes *Tboli* en costumes traditionnels (Lac Sebu, province de South Cotabato, 2009).

## Conclusion

Les migrations massives spontanées d'après-guerre sur Mindanao coïncidèrent avec le développement d'un islam militant, s'alimentant de courants islamiques et marxistes maoïstes, favorisé par les échanges internationaux avec le Moyen-Orient et le développement de bourses d'études à Manille. Les élites traditionnelles furent essentielles dans la formation des organisations révolutionnaires. Les jeunes radicaux autour de Misuari fondèrent leur propre structure clandestine au sein même du *Bangsa Moro Liberation Front*. Si les schismes et les cooptations du mouvement révolutionnaire moro purent, à court terme, réduire la dynamique de violence sur le terrain, ils contribuèrent aussi à rendre plus complexes les solutions de paix. Le *Moro National Liberation Front*

s'était rangé du côté du gouvernement en 1996 mais ce dernier ne pouvait pas répondre à toutes ses demandes sous peine de ne plus rien avoir à négocier avec l'organisation rivale, le *Moro Islamic Liberation Front*[134]. L'Organisation de la conférence islamique tente, depuis la fin des années 1970, de pousser les deux mouvements à s'unifier, mais sans résultat concret. Par ailleurs, ces schismes et ces cooptations générèrent l'apparition de mouvements violents, qualifiés de terroristes, mais en marge, aussi, de la grande criminalité. Ces groupes se réclamant de l'obédience séparatiste Abu Sayyaf se satisferont-ils des résultats obtenus par un éventuel accord entre le *Moro Islamic Liberation Front* et le gouvernement ? Ou bien garderont-ils leur volonté séparatiste ? Une chose est certaine, évidente, mais trop souvent oubliée, les accords de paix ne pourront aboutir sans un dialogue constant avec les populations concernées par les projets. S'il est normal de garder confidentielles les discussions entre les négociateurs, il est aussi nécessaire, au bout d'un certain temps, de communiquer, non pas seulement avec les intellectuels des universités, mais aussi avec les simples *tao* (gens) dont la vie quotidienne pourrait être radicalement transformée. La communication ne règle pas tout mais peut éviter de se retrouver dans une impasse.

[134] Depuis le début du mois d'octobre 2011, le *Moro Islamic Liberation Front* s'est lui même divisé avec l'exclusion du commandant Ameril Kato. Ce dernier dirige plusieurs milliers d'hommes dans le centre de Mindanao et s'oppose, depuis le fiasco de la BJE en 2008, aux pourparlers de paix entre le MILF et le gouvernement. Gardant la ligne dure du séparatisme, Kato a fondé le *Bangsamoro Islamic Freedom Movement* (BIFM) et son bras armé, les *Bangsamoro Islamic Freedom Fighters* (BIFF). Le commandant Kato est un *ustadz* ayant fait ses études théologiques en Arabie saoudite. Jusqu'au milieu des années 1990, il prêchait dans les écoles coraniques de Davao avant de rejoindre le MILF. Il a 67 ans (en 2011).

La renaissance de l'islam à travers l'architecture des lieux de pouvoir :
la nouvelle mairie de Cotabato City (2009).

Le palais du gouverneur de la province de Sultan Kudarat (2009).

Deuxième partie

# Clans et violences

Le conflit entre le gouvernement philippin et les différentes factions rebelles musulmanes (*Moro National Liberation Front* (MNLF), *Moro Islamic Liberation Front* (MILF), etc.) monopolise la scène médiatique. Dans le contexte de la guerre contre la terreur menée par le président Bush, les ONG, les médias philippins et internationaux interprètent chaque événement violent survenant sur Mindanao à l'aune du séparatisme et du terrorisme. Pourtant, le massacre de 60 personnes perpétré le 23 novembre 2009 dans la province de Maguindanao n'impliquait pas les factions rebelles traditionnelles mais bel et bien deux clans alliés du gouvernement (les Ampatuan et les Mangudadatu) qui rivalisaient pour le contrôle politique de la province. Les éruptions de violence qui jalonnent le processus de paix entre le *Moro Islamic Liberation Front* et le gouvernement depuis 2003 et violent le cessez-le-feu, ne peuvent s'expliquer uniquement par l'action des deux parties en conflit. Le comité central du MILF prend généralement bien soin d'expliquer que l'action violente d'un de ses commandants est en réalité un acte personnel. Enfin, une enquête d'opinion, financée par l'USAID (organisme de coopération dépendant du département d'État américain) en 2002 auprès de simples citoyens de la Région autonome musulmane (*Autonomous Region of Muslim Mindanao* ou ARMM) et des provinces limitrophes, montrait que pour la majorité des habitants le risque majeur était celui d'être pris dans une *rido* ou guerre de clans[135]. Bien sûr, il ne

[135] USAID and The Asia Foundation, *The Big and Silent Killer : Getting to the Bottom of Rido, Conference*, Mandarin Oriental hotel, Manille, 15 juin 2005. 800 personnes participent à ce

s'agit pas de minimiser l'importance du conflit régional, ni même d'en gommer les aspects idéologiques au profit de querelles entre clans, mais une analyse locale de la violence est nécessaire pour comprendre les rapports de force entre les acteurs et leurs impacts régionaux. Quels sont donc les liens entre ces conflits localisés et le conflit régional qui sévit depuis près de 40 ans sur une partie de Mindanao et de Sulu ? Comment ces conflits locaux agissent-ils sur le conflit régional et à l'inverse, comment ce dernier complique-t-il les rivalités entre les clans ? Comment commencent-ils puis s'amplifient-ils au risque d'impliquer les forces majeures que sont les factions rebelles et l'armée ? Comment peuvent-ils être contenus, ou mieux, évités ? Une approche statistique est nécessaire pour avoir une vision globale du phénomène. L'étude des violences à Mindanao impose en outre de changer d'échelle pour comprendre comment les conflits peuvent être résolus.

## Les *rido* en question

Le terme *rido*[136] est utilisé par les Maranao, les Iranum et les Maguindanao lorsque l'amour-propre d'une personne, sa fierté, son intégrité ont été blessés, violés ou niés par une autre personne à un point tel (ou perçu comme tel) que la victime n'a pas d'autre choix que de se venger. Ces notions d'honneur sont intégrées dans les concepts de *maratabat* chez les Maranao ou *kanaman* chez les Maguindanao. Plusieurs anthropologues ont tenté de définir cette notion très complexe de *maratabat*. Par exemple, Madale notait que ce terme, dérivé de l'arabe, signifie le rang, l'honneur ou le prestige au sein de la société maranao. De même, Mednick considère que le *maratabat* correspond à l'honneur lié au prestige d'une position et à la susceptibilité liée au rang. Par

sondage dont 500 résidant dans l'ARMM et 300 dans les provinces limitrophes affectées par le conflit. 74 % des personnes interrogées vivent en milieu rural et sont pauvres. Leur expérience de la violence est répartie de la manière suivante : violences entre chrétiens et musulmans (12 %), entre le MILF et l'armée (12 %), entre le MNLF et l'armée (9 %), entre Abu Sayyaf et l'armée (5 %) soit un total de 38 % pour des violences liées à des conflits idéologiques. À l'inverse, 44 % des personnes interrogées ont l'expérience de violences liées à des conflits entre familles et clans musulmans.

136 Le terme utilisé par les Tausug de Sulu est *pagbanta*, *kontara* chez les Yakan, ou *lido* chez les Higaonon de Bukidnon.

extension, lorsque le *maratabat* d'un individu est en jeu, c'est l'ensemble de son clan qui est affecté. Si par malheur une *rido* s'ensuit pour laver l'affront, tous les membres de la famille se retrouvent impliqués. L'honneur de la famille est en jeu et comme l'explique une jeune femme maranao : « *Vous devez toujours vous assurer que l'étendard de la famille flotte fièrement* ». Ces vendettas forment donc un système cyclique de vengeance alimentée par une alternance de représailles et contre-représailles, entre au moins deux clans. Si la *rido* ne s'arrête pas, elle peut se transmettre de génération en génération. Pour Bartolome, trois facteurs sont à retenir pour qu'un clan se lance dans une *rido* : le clan doit être démographiquement important et être suffisamment armé ; le clan particulièrement attaché à la tradition, notamment sur la hiérarchie des titres nobiliaires, serait plus susceptible d'avoir des réactions violentes liées au *maratabat* ; enfin, plus le clan est religieux, moins il se laisserait aller à ce type de débordements[137]. Les *rido* surviennent quand un politicien utilise son réseau familial (et/ou par alliance avec d'autres clans), une armée privée (ou des groupes paramilitaires, rebelles) et qu'il est influencé plus par les traditions préislamiques que par sa foi en l'islam[138].

## 1 - Quelle est l'ampleur du phénomène ?

Si les *rido* furent décrites par des anthropologues travaillant sur Sulu, Lanao del Sur ou Maguindanao[139], il était cependant impossible de se faire une idée de l'ampleur du phénomène par manque de statistiques et de recherches sur le terrain. Il fallut attendre la première étude[140] de cette question par des universitaires de Mindanao, publiée en 2007, et

[137] Claribel D. Bartolome, « Maratabat et Rido, implications for peace and national development », *Mindanao Journal*, XXVII, Marawi City, 2004, p. 2, 19 et 61.
[138] Les *rido* sont une pratique préislamique condamnée par l'islam.
[139] Voir par exemple: Thomas Kiefer, *The Tausug: Violence and Law in a Philippine Moslem Society*, Holt, Rinehart and Winston Inc, New York, 1972, et Mamitua Saber, « The Maratabat of the Maranao », *in* Peter G. Gowing et Robert D. McAmis (dir.), *The Muslim Filipinos*, Solidaridad Publishing House, Manille, 1974, p. 230-234.
[140] Wilfredo Magno Torres III (éd.), *Rido: Clan Feuding and Conflict Management in Mindanao*, The Asia Foundation, USAID, Makati City, 2007, 348 p.

donc les premières statistiques sur les *rido*. Ainsi, la recherche est-elle récente (une première base de données a été mise sur Internet, permettant de se faire une idée de la question).

## Géographie des *rido*

Les cinq provinces formant l'*Autonomous Region of Muslim Mindanao* cumulent 889 *rido* soit 60 % de l'ensemble des cas recensés par les chercheurs (tableau 6).

**Tableau 6 - Répartition par province des *rido* (2008)**

| Provinces | Nombre de *rido* | % |
|---|---|---|
| **ARMM** | | |
| Basilan | 60 | 4,08 |
| Lanao del Sur | 389 | 26,46 |
| Maguindanao | 255 | 17,35 |
| Sulu | 158 | 10,75 |
| Tawi Tawi | 27 | 1,84 |
| **Autres provinces** | | |
| Bukidnon | 17 | 1,16 |
| Davao city | 1 | 0,07 |
| Lanao del Norte | 186 | 12,65 |
| Misamis Oriental | 2 | 0,14 |
| North Cotabato | 66 | 4,49 |
| Sultan Kudarat | 24 | 1,63 |
| Zamboanga del Norte | 73 | 4,97 |
| Zamboanga del Sur | 131 | 8,91 |
| Zamboanga Sibugay | 81 | 5,51 |
| **Total** | **1470** | **100** |

Source : http//ridomap.com

À une échelle plus fine, les résultats sont encore plus spectaculaires. Pas une municipalité des provinces de Sulu ou Lanao del Sur, par exemple, n'échappe au phénomène. En fait, chaque municipalité cumule un nombre parfois considérable de vendettas sur son territoire (tableau 7). La municipalité de Marantao, province de Lanao del Sur, détient le record de 29 *rido*. La majorité des municipalités de Lanao del Sur et Sulu doit affronter entre 5 et 15 *rido* chacune.

**Tableau 7 - Fréquence des *rido* dans les municipalités des provinces Lanao del Sur et de Sulu (2008)**

| *Rido* par municipalité | Lanao del Sur | Sulu |
|---|---|---|
| +20 | 1 | 0 |
| 15-20 | 4 | 1 |
| 10-15 | 15 | 5 |
| 5-10 | 12 | 7 |
| 1-5 | 9 | 5 |
| 0 | 0 | 0 |

Source : http//ridomap.com

Comme le montre le tableau 8, ces guerres de clans n'ont pas cessé voire sont récurrentes[141] (870 cas soit près de 60 % du total). Là encore, la région autonome se démarque des autres provinces en cumulant 541 cas actifs ou récurrents (62 %).

[141] Par récurrence, nous entendons un conflit qui dans le passé fut considéré comme réglé selon les coutumes locales mais qui pour une raison ou une autre est réactivé.

**Tableau 8 - État d'activité des *rido* (2008)**

| Provinces | Résolu | Actif | Récurrent |
|---|---|---|---|
| **ARMM** | | | |
| Basilan | 21 | 35 | 4 |
| Lanao del Sur | 89 | 300 | 0 |
| Maguindanao | 143 | 104 | 8 |
| Sulu | 83 | 68 | 7 |
| Tawi Tawi | 12 | 15 | 0 |
| **Autres provinces** | | | |
| Bukidnon | 1 | 16 | 0 |
| Davao city | 1 | 0 | 0 |
| Lanao del Norte | 80 | 104 | 2 |
| Misamis Oriental | 1 | 1 | 0 |
| North Cotabato | 10 | 55 | 1 |
| Sultan Kudarat | 7 | 14 | 3 |
| Zamboanga del Norte | 34 | 39 | 0 |
| Zamboanga del Sur | 85 | 46 | 0 |
| Zamboanga Sibugay | 33 | 48 | 0 |
| **Total** | **600** | **845** | **25** |

Source : http//ridomap.com

La grande majorité de ces conflits débute après le retour à la démocratie et surtout à partir de 2000 (tableau 9). Les chiffres peu élevés des périodes coloniales et postcoloniales s'expliquent sans doute par le fait que les personnes interrogées n'ont en mémoire que les conflits les plus récents. D'autre part, nombre d'incidents dans le passé ont été considérés comme des formes de résistance contre l'État philippin alors même qu'à la source il y avait une vendetta (comme ce fut le cas avec Hadji Kamlon, par exemple).

**Tableau 9 - Les *rido* dans le temps**

| Périodes | Nombre de *rido* |
|---|---|
| Période coloniale (1900-1939) | 1 |
| Occupation japonaise (1940-1944) | 1 |
| Indépendance à loi martiale (1945-1972) | 26 |
| Loi martiale (1972-1986) | 94 |
| Retour à la démocratie (1986-1999) | 435 |
| 2000 à 2008 | 628 |
| **Total** | **1 185** |

Source : http//ridomap.com

La Région autonome musulmane cumule donc le double handicap d'être à la fois le théâtre du conflit régional et la zone de plus forte prévalence de ces vendettas. De plus, si l'on regarde la question sous l'angle ethnique, dans les provinces voisines de l'*Autonomous Region of Muslim Mindanao*, la plupart de ces vendettas concernent des groupes ayant la même affiliation ethnique. Ainsi, sur 164 cas recensés dans la province de Lanao del Norte, 118 sont des *rido* entre Maranao (tableau 10).

**Tableau 10 - *Rido* et ethnicité dans la province de Lanao del Norte (2007)**

| Affiliation ethnique | Nombre de *rido* |
|---|---|
| Maranao vs Maranao | 118 |
| Visayas vs Maranao | 30 |
| Visayas vs Visayas | 4 |
| Higaonon vs Maranao | 9 |
| Maranao vs Iranum | 2 |
| Ilonggo vs Waray | 1 |
| **Total** | **164** |

Source : Jamail A. Kamlian, « Survey of feuding Families and Clans in Selected Provinces in Mindanao », *in* Wilfredo Magno Torres III (éd.), *Rido: Clan Feuding and Conflict Management in Mindanao*, The Asia Foundation, USAID, Makati City, 2007, p. 45.

Le même phénomène se retrouve dans les provinces de Zamboanga del Sur, Zamboanga Sibugay, North Cotabato ou Sultan Kudarat où l'immense majorité des cas concerne des conflits entre Maguindanao ou entre les Maguindanao et un autre groupe musulman (95 %, 72 %, 77 %, 83 % respectivement[142]). Somme toute, ces résultats peuvent être considérés comme contre-intuitifs dans la mesure où l'essentiel de la littérature sur Mindanao, locale ou étrangère, s'est focalisée sur les conflits entre les migrants des Visayas et de Luzon et les populations musulmanes, en occultant totalement les conflits entre musulmans.

## Quelles sont les causes ?

Le tableau 11 montre que la principale cause est liée à des conflits agraires (25 % des causes). Moctar Matuan note que de nombreux propriétaires dans la province de Lanao del Sur n'ont jamais enregistré leurs terres selon le système juridique en vigueur. Lorsque leurs enfants héritent de ces terres, de nombreux conflits se développent à propos des limites de parcelles. Dans nos recherches concernant les provinces de Maguindanao et North Cotabato, le problème agraire se pose différemment. Dans nombre de cas, la population avait fui son *barangay* durant les combats entre le MNLF et l'armée dans les années 1970. Lorsque la situation se stabilisa dans les années 1980-1990, les propriétaires revinrent mais découvrirent que leur place était prise par d'autres groupes (cf. exemple de Midsayap plus loin).La seconde cause est liée aux élections (18 %). Ce phénomène n'est pas unique à Mindanao, les autres provinces des Philippines ayant leur cortège de victimes avant, pendant et après les élections. Selon Moctar Matuan, le principal facteur qui exacerbe les rivalités politiques au niveau local est la loi de décentralisation de 1991 permettant aux *barangay* (villages) de recevoir l'*Internal Revenu Allotment* (I.R.A.). Jusqu'à cette loi, personne n'était intéressé par le poste de *barangay captain* (chef de village). De nos jours, la compétition est vive et des membres d'une même famille

[142] Jamail A. Kamlian, 2007, *op. cit.*, p. 45.

**Tableau 11 - Les causes initiales des *rido* (2008)**

| Causes des *rido* | Nombre de *rido* | % |
|---|---|---|
| 1. Problèmes agraires/environnement | | |
| Compétition pour ressources naturelles | 14 | 0,95 |
| Conflit sur la terre | 373 | 25,37 |
| Entrée dans une propriété sans permission | 3 | 0,20 |
| 2. Politique | | |
| Élections | 266 | 18,10 |
| 3. Offenses liées aux femmes | | |
| Crimes et offenses contre les femmes (viols) | 181 | 12,31 |
| Mariages/fugues | 20 | 1,36 |
| 4. Offense au *maratabat*/honneur | 163 | 11,09 |
| 5. Crimes/délinquance | | |
| Vols de troupeaux | 22 | 1,50 |
| Vols de voitures | 2 | 0,40 |
| Drogue | 30 | 2,04 |
| Extorsion de fonds | 2 | 0,14 |
| Kidnapping | 8 | 0,54 |
| Meurtre | 45 | 3,06 |
| Cambriolage | 23 | 1,56 |
| Embuscade | 5 | 0,34 |
| Petits larcins | 16 | 1,10 |
| 6. Finances/affaires | | |
| Affaires commerciales | 11 | 0,75 |
| Dette | 12 | 0,82 |
| Jeu | 9 | 0,61 |
| Problèmes d'argent | 12 | 0,82 |
| 7. Comportement individuel | | |
| Accusation | 18 | 1,22 |
| Menaces graves | 18 | 1,22 |
| Mauvaise conduite | 10 | 0,68 |
| Rancune | 19 | 1,29 |
| Représailles | 22 | 1,50 |
| 8. Autres | | |
| Accidents | 24 | 1,63 |
| Blessures physiques | 65 | 4,42 |
| 9. Causes inconnues | 69 | 4,70 |
| **Total** | **1 470** | **100** |

Source : http//ridomap.com

peuvent s'entredéchirer pour cette fonction[143]. L'atteinte au *maratabat* n'arrive qu'en quatrième position car il est compris dans son sens strict, comme une insulte verbale, un manque de respect, etc. En fait, l'ensemble des causes peut être atteinte au *maratabat* : un vol, une atteinte à la chasteté, un accident sont autant d'éléments qui peuvent blesser l'honneur d'une personne. L'exemple suivant, situé dans un milieu multiculturel, montre la dynamique conflictuelle locale et ses interconnections avec le conflit régional. Si les statistiques précédentes tendent à prouver que les *rido* sont une affaire concernant essentiellement les clans musulmans, l'exemple de Midsayap présente une situation concrète plus complexe. Les causes ne sont pas religieuses mais liées à des conflits fonciers.

## 2 - Du conflit foncier à la guerre généralisée : le cas de Midsayap en 2007

### Un fait divers presque banal

La municipalité de Midsayap (123 324 habitants, province de North Cotabato, voir carte 1B) est très majoritairement peuplée par des populations chrétiennes venues des Visayas au cours des différentes vagues de migration contemporaines (les Ilongo et les Cebuano forment 73 % de la population). La minorité musulmane maguindanao (27 %) est concentrée dans la moitié sud de la municipalité, sur les vieux territoires du sultanat de Buayan et le long du fleuve Pulangi. Les gros villages du sud de Midsayap sont musulmans.

La ligne de démarcation des deux groupes ethnicoreligieux traverse le *barangay* Rangaban d'où partent des incidents. Ce *barangay* de 1 877 habitants, reposant sur une économie rizicole, est composé à 46 % de *Maguindanao*. L'équilibre démographique entre les deux groupes confessionnels est donc presque parfait.

[143] Moctar I. Matuan, *Inventory of Existing Rido in Lanao del Sur (1994-2004)*, *in* Wilfredo Magno Torres III (dir.), *Rido: Clan Feuding and Conflict Management in Mindanao*, The Asia Foundation, USAID, Makati City 2007, p. 79.

Plaine de Midsayap (province de North Cotabato, 2007).

Un fait divers, presque banal, en cette saison des moissons, est à l'origine d'événements qui ont bien failli stopper les négociations entre le gouvernement et le *Moro Islamic Liberation Front* et plonger Mindanao une nouvelle fois dans la guerre. Le 25 janvier 2007, un riziculteur de Rangaban découvrait qu'une grande partie de son riz récolté la veille avait été volée dans la nuit. Le riziculteur, membre des *Civilians Volunteers Organization* (CVO, groupe paramilitaire), appela une dizaine de ses collègues à l'aide. Le groupe se dirigea alors vers la maison d'Uri Sugod, dans le *sitio* (hameau) de Tabuboc. Uri Sugod était lui aussi riziculteur, membre actif du MILF. Pour les CVO, il ne faisait aucun doute que Sugod était coupable dans la mesure où sa maison était la plus proche du lieu du délit. De plus, les voisins étaient en conflit au sujet d'une parcelle de terre. Au lieu de prévenir la police de Midsayap et de demander une enquête sur le vol, les CVO préférèrent se faire justice et punir directement le prétendu coupable. Cependant, le long du chemin, le groupe tomba dans une embuscade tendue par une dizaine d'hommes dirigés par Samal Masgal. Ce dernier était un ancien chef du

MILF, expulsé du mouvement dans les années 2004-2005 à cause de ses activités criminelles et de son refus d'obéir aux ordres du comité central (l'enquête montrera plus tard qu'il était le véritable coupable du vol de riz). Il était considéré, tant par le MILF que par l'armée, comme le chef d'un groupe *indépendant*. Une fusillade éclata entre les deux groupes et l'un des CVO fut tué, un autre blessé grièvement. Ensuite les événements se précipitèrent.

## L'armée et le *Moro Islamic Liberation Front* entrent dans la danse

De retour chez eux, les CVO alertèrent les autorités policières et militaires, en modifiant la version des faits à leur avantage. Dans cette version, les miliciens se rendaient sur leurs parcelles de terre lorsque soudainement, ils furent attaqués par une force d'une centaine d'hommes du MILF dirigés par les commandants Samal Masgal et Uri Sugod. Les élections nationales de mai 2007 se rapprochant, d'autres témoignages, politiquement motivés, impliquèrent le *barangay captain* de Rangaban, Gardoque Lanson (Maguindanao) dans l'affaire. Cette version, sans vérification préalable, fut reprise par les grands médias nationaux et servit de justification aux opérations militaires.

Dans l'après-midi du 25 janvier, le 7e bataillon d'infanterie (*7th IB*) fut déployé dans les *barangay* voisins de Rangaban, Mudseng et Nes. Selon les témoignages reçus par les militaires, le groupe du commandant Masgal s'était enfui en direction du hameau d'Udsudan, du *barangay* Mudseng. Or, ce dernier *sitio* était le lieu où habitait le commandant Maestro, membre de l'unité d'élite du MILF, la *National Guard*. Par ailleurs, son unité était aussi en charge de la force de paix (*Peace Keeping Unit*) du MILF dans le *barangay*. Cette force de paix, créée par le MILF et le gouvernement, servait à désamorcer les conflits locaux durant les négociations entre les deux parties.

Au *barangay* Rangeban (Midsayap, 2007) : des officiers malaisiens (au centre), de l'armée des Philippines ainsi que du MILF en civil et des habitants du village (sur les côtés).

La concentration massive de militaires du 7e bataillon autour d'Udsudan fut le facteur déclencheur des hostilités qui débutèrent le 26 janvier. Les combattants, des deux côtés, utilisèrent des armes lourdes, comme les mortiers. Le *barangay* Mudseng fut l'objet de frappes aériennes[144]. Pour compliquer la situation, chacune des parties en conflit fit appel à des renforts. Le 40e bataillon d'infanterie (*40th IB)* renforça le *7th IB* ; le commandant Maestro, de son côté, était soutenu par le *105th Base Command*[145]. Le 27 janvier, le gouvernement et le MILF furent sur le point de rompre les négociations de paix. Selon des sources locales, des combattants du MILF (*105th Base Command*) avaient préparé une embuscade sur un convoi du *40th IB*. Fort heureusement, au moment où le convoi allait passer, les lance-grenades (*Rocket-propelled grenade* ou RPG) des *moudjahidin* s'enrayèrent, et ces derniers s'enfuirent. Si cette embuscade avait réussi, le retour à la guerre aurait été vraisemblable.

[144] Bantay Ceasefire (BC), *Report on the Displacement of Civilians in six Barangays of Midsayap*, Cotabato, 29 janvier 2007, p. 4. Selon ce rapport, 16 bombes furent lancées sur le *barangay* Mudseng.

[145] La zone de responsabilité 105 (*105th Base Command*) du MILF couvrait une portion des provinces de North Cotabato, Maguindanao et Sultan Kudarat. Le commandant Kato était le chef de cette zone.

Réunion de l'équipe de la *Joint Monitoring and Assistance Team* (JMAT) au *barangay* Mudseng (Midsayap, 2007).

Cependant, avec les interventions un peu tardives mais conjointes du comité de coordination sur la cessation des hostilités (*Coordinating Committee on Cessation of Hostilities* ou CCCH) et du groupe international de surveillance (*International Monitoring Team* ou IMT), les passions guerrières retombèrent. Le 28 janvier, une résolution commune était signée par les deux parties en conflit siégeant au CCCH. Cette résolution demandait un cessez-le-feu immédiat, le repositionnement des troupes et la recherche des causes de ce conflit.

Le conflit de 2007 ne fit que peu de victimes chez les forces gouvernementales : un CVO fut tué, un autre blessé ainsi que deux militaires du 40e bataillon d'infanterie. Les pertes du MILF ne sont pas connues. Ce type de conflit, violent, intense mais court, fait surtout forte impression sur la population civile. Ces deux jours de combat déplacè-

rent 1 235 familles (soit environ 6 000 personnes) qui se réfugièrent dans les écoles, chez un membre de leur famille épargné par le conflit, ou bien le long de la route reliant Midsayap à Datu Piang (voir carte 1B). L'épicentre des combats étant à Mudseng, c'est l'ensemble de la population de ce *barangay* qui fut évacué (415 familles). De plus, 13 écoles comprenant 3 928 élèves, fermèrent leurs portes durant plusieurs jours soit parce qu'elles étaient utilisées pour accueillir les évacués soit parce qu'elles étaient réquisitionnées par l'armée et le MILF.

## Quelles sont les causes profondes de ce conflit ?

Contrairement aux rapports de presse et aux déclarations gouvernementales qui accusaient le MILF de mauvaise foi et de vouloir revenir à la guerre, les recherches sur les causes profondes du conflit mirent au jour des rivalités de clans pour le contrôle de centaines d'hectares de terre. Comme le notait le rapport du *Bantay Ceasefire*[146], tout le monde savait, localement, que les causes des violences et tensions dans cette partie de Midsayap étaient liées à deux types de conflits fonciers[147]. Le premier type de conflit, dont la résolution était de la compétence administrative du Département de l'environnement et des ressources naturelles (DENR), concernait 1 983 hectares de terre contestés dans les *barangay* de Rangaban et Mudseng. Un groupe de travail, dirigé par cette institution, établi le 27 mars 2007 et chargé de régler au mieux cette question[148] découvrit de nombreux cas de parcelles ayant deux titres de propriété, l'un octroyé par la mairie de Midsayap, l'autre par le bureau local du DENR. Dans certains cas, les titres étaient faux. Les enquêteurs constatèrent que les occupants d'une parcelle n'étaient souvent pas les propriétaires. Enfin, des propriétaires occupaient et revendiquaient une parcelle sans avoir de titre, déplaçant ainsi les limites de leurs propriétés.

---

[146] Le *Bantay Ceasefire* (littéralement Vigile du Cessez-le-feu) est une ONG de Mindanao chargée, par le gouvernement et le MILF, de récolter des informations sur les causes de violations du cessez-le-feu et d'informer les négociateurs de la paix des deux parties.

[147] Bantay Ceasefire (BC), 2007, *op. cit.*, p. 6-7.

[148] Président Gloria Macapagal Arroyo, ordre administratif n° 174, intitulé « Creating an Interagency Task Force to Assess and Resolve Land Disputes in North Cotabato and Address Similar Issues in Conflict Prone Area », 27 mars 2007.

Ces conflits étaient en partie liés au fait que le cadastre de ces deux villages n'avait pas été actualisé depuis 1967. Entre 1970 et 1980, les deux *barangay* devinrent des *no man's land*, cibles dans un premier temps des opérations paramilitaires *llagas* puis des combats entre le MNLF et les forces gouvernementales. À partir des années 1980, la sécurité étant mieux assurée, les familles revinrent : les premiers arrivés furent les mieux servis.

Ces conflits engageaient des clans de migrants ilonggo contre des clans maguindanao mais aussi des clans maguindanao ou ilonggo entre eux. Bref, tous les éléments étaient réunis pour créer une véritable poudrière. Ces clans étaient liés par le sang ou par mariage à des chefs de groupes armés. Ainsi, certains clans ilonggo étaient liés au *barangay captain* de Baliki (village voisin de Rangaban). Ce dernier était le chef des paramilitaires CVO, mais aussi un membre de la famille du maire de Midsayap. Le leader de Baliki était en conflit sur plusieurs parcelles de Rangaban, notamment avec un membre de sa propre famille. À l'inverse, les clans maguindanao pouvaient s'aligner sur le *Moro Islamic Liberation Front*. Le commandant Sugod, par exemple, était un membre actif du MILF mais il était aussi un riziculteur ayant des conflits fonciers avec ses voisins, tant ilonggo que maguindanao.

Le second type de conflit foncier, particulièrement difficile à résoudre, était lié à la réforme agraire. Ce conflit, toujours actif, concernait un terrain de 20 hectares (lot n° 224) situé dans le *barangay* Mudseng et disputé violemment par des clans maguindanao. Cette terre fut vendue par son propriétaire à l'État dans le cadre de la réforme agraire. La procédure utilisée fut celle de l'offre volontaire de vente (*Voluntary Offer to Sell* ou VOS) permettant au propriétaire d'être mieux indemnisé mais aussi de choisir les bénéficiaires de la vente. Or, les personnes listées comme bénéficiaires n'étaient pas forcément celles qui travaillaient sur ces parcelles.

Représentants du gouvernement et du MILF (*Coordinating Committee on Cessation of Hostilities* ou CCCH) et Malaisiens de l'*International Monitoring Team* (IMT) forment le Joint Monitoring and Assistance Team (JMAT) de Rangeban.
Ici, leur lieu de vie et de travail en 2007.

Le rôle du JMAT est de vérifier, sur le terrain, la cessation des hostilités entre les forces gouvernementales et le MILF (2007).

Les bénéficiaires de cette procédure VOS étaient des représentants de puissants clans locaux maguindanao, connectés à des groupes armés. Au contraire, les squatteurs travaillant et occupant ce terrain étaient affiliés au MILF ou à des chefs de groupes indépendants. L'inaction des pouvoirs publics (notamment du département de la réforme agraire et de son bureau local) conduisit à la dégradation du climat. Certains bénéficiaires décidèrent alors d'agir violemment afin d'expulser ceux qu'ils considéraient comme des squatteurs et récupérer leurs parcelles de terre. Ainsi, le clan Adam, par exemple, occupa de force trois parcelles du lot n° 224, entrant en confrontation avec le clan Sugod. Nous avons vu plus haut qu'Uri Sugod était un commandant du *Moro Islamic Liberation Front*. De son côté, le clan Adam fit partie du MILF jusqu'aux années 2002-2003 avant de rejoindre le gouvernement, pour des raisons de rivalités internes au MILF. Les Adam sont alliés, par des liens familiaux, au puissant clan des Pulalon, résidant au *barangay* Tugal, village voisin de Mudseng. Le chef du clan Pulalon, Tubog Pulalon, alias commandant Bogs fut le chef du 13e bataillon de la 202e brigade de la *Bangsamoro Islamic Armed Forces* (BIAF), branche armée du MILF. En 2002, le clan Pulalon se rendit aussi au gouvernement et fut intégré dans les CAFGUS (*Citizen Armed Force Geographical Units*) organisation paramilitaire directement sous le contrôle de l'armée). Tubog Pulalon fut élu *barangay captain* de Tugal.

Ces rivalités mirent aussi le clan Adam en conflit direct avec deux autres clans. Ces deux clans (Dimaluloy et Samal Masgal) étaient considérés, tant par le MILF que par l'armée, comme des *lost command* (sans commandement) c'est-à-dire comme des formations n'obéissant qu'à elles-mêmes. Pourtant, bien que hors-la-loi, ses membres n'en étaient pas moins des riziculteurs. Nous avons vu plus haut que l'enquête montra que le groupe du commandant Masgal était à l'origine du vol de riz qui déclencha la guerre de 2007. Au total, le clan Adam fut donc impliqué dans trois *rido* avec trois clans différents et perdit plusieurs de ses membres entre 2006 et 2007.

Programme des Nations unies (PNUD), Union européenne, et gouvernement des Philippines pour la réhabilitation des personnes déplacées par le conflit de 2007 au village de Mudseng (Midsayap, 2007).

Le groupe de travail réussit, en quelques mois, à réorganiser les cadastres des deux villages. La plupart des cas conflictuels entre riziculteurs ilonggo et maguindanao sont en cours d'adjudication à la cour de première instance de Midsayap. Les premiers cas réglés l'ont été en faveur des propriétaires maguindanao. En ce qui concerne le terrain de 20 hectares, le groupe de travail du DENR n'avait pas juridiction sur ces terres car il s'agissait d'un problème lié à la réforme agraire. Le terrain n° 224 reste donc le point chaud de Midsayap.

Les événements des 25-27 janvier 2007 peuvent être interprétés, d'une manière superficielle, comme un conflit classique, opposant les deux forces institutionnelles que sont l'armée et le *Moro Islamic Liberation*

*Front*. Mais, dès que l'on creuse la question, on s'aperçoit bien vite que ces forces majeures furent en fait entraînées dans un conflit privé entre des groupes armés locaux. La dynamique locale du conflit montre le rôle fondamental des groupes paramilitaires soutenus et armés par le gouvernement. Les *Civilians Volunteers Organizations* (CVO), recrutés et indemnisés par les élus locaux (maires et *barangay captains*, voire conseillers municipaux) échappent au contrôle de l'armée (à la différence des CAFGUS[149]) mais aussi très largement à celui de la police, pourtant chargée de les former. De surcroît, la présidente Macapagal Arroyo, autorisa en 2006 l'armement des CVO dans les provinces et municipalités à forte insécurité. Cette autorisation, qui visa à légaliser une situation existant depuis la création de ces milices (appelées *Bantay Bayan* en 1989[150]), permit de légaliser par ailleurs les armées privées des politiciens. Ces élus locaux, qui peuvent être également des propriétaires terriens et avoir des conflits fonciers avec leurs voisins, peuvent utiliser leur double casquette de représentant local du gouvernement et de chef de la police, pour régler leurs problèmes privés, mobilisant ainsi les ressources de l'État pour arriver à leurs fins. Dans le cas précis de Midsayap, des sources locales précisent que le riziculteur victime du vol était un membre de la famille du *barangay captain* de Baliki. Les CVO se devaient de modifier la version des événements pour des raisons pratiques. En effet, ces hommes sont faiblement indemnisés, 1 800 pesos par mois[151] (quand les autorités locales n'oublient pas de les payer) mais reçoivent des indemnités versées par l'État, dans le cas où ils sont blessés ou tués lors d'une opération contre les insurgés – une guerre privée n'entre pas dans les critères de l'assurance.

Par ailleurs, le *Moro Islamic Liberation Front* est entraîné, bien malgré lui, dans le conflit lorsqu'un groupe de bandits « sans commandement » (*lost command*) se réfugie dans le territoire d'un important commandant. Mudseng, Rangaban et les villages voisins, sont des territoires morcelés en de petits fiefs contrôlés par des chefs de guerre. Chaque hameau

[149] Les CAFGUS ou *Civilian Armed Forces Geographical Units*, sont des civils recrutés par l'armée pour effectuer des tâches anti-insurrectionnelles dans une localité précise.
[150] Littéralement, les vigiles des municipalités.
[151] Environ 30 euros par mois (60 pesos valent 1 euro en 2011).

« appartient » à un clan connecté à un groupe armé. Ces groupes armés peuvent être, bien sûr, le MILF, représenté localement par des groupes d'élites (*National Guard*) et par la zone de responsabilité 105 (*105th Base Command*), ou le MNLF (qui fit la paix avec le gouvernement en 1996, mais qui fut autorisé à garder ses armes), d'anciens insurgés du MILF devenus une force d'appoint du gouvernement, mais aussi des groupes sans affiliation particulière, considérés comme des électrons libres. Ces groupes étant par ailleurs rivaux, engagés dans de violentes vendettas, la moindre étincelle peut prendre des dimensions catastrophiques. Une fois le mécanisme enclenché, la guerre masque les rapports de force entre les acteurs locaux. Les médias nationaux et internationaux ne rapportent que l'aspect superficiel du phénomène et renforcent ainsi les stéréotypes sur les Moro : on ne peut décidément pas leur faire confiance, même en période de négociation de paix.

Ces conflits locaux, sans intervention directe et volontariste de l'État central, s'intensifient généralement car il n'y a pas de mécanisme local permettant de résoudre les problèmes. En fait, dans cette partie de Midsayap, les *rido* sont tellement nombreuses que les *barangay captains* et leurs adjoints sont rarement dans leurs juridictions et préfèrent aller vivre dans le centre urbain de Midsayap. L'absentéisme des élus locaux limite les médiations entre groupes rivaux. Enfin, le laxisme des autorités locales conduit au pourrissement de la situation. Dans ce contexte, les nombreux groupes armés se font justice. L'insécurité créée par les *rido* était telle que certains des résidents de Mudseng évacués les 25-27 janvier 2007 n'étaient toujours pas de retour chez eux en avril 2007. Ils expliquaient à l'équipe du *Bantay Ceasefire* qu'ils avaient peur d'être piégés dans les *rido* de leur *barangay*. Cette peur déboucha sur une résolution de plusieurs *barangay* adjacents à Mudseng, demandant que l'armée stationne ses troupes dans ces villages afin de les protéger contre ces *rido*[152].

[152] Bantay Ceasefire, *Midsayap update*, 4 avril 2007, p. 1.

# 3 - Prévenir les conflits locaux

Ces conflits locaux, ou *rido*, ne sont pas inévitables. Des initiatives institutionnelles ou privées, locales ou régionales, ont été prises pour limiter l'escalade des conflits ou mieux, les prévenir. Les exemples suivants sont des solutions qui peuvent être classées selon qu'elles agissent sur le court terme (séparation des combattants par exemple) ou sur le long terme (utilisation de la justice traditionnelle des groupes ethniques).

## Le comité sur le cessez-le-feu

Le gouvernement philippin et le *Moro Islamic Liberation Front* se sont engagés dans un processus de paix dès 1996. En 1997, un comité de coordination sur la cessation des hostilités (*Coordinating Committee on Cessation of Hostilities* ou CCCH) était cogéré par deux directeurs, représentant les deux parties en conflit. Cependant, ce comité n'avait pas les moyens de vérifier sur le terrain le maintien du cessez-le-feu. Face aux grandes offensives militaires de l'an 2000 contre les camps du MILF, le comité fut impuissant.

Les négociateurs du gouvernement et du MILF décidèrent, en 2001, d'inviter des représentants de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) afin d'observer et gérer la bonne application de tous les accords passés entre les deux protagonistes. Cependant, la grande offensive de 2003, menée le jour de *l'Aïd al-Adha* (fête du Sacrifice), contre le quartier général du MILF à Buliok (Pikit) menaça à nouveau les pourparlers de paix. L'intervention et la médiation de la Malaisie sauvèrent la paix et les deux protagonistes décidèrent, en mars 2003, de renforcer et d'améliorer les mécanismes de gestion de cessation des hostilités et d'inclure un groupe d'observateurs de l'OCI.

Une structure internationale, *l'International Monitoring Team* (IMT), fut ainsi déployée en septembre 2004 sur Mindanao, elle était composée de 60 officiers dont 46 Malaisiens, 4 Libyens et 10 officiers de Brunei. La

mission de l'IMT était d'intervenir, à la demande du CCCH, lors de rapports de confrontations entre l'armée et le MILF ou de violations du cessez-le-feu. Le rôle de l'IMT consistait alors à vérifier sur le terrain ces violations et d'enquêter sur les causes des violences, en coordination avec le CCCH et ses propres équipes locales (les *Local Monitoring Teams* ou LMT) et les organisations issues de la société civile comme le *Bantay Ceasefire*. Les rapports de l'IMT étaient ensuite envoyés aux négociateurs du gouvernement et du MILF.

Le déploiement de l'IMT ainsi que le renforcement des mécanismes de vérification sur le terrain par les équipes et les ONG locales spécialisées permirent de réduire de manière significative les accrochages entre les troupes gouvernementales et le MILF. De plus, les enquêtes soulignèrent l'importance des conflits locaux par rapport au conflit régional (tableau 12).

**Tableau 12 - Incidents (liés ou non au cessez-le-feu)**

| Année | Violations du cessez-le- feu | Non liées au cessez-le-feu |
|---|---|---|
| 2002 | 698 | 0 |
| 2003 | 559 | 0 |
| 2004 | 15 | 11 |
| 2005 | 10 | 5 |
| 2006 | 13 | 32 |
| 2007 | 7 | 5 |

Source : Abhoud Syed M. Lingga, « Malaysia's pull out from the International Monitoring Team: Implications to Peace and the Peace Process in Mindanao », Institute of Bangsamoro Studies, *Discussion Paper* n° 2008-01, Cotabato City, mai 2008, p. 5.

Avant la mise en place de l'IMT et des autres structures locales, le CCCH enregistra, entre 2002 et 2003, 1 257 violations du cessez-le-feu. Le déploiement de l'IMT en 2004, autorisa, en outre, à séparer ce qui relevait du conflit politique et idéologique, de ce qui n'était qu'une *rido* (colonne « non liée au cessez-le-feu »). Sur 98 incidents enregistrés entre

2004 et 2007, plus de la moitié (53) étaient liés directement à des *rido*. L'année 2006 fut exceptionnelle dans ce domaine, puisque 71 % des incidents concernèrent des vendettas.

Parmi les réussites achevées durant cette période de présence de l'IMT, Abhoud Syed M Lingga nota, entre autres, une participation accrue des organisations de la société civile dans le suivi de l'application du cessez-le-feu et le développement de partenariats entre certains éléments du MILF et les CVO pour développer leurs communautés et régler les *rido*.

Le départ progressif, en 2008, du contingent malaisien de l'IMT, laissait présager un retour à la violence. De fait, en août 2008, à la suite du refus du gouvernement philippin de signer, à la dernière minute, le mémorandum sur le domaine ancestral de la *Bangsamoro*, l'IMT, amoindrie, fut impuissante face aux opérations militaires contre les commandants Kato et Bravo. Ces opérations, dont le but était de capturer les deux commandants, déplacèrent un demi-million de personnes[153] L'année 2008 connut un regain de violations du cessez-le-feu (218 dont 206 entre août et décembre 2008). Ce départ des Malaisiens visait à envoyer un signal au gouvernement philippin afin que celui-ci accélère les efforts pour signer un accord de paix officiel avec le MILF[154]. Depuis fin 2009, le gouvernement philippin et le MILF, ont d'un commun accord accepté la candidature de nouveaux États ou institutions non musulmanes (Union européenne, The Asia Foundation, etc.) pour former une nouvelle IMT.

Si ces mécanismes de suivi du cessez-le-feu ont montré leur grande efficacité, en séparant les *rido* des violences idéologiques, il n'en demeure pas moins qu'ils sont temporaires et sujets aux aléas du processus de paix et de la politique des États impliqués dans l'IMT. Cette structure n'intervient que quand il y a un conflit avéré. Les exemples suivants visent au contraire à prévenir les incidents de *rido* avant qu'ils n'éclatent.

[153] Ces opérations militaires concernaient les provinces de Maguindanao, North Cotabato et Lanao del Norte.
[154] Abhoud Syed M. Lingga, 2008, *op. cit.*, p. 6-8.

## Résister à la tentation de la vengeance : le cas de *datu* Ibrahim Paglas

En 2006, dans la municipalité de Datu Paglas (province de Maguindanao, voir carte 1B), un sentiment de sécurité domine : aucun homme en arme, aucune patrouille de militaires ou de paramilitaires, aucune personnalité entourée d'une cohorte de gardes du corps. La municipalité de Datu Paglas offre un contraste saisissant avec les municipalités voisines. Le long de la route, seuls circulent des employés de la plantation de bananes La Frutera Inc. ; cette entreprise est dirigée par le *datu* Ibrahim Paglas III. Son histoire montre que les *rido* ne sont pas inévitables et qu'une fois réglées, l'économie locale peut prospérer.

*Datu* Paglas III est né en 1960 d'Ibrahim Paglas Jr et de *bai* Aga Pendatun[155], la fille du général et sénateur Salipada Pendatun. Les deux clans, Paglas et Pendatun, bien que descendants tous deux du sultanat de Buayan et donc membres de la même famille, se livrèrent à une vendetta sans merci à partir des années 1930[156]. Durant la Deuxième Guerre mondiale, Salipada Pendatun prit la direction de la résistance, tandis que son rival, *datu* Paglas, collaborait, plus par mesure de protection que par conviction.

Malgré l'interdiction formelle de se marier entre les deux clans, les parents de *datu* Paglas III s'enfuirent et se marièrent à Davao City en 1958. La naissance de *datu* Paglas III força cependant les deux familles à se réconcilier. À partir des années 1970, la municipalité de Datu Paglas devint un champ de bataille entre le MNLF et l'armée puis entre celle-ci et le MILF. En 1986, alors que le président Marcos était renversé, le nouveau gouvernement de Cory Aquino nomma *datu* Paglas Jr gouverneur par intérim de la province de Maguindanao. Ce dernier n'eut pas le temps de prendre ses fonctions, car il fut tué, avec son fils de sept ans, dans un attentat à la grenade. En 1988, *datu* Paglas III prit la succession de sa mère à la tête de la municipalité du même nom et

[155] *Bai* est le titre de princesse chez les Maguindanao.
[156] Selon Ibrahim Paglas III, la terre était le motif premier de la *rido*, d'autres éléments sont venus par la suite se greffer, entretien avec *Datu* Ibrahim Paglas III le 25 juillet 2006.

devint par la même occasion le chef du clan Paglas. En 1991, un de ses frères, maire adjoint de la municipalité de Columbio (province de Sultan Kudarat), fut assassiné. *Datu* Paglas III expliqua qu'à ce moment-là, en tant que chef de clan, il aurait dû suivre les règles de la culture maguindanao et demander à son clan de venger la mort de son frère. Sa famille le supplia de lancer une attaque massive sur l'autre clan, c'est-à-dire de tuer non seulement les coupables du crime mais aussi leurs proches[157]. Malgré ces pressions et bien qu'ayant toutes les armes nécessaires pour une opération de représailles, le *datu*-maire, homme pieux, résista à la tentation et rencontra le clan adverse. Cette rencontre aboutit à la signature d'un pacte de paix. Son objectif était alors de changer les comportements non seulement de son clan mais aussi de ses administrés et de concentrer leurs énergies sur des activités constructives, notamment le développement économique[158].

Refusant le système de vendetta, Ibrahim Paglas III fit aussi la chasse aux bandes criminelles qui arpentaient sa juridiction. De plus, en tant que neveu d'Hashim Salamat, président du MILF, Paglas s'assura que les commandants du front n'amèneraient pas la guerre dans son fief. Bref, en quelques années, la municipalité de Datu Paglas passa d'un état de violence miné par les *rido* et la criminalité à celui de sanctuaire de paix.

Restaient à convaincre, pour le développement économique de sa municipalité, des investisseurs potentiels. Le clan Paglas est propriétaire de vastes terres (1 300 hectares) mais manque de financement et de savoir-faire pour les développer en une plantation de bananes. De leur côté, les investisseurs privés nationaux et internationaux refusaient d'investir dans la Région autonome musulmane, jugée trop dangereuse. *Datu* Paglas, persévérant, trouva des investisseurs italiens, saoudiens, et américains. En 1996, la compagnie La Frutera Inc. fut créée. Cette entreprise s'occupe de la gestion de la plantation. De nos jours, La Frutera emploie plus de 2 800 personnes (dont 90 % de Maguindanao) et

[157] USAID et The Asia Foundation, « Testimonial by datu Toto Paglas », *Symposium on rido (vengeance killings)*, non publié, Davao City, 31 mai 2005.
[158] Entretien du 25 juillet 2006.

est le principal employeur privé de la Région autonome musulmane. *Datu* Paglas III expliquait que pour renforcer les pactes de paix qu'il avait signés avec les différents clans rivaux, il s'efforça d'employer ses anciens ennemis. Enfin, il utilisa les services d'une compagnie israélienne spécialisée dans les technologies de l'irrigation. L'arrivée d'Israéliens à Datu Paglas ne fut pas appréciée par tout le monde, mais le maire finit par convaincre ses concitoyens des bénéfices de cette venue. Ainsi, Datu Paglas, devint aussi un lieu symbolique où vivaient en bonne intelligence des croyants de confession musulmane, chrétienne et juive.

De 1998 à 2006, plus de 10 millions de tonnes de bananes furent exportées vers le Japon, la Chine, la Corée du Sud, et le Moyen-Orient. En termes de retombées directes sur la municipalité, la compagnie insuffle chaque mois 500 000 dollars de salaires et de paiements aux fournisseurs de services locaux. Le taux de criminalité est nul depuis plusieurs années. *Datu* Paglas III investit aussi dans une banque rurale finançant les activités d'une centaine de petits entrepreneurs avec des taux d'intérêts faibles.

Cet exemple montre comment un homme, par son prestige et son audace, a pu casser le cercle vicieux des vendettas. Ses relations familiales avec Hashim Salamat, ont permis de sanctuariser l'économie locale. En fait, lors des offensives gouvernementales de 2000 et 2003, plusieurs anciens commandants du MILF travaillant sur la plantation, proposèrent à Salamat de reprendre du service. Celui-ci leur demanda de poursuivre leurs travaux paisiblement afin de ne pas perturber la bonne marche de l'entreprise. De plus, il ordonna aux commandants MILF actifs de ne pas pénétrer la municipalité de Datu Paglas d'une part et d'épargner les véhicules de la compagnie circulant hors de la municipalité d'autre part. Ainsi, le tandem oncle-neveu transforma Datu Paglas en une oasis de paix. La mort subite de *datu* Ibrahim Paglas, en août 2008, créa quelque anxiété quant au devenir de l'activité. Mais de nos jours, la compagnie est en pleine expansion, notamment dans la province de Lanao del Sur.

**Les femmes dans la résolution des *rido***

Ma famille descend d'une des lignées du prestigieux sultanat de Buayan. Dans les années 1970, tous mes frères, cousins, neveux, oncles se battaient du côté du MNLF puis du MILF contre le gouvernement. Nous nous battions pour notre indépendance. Cependant, dans les années 1980, les hommes de ma famille se sont détournés de leur objectif initial et ont commencé à s'attaquer mutuellement. On appelle cela, chez nous, Maguindanao, la *kontra* ou *rido*. Les causes étaient variées mais les deux principales étaient le contrôle des terres arables autour du marécage de Ligawasan et la politique locale. Ma famille est très nombreuse, et de nombreux cousins ne savaient pas qu'ils étaient de la même famille. Vous savez, pour nous, un cousin de la 3e génération fait toujours partie de notre clan. Ainsi, des cousins s'entretuaient, certains s'alliant à l'armée, d'autres étaient restés MILF. Nous avions donc le risque de voir toute notre famille décimée à cause de ces différentes *kontra*.

Ayant toujours été intéressée par la généalogie de notre famille, j'ai décidé de créer une association, à la fin des années 1980, dans le but d'établir d'une manière plus formelle notre généalogie familiale et de rassembler tous les membres de ma famille depuis Pikit jusqu'au sud du marécage de Ligawasan. L'objectif de construire un arbre généalogique détaillé était de le présenter ensuite aux protagonistes et de leur montrer concrètement qu'ils ne pouvaient pas être ennemis puisqu'ils avaient le même sang qui coulait dans leurs veines. Dans le cas où ils savaient qu'ils étaient de la même famille, l'arbre généalogique me permettait de repérer une personne proche et respectée des deux protagonistes pour jouer le rôle d'intermédiaire et aider à résoudre le conflit.

Au départ ce fut très difficile. Je suis une femme. Chez les Maguindanao, les hommes doivent protéger leurs clans et les femmes doivent les soutenir. Les *datu* n'ont pas l'habitude de se voir dicter leur comportement par une femme, même si je suis une *bai*. Pendant des mois, par mes propres moyens, j'ai arpenté les villages en conflit autour du marécage, organisé des réunions familiales. J'étais accueillie au début par des sarcasmes et un certain scepticisme. L'on me disait que la *kontra* est une affaire d'hommes et que je ne devais pas m'en mêler. Les femmes elles mêmes semblaient résignées, voire appuyaient leurs maris dans ces guerres fratricides. Cependant, après de multiples allers-retours dans les villages de ma famille, après des milliers de pesos dépensés en transport et en repas et surtout la présentation de notre arbre généalogique familial, les hommes de ma famille ont commencé à me prendre au sérieux. De nos jours, notre association a organisé un sultanat local, avec à sa tête un jeune sultan, chargé de gérer les affaires courantes de la communauté en partenariat avec certaines collectivités locales, surtout les *barangay*. Ce partenariat est officieux, car l'État philippin

ne reconnaît pas les sultanats, mais les *barangay captains* sont, pour la plupart, mes oncles. L'un des rôles clefs du sultan et de son cabinet de *datu*, est de régler les problèmes avant qu'ils ne deviennent des *rido*.

Les femmes ont un rôle clef à jouer dans le règlement des conflits, mieux encore, dans leur prévention. Trop souvent, pourtant, elles sont passives, voire mettent de l'huile sur le feu. Si un homme veut renoncer à entrer dans une *rido*, les femmes peuvent se moquer de lui dans son dos, colportant la rumeur qu'il est trop faible pour protéger les intérêts de son clan. Les épouses de cet homme peuvent aussi faire l'objet de moqueries. Moqueries et rumeurs renforcent le sentiment de honte, important moteur dans le déclenchement des *rido*. Pourtant, traditionnellement, les femmes, les enfants et les personnes âgées, doivent être épargnés par les *rido*. On ne s'attaque pas aux personnes sans défense. Cela permet aux femmes de circuler d'un camp à l'autre et de jouer leur rôle de messager de la paix. Dans mon cas, je suis allée palabrer face à des hommes armés de M-16 et de lance-roquettes. C'est très impressionnant mais il faut rester focalisé sur sa mission. Le problème est que l'intermédiaire doit être riche car non seulement il faut payer ses propres déplacements, mais aussi ceux des protagonistes et les repas lors des réunions. Souvent, lors de ces réunions, il y avait 15 à 20 personnes, parfois plus. D'autre part, lorsqu'une des parties doit verser une indemnité pour les dommages causés à l'autre, c'est bien souvent pris en charge par l'intermédiaire, si la famille n'a pas les moyens. Enfin, l'intermédiaire doit généralement prendre en charge aussi la fête clôturant une *rido*. Cette fête, que l'on appelle *kanduli*, peut rassembler plusieurs centaines de personnes. Comme vous le voyez, une femme, qui veut aider à la résolution des conflits, doit être respectée par les hommes mais aussi être riche. Les femmes de politiciens ayant un pedigree royal sont donc les mieux placées pour cette mission. Dans mon cas personnel, j'ai le statut mais je n'ai pas la fortune, car je ne suis qu'une enseignante de profession. Je me suis donc débrouillée au mieux, demandant de l'aide à des membres de la famille plus fortunés.

Depuis plusieurs années, notre mission devient de plus en plus périlleuse. Les femmes deviennent des cibles au même titre que les hommes. Il n'y a plus le même respect des traditions. L'exemple le plus dramatique est celui du massacre de Maguindanao du 23 novembre 2009. Le clan des Ampatuan n'a pas hésité à tuer Genalyn Mangudadatu, la femme d'Esmael Mangudadatu ainsi que ses deux soeurs. La stratégie des Mangudadatu avait été de n'envoyer que des femmes, à l'exception des journalistes, pour précisément éviter ce risque.

Entretien de l'auteur avec M^me^ A., à Pikit, province de North Cotabato.

## La justice à la manière des anciens : le cas de la municipalité de Upi

L'exemple suivant, celui de la municipalité de Upi (province de Maguindanao, voir carte 1B) est exceptionnel à Mindanao. Il s'agit de la première municipalité de l'île à avoir institutionnalisé, aux côtés de la justice moderne, les systèmes traditionnels de justice des différents groupes tribaux y résidant. Cette expérience, pour l'instant unique, pourrait devenir, dans les années qui viennent, un modèle pour les autres municipalités en proie aux *rido*.[159]

La municipalité de Upi est située sur la montagne Teduray, à 40 kilomètres au sud de Cotabato City. Longtemps contrôlée par le puissant clan des Sinsuat (en zone chrétienne et animiste), Upi devint le champ de bataille du *kumander Toothpick* au début des années 1970 (*cf.* note 57), puis des forces gouvernementales et insurgées jusque dans les années 1980-1990. Ces décennies de conflits furent à l'origine d'une profonde méfiance entre les trois groupes ethnolinguistiques représentés dans la municipalité : les Teduray (animistes et chrétiens), les Maguindanao, et les populations migrantes (Ilocano et Ilonggo). Le manque de procédures de conciliation pour régler les conflits et le désintérêt des Sinsuat pour cette question furent à l'origine de plusieurs vendettas, notamment entre clans teduray[160].

L'année 2001 représente un tournant dans l'histoire de cette municipalité. Pour la première fois depuis 1959, le clan Sinsuat fut battu

[159] Les systèmes traditionnels de justice des différents groupes tribaux cohabitent, jusqu'à aujourd'hui, avec la justice moderne des Philippines dans de nombreuses régions de Mindanao. Cependant, ces systèmes traditionnels n'ont aucune reconnaissance officielle.

[160] Entretien avec le conseil municipal de Upi, 10 juillet 2007. À l'arrivée de la nouvelle équipe municipale en 2000, il y avait 16 clans teduray en guerre. Selon nos interlocuteurs, les causes de ces vendettas étaient dues à des crimes de droit commun (vols, meurtres, viols, etc.) mais aussi à des règlements de compte liés à l'insurrection du MNLF. Certains clans teduray s'allièrent au gouvernement, d'autres au MNLF. À la suite des accords de paix de 1996 entre le gouvernement et le MNLF, ces clans voulurent venger leurs morts. À cela s'ajoute le fait que les Teduray sont les plus pauvres de la municipalité et ne peuvent payer les frais d'un avocat. Enfin, les Sinsuat avaient la réputation de délaisser leur municipalité, préférant vivre en ville, notamment à Cotabato City.

aux élections municipales. Le nouveau maire, Ramon Piang, d'origine teduray, signa le décret n° 4 établissant un Conseil des anciens, chargé de régler les conflits avant qu'ils ne dégénèrent en *rido*. Ce Conseil se compose de 6 hommes âgés de 60 à 80 ans répartis équitablement entre les trois groupes. Les membres du Conseil sont nommés par leurs communautés respectives pour leurs qualités morales, leur charisme et pour leurs connaissances en matière de droit coutumier. La présidence du Conseil varie en fonction de l'ethnicité des parties impliquées dans le cas à traiter. Ainsi, si le litige ne concerne que des Maguindanao, le président du Conseil est alors Maguindanao et ainsi de suite. Dans le cas où les parties sont des trois groupes ethniques, le Conseil prend une décision de manière collégiale. Le Conseil des anciens n'est saisi que lorsqu'une affaire, portée devant la justice du *barangay* (ou « *Lupon Tagapamayapa* », juges de paix), n'a pu être résolue d'une façon amicale. Les deux parties en litige peuvent alors soit défendre leur cas auprès de la cour de première instance de Cotabato City et donc suivre le cours de la justice moderne soit opter pour un règlement à l'amiable grâce au Conseil des anciens. Ce dernier a juridiction sur toutes les affaires impliquant des résidents de Upi mais aussi sur celles impliquant un résident de Upi avec un non-résident de cette municipalité[161]. De 2001 à 2007, le Conseil des anciens a été saisi de 42 cas (allant des conflits fonciers, accidents de la route, vols, jusqu'aux affaires criminelles comme les viols, meurtres et homicides), avec un taux de résolution de 100 %[162].

**Diviser les municipalités pour éviter les *rido* ?**

L'une des mesures phares du gouverneur de l'ARMM, Zaldy Ampatuan, le fils aîné du gouverneur de Maguindanao, Andal Ampatuan Sr, fut de multiplier les créations de nouvelles municipalités. Son objectif officiel était de donner un territoire politique à chaque *pagali* (clan) et éviter ainsi les affrontements meurtriers à chaque élection. L'idée était bonne dans son principe et repose sur une longue tradition des *datu* maguindanao. Lorsque deux *datu* s'affrontaient dans le passé, le perdant, s'il était encore en vie,

[161] Municipal mayor's council, *Internal rules of procedure*, Upi, province de Maguindanao, non publié, p. 2.
[162] Entretien avec le conseil municipal de Upi, 10 juillet 2007.

quittait la communauté avec ses alliés et esclaves et s'établissait plus loin, recréant une nouvelle communauté. À cette époque, Mindanao était vaste et sous-peuplée. De nos jours, tout l'espace est utilisé et le seul moyen de séparer les factions impliquées dans un conflit politique est donc de leur donner un territoire où elles ne seront pas défiées.

Ceci, c'est la théorie. Dans la pratique, c'est autre chose. Tout d'abord, il faut bien se rendre à l'évidence que de 2005 à 2009, sous l'administration de Zaldy Ampatuan, les *rido* n'ont pas cessé. En fait, des clans ont bien été séparés et ont cessé leurs affrontements, mais de nouvelles factions, au sein de chacun de ces clans, se sont créées et s'affrontent de nos jours. Pour bien faire, il faudrait à nouveau subdiviser les municipalités nouvellement créées ! Bien sûr, cela ne va plus être possible, car ces entités ne seront plus viables économiquement. Selon le code des collectivités locales, une municipalité ne peut être créée que si elle a un territoire d'au moins 50 km², une population d'au moins 25000 habitants et un revenu annuel de 2,5 millions de pesos (41000 euros en 2011). La plupart de ces nouvelles municipalités ne respectent pas ces trois critères et ne peuvent donc pas être bénéficiaires de l'IRA (Internal Revenue Allotment) redistribué par l'État central. Ainsi, la seule solution qui s'offre à ces nouvelles municipalités est de demander une partie de l'IRA de la municipalité d'origine (celle qui a été démembrée). La multiplication des municipalités ne réduit donc pas la violence et tend à les appauvrir.

L'objectif du gouverneur était-il réellement de réduire les *rido* ? En fait, j'en doute. Je pense qu'il a utilisé ce prétexte pour renforcer le contrôle politique de sa propre famille sur la province de Maguindanao. En fait, la plupart des municipalités, créées par Zaldy Ampatuan, sont dans cette province. Zaldy a placé, à la tête de chacune d'elles, des membres de sa famille, notamment ses frères. Il suivait en cela les ordres de son père, le gouverneur de Maguindanao, Andal Ampatuan Sr. Il faut donc se méfier de la notion de *rido* qui peut être utilisée comme prétexte pour des stratégies politiques de conquête territoriale. Cette notion peut aussi être utilisée pour masquer des pratiques de corruption par des élus locaux. Ainsi, des auditeurs du gouvernement s'intéressant aux finances d'une municipalité peuvent découvrir qu'il manque des documents pour certaines opérations financières. Ces auditeurs se verront rétorquer par le maire que la municipalité a dû débourser d'urgence des fonds pour financer la résolution d'une *rido*. Dans certains cas, cela peut être vrai mais dans de nombreux cas, il s'agit d'un écran de fumée pour couvrir des malversations. C'est aux auditeurs de faire leurs enquêtes et de découvrir la vérité, mais en auront-ils le courage ? La plupart des auditeurs préfèrent rentrer à Manille, c'est moins risqué.

Entretien avec Salik D. Makakena, professeur de sciences politiques
à l'université Southern Mindanao, Kabacan, North Cotabato.

Le succès de ce système est lié au fait que la décision du Conseil est basée sur le consensus. En effet, après avoir écouté les témoignages des familles en litige (les avocats et les juristes étant interdits), le Conseil délibère, prend une décision puis demande aux intéressés si celle-ci leur semble acceptable. De plus, le Conseil demande à l'accusé s'il accepte de payer une certaine somme pour tous les dommages causés à la victime et à sa famille, notamment si des blessures physiques ont nécessité une intervention médicale, ou si l'incident a provoqué des dégâts sur des propriétés, ou bien si l'incident a créé des préjudices moraux.

Dans le cadre d'un meurtre ou d'un homicide involontaire, le Conseil fixe le *bangon* (ou dette de sang) en accord avec les deux parties. Cette pratique traditionnelle du *bangon*, ou indemnisation en réparation d'un crime, s'oppose au système judiciaire moderne. La coutume, cependant, doit être comprise non seulement comme un paiement matériel, mais aussi comme une mesure symbolique visant à restaurer la dignité du clan blessé au sein de la communauté. Le *bangon* est ensuite formalisé par un rituel célébré par les deux familles, durant lequel des animaux sont sacrifiés et vidés de leur sang. Ces sacrifices animaliers remplacent les *rido* et symbolisent le retour à la vie du défunt.

Ce système de justice, reposant sur le droit coutumier, a été très largement accepté par la population de Upi car non seulement il correspond aux traditions locales mais aussi il est gratuit pour les parties. De plus, les décisions du Conseil sont consensuelles et donc acceptées tant par les victimes que par les accusés. Enfin, ces décisions sont prises rapidement car elles ne sont pas retardées par des tactiques juridiques comme celles qui freinent la justice dans une société juridicisée comme celle des Philippines. Les familles de Upi sont capables de défendre leurs intérêts sans aide extérieure[163].

Le maire a créé une radio locale, DXUP, en 2004. DXUP, avec un budget modeste de 300 000 pesos par an (5 000 euros), diffuse des programmes visant à promouvoir de meilleures relations entre les résidents de Upi. La radio donne aussi des informations sur l'avancement des

[163] *Idem*.

projets de développement de la municipalité ou sur les conflits réglés par le Conseil des anciens. La station, située à côté de la mairie, est gérée par 11 volontaires, journalistes et techniciens. Ces volontaires, à l'origine, n'avaient aucune formation dans ce domaine et ont appris sur le tas. Les émissions, limitées à l'origine aux *barangay* de Upi, peuvent être maintenant écoutées jusque Cotabato City et même dans certaines municipalités de la province de North Cotabato. L'objectif, affirme le directeur de la station, est de faire « tâche d'huile » et d'avoir une influence sur les autres municipalités voisines, minées par les *rido* et la criminalité[164]. La radio réduit les rumeurs, facteurs d'instabilité dans la communauté (et dans bien d'autres municipalités de Mindanao) entre les familles. Après avoir vérifié les informations, les journalistes peuvent immédiatement diffuser leurs enquêtes et ainsi mettre un terme aux fausses informations qui circulent.

La création du Conseil des anciens a permis de réduire drastiquement le taux de criminalité (proche de zéro) et d'éliminer le phénomène des *rido* sur l'ensemble du territoire de la municipalité. L'équipe municipale se concentre dès lors sur le développement des infrastructures de base de la communauté, telles l'alimentation en eau potable, la rénovation des écoles, etc. Le maire mise sur le tourisme en attirant les habitants des provinces avoisinantes et notamment de Cotabato City.

## Les habitants prennent leur destin en main : l'exemple des zones de paix

Vers la fin des années 1980, en réponse à la rébellion communiste et aux opérations militaires anti-insurrectionnelles d'une part, et au manque de perspectives dans les négociations de paix avec le parti communiste philippin d'autre part, des groupes pacifistes décidèrent de prendre leur destin en main. Leurs actions consistaient à sanctuariser un territoire, de taille plus ou moins grande (*sitio* ou *barangay*) en persuadant les groupes armés, militaires ou rebelles de ne pas pénétrer dans leur districts. Ces zones de paix se développèrent à Luzon (Mountain province dans la Cordillère centrale et Bicol) et Mindanao (municipalité de Tulunan).

[164] Entretien avec Mario Delbogano, directeur de DXUP, Upi, 10 juillet 2007.

Alors que le gouvernement Ramos et Nur Misuari (MNLF) signaient un accord de paix en 1996, ces zones de paix se multiplièrent dans les régions musulmanes de Mindanao. Ces communautés, sous l'impulsion d'une ONG, d'un chef de village ou d'autres acteurs locaux, déclarent publiquement la neutralité de leur territoire puis tentent de l'imposer aux différents groupes armés de la localité. Ces zones de paix, au fil du temps, seront appelées *Sanctuaries for Peace* (sanctuaires pour la paix), *Peace and Development Communities* (communautés pour la paix et le développement[165]) ou *Spaces for Peace* (Espaces pour la paix). Aujourd'hui, il y aurait plus de 40 communautés sanctuarisées sur Mindanao.

Si la plupart de ces territoires de paix ont été établis en réaction au conflit régional, communiste ou séparatiste, certains d'entre eux ont été des outils efficaces pour stopper les *rido*. L'exemple page suivante examine le cas du *barangay* Bual (municipalité d'Isulan, province de Sultan Kudarat). Une ONG, la *Kadtuntaya Foundation Inc.* (KFI) a pu transformer, avec le soutien de la population, une communauté dévastée par une dramatique *rido*, en une zone de paix et sécurité.

Les nombreux projets de développement économique et de programmes de pacification développés par l'ONG KFI, soutenus par la population, ont considérablement réduit le nombre de *rido*. Le comité de la paix et de l'ordre joue le rôle de médiateur entre les familles en conflit, facilitant la résolution pacifique des litiges. L'interdiction des armes en public est un succès avec les civils et est étendue aux différents groupes armés du *barangay*. Seuls les militaires en service ont l'autorisation de porter une arme. Le troisième bénéfice est le renforcement des liens de solidarité entre les habitants musulmans (maguindanao) et chrétiens (ilonggo). Les uns et les autres participent ou assistent aux fêtes religieuses des deux communautés et renforcent leur compréhension mutuelle de leurs religions[166]. De nos jours, le *barangay* Bual ne fait plus parler de lui (en mal) dans la presse nationale, et a fêté en 2010 ses 12 ans d'existence.

---

[165] Steven Rood, « Forging Sustainable Peace in Mindanao: The Role of Civil Society », *Policy Studies* 17, East West Center, Washington, 2005, p. 84.

[166] Karl M. Gaspar, Elpidio A. Lapad, Ailynne J. Maravillas, *A Reader for the Mindanawon Peace Advocate*, AFRIM, Catholic Relief Services, Davao City, 2002, p. 204-212.

**Alliances et déchirements : le cas du *barangay* Bual**

Le *barangay* Bual est le plus gros village de la municipalité d'Isulan, composé de 60 % de Maguindanao, 38 % de chrétiens migrants (Ilonggo et Ilocano) et de 2 % de Manobo (animistes ou chrétiens). Le 16 décembre 1996, 200 maisons appartenant à des Maguindanao sont dévastées par un incendie criminel. Quatre personnes sont tuées et des centaines déplacées. Les enquêtes officielles (et non gouvernementales) montrent qu'à l'origine, il y avait une dispute agraire entre deux familles, maguindanao et ilonggo. Ces deux familles étaient alliées dans le passé. Le *datu* maguindanao avait même adopté, dans les années 1950-1960, le chef du clan ilonggo. La situation se détériore à la mort des deux chefs, au début des années 1990. Les enfants des familles respectives s'entredéchirent pour une dette non remboursée et attachée à des parcelles de terre. L'incendie de 1996 est le paroxysme de cette vendetta et a été allumé, selon les témoins, par un groupe dirigé par les enfants de cette famille ilonggo. Pour compliquer la situation, les monts Daguma, surplombant Bual, abritent un camp MNLF et un autre du MILF. De plus, le 15e bataillon d'infanterie est localisé au cœur du *barangay*. Le risque était donc élevé que les deux familles entraînent avec elles les forces armées quelques mois après la signature du traité de paix. Après plusieurs mois d'incertitudes, les populations évacuées reviennent chez elles, traumatisées. En 1998, la communauté, à nouveau unie et bien décidée à ce que les événements de 1996 ne se reproduisent plus, déclare son *barangay* zone de paix. La charte de cette zone de paix prévoit les points suivants :

- Utiliser des moyens pacifiques pour résoudre les conflits ;
- Rapporter les cas de conflit au *barangay* afin de les résoudre pacifiquement ;
- Promouvoir la coexistence pacifique entre les personnes ;
- Unir les efforts contre les saboteurs de la paix ;
- Multiplier les efforts communs pour développer la vie socioéconomique de la communauté ;
- Respecter les différences culturelles.

Toutes les zones de paix n'ont pas connu le même succès. Pour qu'un sanctuaire perdure, les groupes armés quels qu'ils soient doivent coopérer. Il faut en outre que la population et les pouvoirs publics locaux soutiennent le projet sur le long terme. Ces éléments sont présents dans le cas de Bual. Dans certaines expériences comme celles des *Spaces for Peace* de Pikit (province de North Cotabato), organisées par le père Layson, prêtre local, les règles sur les armes doivent être assouplies pour durer. Ces espaces de paix de Pikit sont situés le long de la nationale et proches d'importants camps du MILF donc stratégiques tant pour les militaires que les forces rebelles. Layson peut difficilement négocier l'interdiction des armes dans le territoire[167]. D'autres zones de paix imposent des règles strictes en matière d'armement, comme celles de Tulunan. Ces zones sont par ailleurs utilisées par la guérilla communiste (*New People's Army* ou NPA, bras armé du Parti communiste), créant des frictions entre l'armée et les habitants de ces villages. Ces expériences concernent de petits territoires et peuvent être entourées de zones violentes. Le phénomène ne peut pas s'étendre car les différentes forces armées s'y opposeraient : « *Un village ça peut aller, mais si tous les villages se déclarent zone de paix avec des règles strictes, où allons-nous aller !* » m'a dit un commandant du MILF de Pikit.

Les conflits locaux dévastant les villages de Mindanao et de Sulu représentent autant d'obstacles à la pacification de la région. La signature d'un éventuel accord de paix entre le gouvernement philippin et le MILF n'éliminera pas la violence au niveau local. Ces abcès locaux peuvent dégénérer et entraîner d'autres acteurs, ce qui fragilise le processus de paix. Salah Jubair, de son vrai nom, Mohagher Iqbal, chargé de l'information du MILF, note, entre autres problèmes des communautés musulmanes, la nécessité de réorienter le système de valeur basé sur le *maratabat* et la présence de trop nombreux crimes non élucidés liés au phénomène des *rido*[168]. La clef reste, en théorie, la démilitarisation de Mindanao-Sulu et le démantèlement des différents groupes armés. C'est un objectif à très long terme. Les *rido* doivent être résolues de manière

[167] Entretien avec le Père Layson, 15 mars 2007.
[168] Salah Jubair, *The Long Road to Peace: Inside the GRP-MILF Peace Process*, Institute of Bangsamoro Studies, Cotabato City, 2007, p. 160.

séparée. Les exemples cités montrent le pouvoir de transformation des communautés locales grâce au charisme de certaines personnalités ou aux ONG. Ces expériences, réussies, restent cependant limitées dans l'espace et fragiles car dépendantes du bon vouloir d'agents extérieurs à la communauté. Enfin, les médias nationaux doivent changer d'attitude dans leur couverture de Mindanao. Tout conflit se déroulant dans cette région ne doit pas être interprété dans le contexte du terrorisme ou du séparatisme. Cette schématisation renforce les stéréotypes culturels et religieux, et complique le travail des acteurs locaux. La longue route vers la paix est parsemée d'obstacles et la vigilance de tous les acteurs nationaux, régionaux et locaux est indispensable.

# Bibliographie sélective sur Mindanao


ABAT Fortunato, *The Day we nearly lost Mindanao: The Cemcom Story*, 3e édition, à compte d'auteur, Quezon City, 1999, 310 p.

ABBAS Macapanton Y., « Is a Bangsa Moro State within a Federation the solution », *Ateneo Law Journal*, vol. 48 (290), 2003, p. 291-380

ABINALES Patricio N., *Making Mindanao*, Ateneo de Manila University Press, Quezon City, 2000, 235 p.

ABINALES Patricio N. et QUIMPO Nathan Gilbert (éds), *The U.S and the War on Terror in the Philippines*, Anvil Publishing Inc., Manille, 2008, 201 p.

ARCILLA Jose, *Jesuit Missionary Letters from Mindanao, the Davao Mission (vol. 3)*, University of the Philippines Press, Quezon City, 1998, 616 p.

BANLOI Rommel C., *Al-Harakatul Al Islamiyyah: Essays on the Abu Sayyaf Group*, Philippine Institute for Political Violence and Terrorism Research (PIPVTR), Quezon City, 2008, 80 p.

BARTOLOME Claribel, « Maratabat and Rido: Implications for Peace and National Development », *Mindanao Journal*, vol. XXVII, 2004, 111 p.

BONCODIN Emilia T. et QUINTO-DELES Teresita, *Towards Strengthening the Fiscal Capabilities of ARMM — A Policy Paper*, INCITEgov.org, 2007, 68 p.

BONNET François-Xavier, « *Vendettas and Conflict Management in Mindanao* », 13e PAASA National Convention, Grand Regal Hotel, Davao City, 26 septembre 2008

CAMPADO Andrea V., *General Santos City in Southern Mindanao, 1939-1990: from a frontier settlement to a booming city in the south*, Doctoral dissertation, Asian Center, University of the Philippines, Quezon City, 1996, 289 p.

CHE MAN Wan Karid, *Muslim Separatism: the Moros of Southern Philippines and the Malays of Southern Thailand*, Ateneo de Manila University Press, Quezon City, 1990, 240 p.

CLAVEL Leothiny S., *They are also Filipinos: Ten Years with the Cultural Minorities*, Bureau of Printing, Manila, 1969, 99 p.

CRUZ Francisco N., « Defeating Abu Sayyaf Group: The strong and urgent need for an ideological response », Philippine Institute for Political Violence and Terrorism Research, *Policy Brief* n° 3, avril 2010, Quezon City, 13 p.

GASPAR Karl M., LAPAD Elpidio A., MARAVILLAS Ailynne J., *A Reader for the Mindanawon Peace Advocate*, Alternate Forum for Research on Mindanao (AFRIM), Catholic Relief Services, Davao City, 2002, 288 p.

GEORGE T. J. S., *Revolt in Mindanao: The Rise of Islam in Philippines Politics*, Oxford University Press, Londres, 1980, 306 p.

GLANG Alunan C., *Muslim Secession or Integration?*, R. P. Garcia Publishing Co, Quezon City, 1969, 122 p.

GOWING Peter G. et MAC AMIS Robert D. (éds), *The Muslim Filipinos*, Solidaridad Publishing House, Manille, 1974, 311 p.

GOWING Peter G., *Mandate in Moroland: The American Government of Muslim Filipinos 1899-1920*, New Day Publishers, Quezon City, 1983, 411 p.

GUINGONA Teopisto, *A Historical Survey of Policies pursued by Spain and the United States toward the Moros in the Philippines*, non publié, Manille, 1943, 62 p.

HEDJAZI Abdul Karim et HEDJAZI Surulul-Ain Ututalum, *The Genealogy of the Sulu Royal Families*, Professional Press, Washington, 2003, 177 p.

HEDJAZI Abdul Karim et HEDJAZI Surulul-Ain Ututalum, *The Patikul Brothers Datu Kalbi and Datu Julkarnain*, non publié, non daté, 150 p.

HEIJMANS Annelies, SIMMONDS Nicola et VAN DE VEEN Hans (éds), *Searching for Peace in Asia Pacific: An Overview of Conflict Prevention and Peace Building Activities*, Lynne Rienner Publishers, Londres, 2004, 847 p.

ILETO Reynaldo C., *Maguindanao 1860-1888: The Career of Datu Utto of Buayan*, Anvil Publishing Corp., Manille, 2007, 148 p.

ISIDRO Antonio, *Our Country*, « Nationalism Series », vol. 5, Oriental Commercial Company, Manille, 1939, 278 p.

JUBAIR Salah, *Bangsamoro: A Nation under endless Tyranny*, IQ Marin, Kuala Lumpur, 1999, 364 p.

JUBAIR Salah, *The Long Road to Peace: Inside the GRP-MILF Peace Process*, Institute of Bangsamoro Studies, Cotabato City, 2007, 250 p.

KANE Solomon, *La Croix et le Kriss : violences et rancœurs entre les chrétiens et musulmans dans le Sud des Philippines*, Irasec-Les Indes savantes, Bangkok-Paris, 2006, 223 p.

LAARHOVEN Ruurdje, *The Maguindanao Sultanate in the 17th Century*, New Day Publishers, Quezon City, 1989, 267 p.

LINGGA Abhoud Syed M., « Malaysia's pull out from the International Monitoring Team: Implications to Peace and the Peace Process in Mindanao », Institute of Bangsamoro Studies, *Discussion Paper* n° 2008-01, Cotabato City, mai 2008, 15 p.

LOYRÉ DE HAUTECLOCQUE Ghislaine, *À la recherche de l'islam Philippin : La communauté maranao*, L'Harmattan, Paris, 1989, 250 p.

LUCMAN Norodin Alonto, *Moro Archives: a History of Armed Conflicts in Mindanao and East Asia*, FLC Press Inc., Quezon City, 2000, 412 p.

MCKENNA Thomas M., *Muslim Rulers and Rebels*, Anvil Publishing Inc., Manille, 2002, 363 p.

MAJUL Cesar, *Muslims in the Philippines*, University of the Philippines Press, Quezon City, 1999 [3e édition], 468 p.

MAROHOMSALIC Nasser A., *Aristocrats of the Malay Race: A History of the Bangsa Moro in the Philippines*, VJ Graphics Arts Inc., Quezon City, 2001, 439 p.

MASTURA Michael Ong, *The rulers of Magindanao in Modern History (1515-1903)*, Research Project n° 5, Philippine Social Science Council, Modern Philippine History Program, Pasay City, janvier 1979, 530 p.

PELTZER Karl J., *Pionneer Settlement in the Asiatic Tropics: studies in land utilization and agricultural colonization in Southeastern Asia*, American Geographical Society n° 29, International research series/Institute of Pacific Relations, New York, 1945, 288 p.

RODIL Rudy B., *Kalinaw Mindanaw: The story of the GRP-MNLF peace process 1975-1996*, Alternate Forum for Research in Mindanao (AFRIM), AFRIM, Davao City, 2000, 241 p.

RODIL Rudy B., *The Minoritization of the Indigenous Communities of Mindanao and the Sulu Archipelago* (édition philippine), Alternate Forum for Research in Mindanao Inc., Davao City, 1994, 123 p.

RODRIGUEZ Ernesto O., *Commodore Alcaraz, First Victim of President Marcos*, Vantage Press, New York, 1986, 268 p.

ROOD Steven, « Forging Sustainable Peace in Mindanao: The Role of Civil Society », *Policy Studies* 17, East West Center Washington, Washington D.C., 2005, 64 p.

SALAZAR Sahara, *Maguindanaon concept of leadership: a case study of the Sinsuat family*, thesis, Asian Center, University of the Philippines, Quezon City, avril 1995, 121 p.

SALEEBY Najeeb M., *The History of Sulu*, Filipiniana Book Guild Inc., Manille, 1963 [1ère édition 1908, Bureau of Science, Manille], 264 p.

SALMAN Michael, *The Embarrassment of Slavery, Controversies over Bondage and Nationalism in the American Colonial Philippines*, Ateneo de Manila University Press, Quezon City, 2001, 355 p.

SULLIVAN Rodney J., *Exemplar of Americanism, the Philippine Career of Dean C. Worcester*, New Day Publishers, Quezon City, 1992, 395 p.

TAN Samuel K., *Internationalization of the Bangsamoro Struggle*, University of the Philippines Center for Integrative and Development Studies, Quezon City, 1993, 176 p.

TAN Samuel K., *The Filipino Muslim Armed Struggle (1900-1972)*, Filipinas Foundation Inc., Metro Manila, 1977, 201 p.

THOMAS Ralph Benjamin, *Muslim but Filipino, the Integration of Philippines Muslims (1917-1946)*, Doctoral dissertation, University of Pennsylvania, Philadelphie, 1971, 354 p.

TIU Macario D., *Davao 1890-1910: Conquest and Resistance in the Garden of the Gods*, UP Center for Integrative and Development Studies, Quezon City, 2003, 374 p.

TORRES III Wilfredo Magno (éd.), *Rido: Clan Feuding and Conflict Management in Mindanao*, USAID-The Asia Foundation, Makati City, 2007, 348 p.

TROCKI Carl A. (éd.), *Gangsters, Democracy and the State in Southeast Asia*, Cornell University, Southeast Asia Program Publications, Ithaca New York, 1998, 94 p.

TURNER Mark, MAY R. J. et RESPALL Lulu (éds), *Mindanao: Land of Unfulfilled Promise*, New Day Publishers, Philippines, Quezon City, 1992, 268 p.

VITUG Marites Danguilan et GLORIA Glenda M., *Under the Crescent Moon: Rebellion in Mindanao*, Ateneo Center for Social Policy and Public Affairs and Institute for Popular Democracy, Quezon City, 2000, 327 p.

WARREN James Francis, *Iranun and Balangingi: Globalization, Maritime Raiding and the Birth of Ethnicity*, New Day Publishers, Quezon City, 2002, 585 p.

WATANABE Akiko, « Migrations and Mosques: The Evolution and Transformation of Muslim Communities in Manila the Philippines », *Working Papers Series* n° 37, Afrasian Center for Peace and Development Studies, Ryukoku University, Otsu, 2008, 45 p.

WERNSTEDT Frederick L. et SPENCER Joseph Earle, *The Philippine Island World: a Physical, Cultural and Regional Geography*, University of California Press, Berkeley, 1967, 742 p.

# Les publications de l'Irasec

## Études régionales Asie du Sud-Est

**Anti-Trafficking Regional Cooperation in Southeast Asia and the Global Linkages from Geopolitical Perspectives**, note d'Anne-Lise Sauterey
**Armée du peuple, armée du roi, les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande** par Arnaud Dubus et Nicolas Révise
**Asie du Sud-Est 2007**, par la revue *Focus Asie du Sud-Est*
**Asie du Sud-Est 2008**, par la revue *Focus Asie du Sud-Est*
**Asie du Sud-Est 2009,** sous la direction d'Arnaud Leveau
**Asie du Sud-Est 2010,** sous la direction d'Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé
**Asie du Sud-Est 2011,** sous la direction d'Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé
**Asies, tiers du monde**, par la revue *Outre-Terre*
**Atlas des minorités musulmanes en Asie méridionale et orientale,** sous la direction de Michel Gilquin
**Des catastrophes naturelles au désastre humain, conséquences et enjeux de l'aide humanitaire après le tsunami et le cyclone Nargis en Thaïlande et en Birmanie**, carnet de Maxime Boutry et Olivier Ferrari
**Des montagnards aux minorités ethniques, quelle intégration nationale pour les habitants des hautes terres du Viêt Nam et du Cambodge**, par Mathieu Guérin, Andrew Hardy, Nguyen Van Chinh, Stan Tan Boon Hwee
**Évolution du rôle du yuan en Asie orientale - La guerre des monnaies aura-t-elle lieu ?**, note de Catherine Figuière et Laëtitia Guilhot
**Informal and Illegal Movement in the Upper GMS - Costs and Benefits of Informal Networks for Goods and People**, carnet de Lynn Thiesmeyer
**Investigating the Grey Areas of the Chinese communities in Southeast Asia**, carnet sous la direction d'Arnaud Leveau
**La Monnaie des frontières - Migrations birmanes dans le sud de la Thaïlande, structure des réseaux et internationalisation des frontières**, carnet série Observatoire par Maxime Boutry et Jacques Ivanoff
**L'impact des catastrophes naturelles sur la résolution des conflits en Asie. Les cas du Sri Lanka, de l'Indonésie et du Cachemire**, note de Clarisse Hervet
**L'Islamisme combattant en Asie du Sud-Est** par Philippe Migaux
**Le destin des fils du dragon, l'influence de la communauté chinoise au Viêt Nam et en Thaïlande**, par Arnaud Leveau
**Les messagers divins, aspects esthétiques et symboliques des oiseaux en Asie du Sud-Est**, sous la direction de Pierre Le Roux et Bernard Sellato
**Les musulmans d'Asie du Sud-Est face au vertige de la radicalisation**, sous la direction de Stéphane Dovert et Rémy Madinier
**Mekong–Ganga Initiative**, carnet de Swaran Singh
**Mobilité prostitutionnelle et représentations - Le cas des prostituées vietnamiennes d'An Giang vers le Cambodge**, note de Nicolas Lainez
**New Dynamics between China and Japan in Asia**, sous la direction de Guy Faure
**Passage sur le Mékong**, par Guy Lubeigt et Jérôme Ming

**Pavillon Noir sur l'Asie du Sud-Est, histoire d'une résurgence de la piraterie maritime en Asie du Sud-Est,** par Éric Frécon

**Perception of Borders and Human Migration - The Human (In)security of Shan Migrant Workers in Thailand**, carnet série Observatoire de Ropharat Aphijanyatham

**Présence économique européenne en Asie du Sud-Est**, sous la direction de Guy Faure et David Hoyrup

**Réfléchir l'Asie du Sud-Est**, essai d'épistémologie sous la direction de Stéphane Dovert

**The Resurgence of Sea Piracy in Southeast** Asia, carnet d'Éric Frécon

**The Trade in Human Beings for Sex in Southeast Asia**, sous la direction de Pierre Le Roux, Jean Baffie et Gilles Beullier

**Yaa Baa, Production, Traffic and Consumption of methamphetamine in Mainland Southeast Asia,** par Pierre-Arnaud Chouvy et Joël Meissonnier

**Yaa Baa, production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale** par Pierre-Arnaud Chouvy et Joël Meissonnier

## Brunei

**Brunei, de la thalassocratie à la rente**, par Marie Sybille de Vienne (à paraître en 2012)

## Birmanie

**Back to Old Habits, Isolationism ot the Self-Preservation of Burma's Military Regime,** carnet de Renaud Egreteau et Larry Jagan

**Birmanie contemporaine, monographie nationale,** sous la direction de Gabriel Defert

**Informal Trade and Underground Economy in Myanmar: Costs and Benefits**, carnet série Observatoire de Winston Set Aung

**Nay Pyi Taw, Une résidence royale pour la junte birmane**, par Guy Lubeigt

**State Building, Infrastructure Development and Chinese Energy Projects in Myanmar**, note de James O'Connor

**The Politics of Silence, Myanmar NGOs' Ethnic, Religious and Political Agenda**, carnet de Lois Desaine

## Cambodge

**Cambodge contemporain, monographie nationale**, sous la direction d'Alain Forest

**Cambodge soir, chroniques sociales d'un pays au quotidien**, sous la direction de Grégoire Rochigneux

**Le dictionnaire des Khmers rouges**, par Solomon Kane

## Indonésie

**Aceh : l'histoire inachevée. La fière histoire d'une terre dévastée par les tsunami** par Jean-Claude Pomonti et Voja Miladinovic

**Islam and the 2009 Indonesian Elections, Political and Cultural Issues - The Case of the Prosperous Justice Party (PKS)**, par Ahmad-Norma Permata et Najib Kailani, carnet sous la direction de Rémy Madinier

**La fin de l'innocence, l'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours**, par Andrée Feillard et Rémy Madinier
**Les relations centre périphérie en Indonésie**, note de Lucas Patriat
**The End of Innocence? Indonesian Islam and the Temptations of Radicalism**, par Andrée Feillard et Rémy Madinier
**The Flowering of Islamic Thought - Liberal-Progressive Discourse and Activism in Contemporary Indonesia**, note de Suratno

## Laos

**Laos, From Buffer State to Crossroads,** par Vatthana Pholsena et Ruth Banomyong
**Du Triangle d'or au Quadrangle économique - Acteurs, enjeux et défis des flux illicites transfrontaliers dans le Nord-Laos**, note de Danielle Tan
**Le Laos au XXIe siècle, les défis de l'intégration régionale**, par Vatthana Pholsena et Ruth Banomyong

## Malaisie

**From the Mosque to the Ballot Box, An Introduction to Political Islam in Malaysia**, carnet sous la direction de Sophie Lemière
**Political Development in Sabah, 1985-2010 - Challenges in Malaysian Federalism and Ethnic Politics**, note d'Arnold Puyok

## Philippines

**Élites et développement aux Philippines : un pari perdu ?** par Stéphane Auvray, Roberto Galang et Cristina Jimenez-Hallare
**La Croix et le Kriss, violences et rancœurs entre chrétiens et musulmans dans le sud des Philippines,** par Solomon Kane et Felice Noelle Rodriguez

## Singapour

**A roof Overt Every Head,** par Wong Tai-Chee et Xavier Guillot
**The Hegemony of an Idea: The Sources of the SAF's Fascination with Technology and the Revolution in Military Affairs**, note de Ho Shu Huang

## Thaïlande

**Alternatives agricoles en Thaïlande**, par Roland Poupon
**Bangkok, formes du commerce et évolutions urbaines**, par Davisi Boontharm
**Education, Economy and Identity - Ten Years of Educational Reform in Thailand**, carnet sous la direction d'Audrey Baron-Gutty et Supat Chupradit
**Femmes prostituées dans la region du sud de la Thaïlande**, carnet de Jean Baffie
**Les musulmans de Thaïlande,** par Michel Gilquin
**Policies of the Thai State Towards the Malay Muslim South (1978-2010)**, carnet d'Arnaud Dubus et Sor Rattanamanee Polkla

**State and Media in Thailand During Political Crisis**, carnet sous la direction d'Arnaud Leveau et Chavarong Limpattamapanee

**Thaïlande - Aux origines d'une crise**, carnet d'Olivier Ferrari, Narumon Hinshiranan Arunotai, Jacques Ivanoff et Arnaud Leveau

**Thaïlande - Ressources documentaires françaises,** par Laurent Hennequin

**Thaïlande contemporaine, monographie nationale** sous la direction de Stéphane Dovert et Jacques Ivanoff

**The Muslims of Thailand,** par Michel Gilquin

**Trafficking for Sexual Exploitation into Southern Thailand,** carnet sous la direction de Patacharawalai Wongboonsin

## Timor-Leste

**Catholicisme et protestantisme dans l'île de Timor : 1556-2003. Construction d'une identité chrétienne et engagement politique contemporain**, par Frédéric Durand

**East-Timor, How to Build a New Nation in Southeast Asia in the 21st Century?** carnet sous la direction de Christine Cabasset-Semedo et Frédéric Durand

**Timor Lorosa'e, A Country at the Crossroads of Asia and the Pacific, a Geo-Historical Atlas** par Frédéric Durand

**Timor Lorosa'e, Pays Carrefour de l'Asie et du Pacifique. Un atlas géohistorique**, par Frédéric Durand

**Timor : 1250-2005, 750 de cartographie et de voyages**, par Frédéric Durand

**Timor-Leste en quête de repères, perspectives économico-politiques et intégration régionale,** par Frédéric Durand

**Timor-Leste, The Dragon's Newest Friend**, note de Loro Horta

## Viêt Nam

**Agriculture, environnement et sociétés sur les hautes terres du Viêt Nam**, par Rodolphe de Koninck, Frédéric Durand et Frédéric Fortunel

**Japan-Viêt Nam, history of a relationship under influences** par Guy Faure et Laurent Schwab

**Japon-Viêt Nam, histoire d'une relation sous influences**, par Guy Faure et Laurent Schwab

**Le Viêt Nam dans l'Organisation mondiale du commerce, Impact sur la croissance et l'emploi**, carnet sous la direction de Jean-Pierre Cling, Stéphane Lagrée, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud

**Norms and Practices in Contemporary Vietnam, Social Interaction between Authorities and People**, carnet sous la direction de Christian Culas et Nguyen Van Suu

**Viêt Nam contemporain, monographie nationale**, sous la direction de Stéphane Dovert et Benoît de Tréglodé

**Volées, envolées, convolées - Vendues, en fuite ou re-socialisées : les « fiancées » vietnamiennes en Chine**, par Caroline Grillot